



KIT DE DÉCONSTRUCTION
pour répondre aux idées reçues
sur les personnes LGBTQIA+

Projet porté par la Coalition Genre, sous la direction de Crible ASBL
<https://www.cribleasbl.be/> (info@cribleasbl.be)

Avec le soutien de :
l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH), de la Fédération Wallonie-Bruxelles – Service de la Jeunesse et du Prix Solidaris

Avec le soutien financier de :
Financieel ondersteund door:



Liège, décembre 2024

Rédaction : Cécile Mantello (chargé-e de projet Crible ASBL),
avec les apports des collectifs Intersex Belgium et Let's Talk About Non-Binary, et des Maisons Arc-en-Ciel du Luxembourg et de Verviers.

Relecture éditoriale : Alix Janssens (coordinatrice Crible ASBL)

Graphisme, mise en page et illustrations : Eloïse Pineau <https://eloisepineau.wordpress.com/>

Dépôt légal : D/2025/16008/01

ISBN numérique : 978-2-9603734-1-7 9782960373417

ISBN papier : 978-2-9603734-0-0 9782960373400

Travail sous licence Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0 FR, attribution - pas d'utilisation commerciale - partage dans les mêmes conditions



Remerciements : Crible ASBL remercie la Coalition Genre et ses membres, en particulier Laura Truong de la Coalition Genre, Sylviane Lacroix d'Intersex Belgium, Flo Delval, Michi Fujita et Rey Van der Auwera du collectif Let's Talk About Non-Binary, Charlie Robin de la Maison Arc-en-Ciel (MAC) du Luxembourg et Jonathan Bovy de la MAC de Verviers pour leurs apports.

Merci également à Gulistan Özer du Planning Familial Inforfemmes de Liège, Maxence Paquot de Genres Pluriels ASBL, Camille Aubry et Marie Bostyn, pour leur relecture attentive et leurs retours.



« Ce n'est pas
NORMAL ! »

KIT DE DÉCONSTRUCTION
pour répondre aux idées reçues
sur les personnes LGBTQIA+

Sommaire

Pourquoi ce kit ?	p.6
A qui ce kit est-il destiné ?	p.6
Comment l'utiliser ?	p.7
Écriture inclusive et terminologie	p.7
La démarche de démystification ou « debunking »	p.8

1. Le poids des normes



1.1. « Être lesbienne, gay, bi, trans, intersexe, ce n'est pas normal ! »	p. 12
1.2. « Être gay, lesbienne ou bi, ce n'est pas naturel ! »	p. 18
1.3. « L'intersexuation est une anomalie des organes génitaux. »	p. 20
1.4. « On ne peut pas être vraiment trans si on n'a pas été opéré·e. »	p. 24
1.5. « Les personnes LGBTQIA+ ne peuvent pas (ou ne devraient pas) avoir d'enfants. »	p. 27

2. Sexualités queer



2.1. « Il existe une sexualité queer et elle est dangereuse. »	p. 34
2.2. « Dans un couple LGBTQIA+, il y a une personne qui fait l'homme et une qui fait la femme. »	p. 37
2.3. « La sexualité lesbienne n'est pas réelle. »	p. 39
2.4. « Les personnes asexuelles n'ont pas de libido. »	p. 42

3. Origines de la queerness



3.1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. »	p. 46
3.2. « Les personnes sont queer jusqu'à ce qu'elles trouvent la bonne personne. »	p. 52
3.3. « Les personnes concernées savent très tôt qu'elles sont queer. »	p. 54
3.4. « Être LGBTQIA+, c'est contagieux. »	p. 57
3.5. « Être queer aujourd'hui en Occident, c'est à la mode ! »	p. 60

4. Choisir d'être queer



4.1. « Être queer, c'est forcément un choix ! »	p. 66
4.2. « Les bisexuel·les et pansexuel·les ne sont pas capables de choisir. »	p. 69
4.3. « Il y a un profil-type LGBTQIA+ : les jeunes qui s'inventent des problèmes/les blanc·hes/les riches/les gens des villes. »	p. 71
4.4. « On ne peut pas être religieux·se et LGBTQIA+. »	p. 74

5. Luttres d'aujourd'hui



5.1. « Aujourd'hui tout va bien : tout le monde est accepté ! »	p. 80
5.2. « Aujourd'hui les LGBTQIA+phobies c'est dans des pays lointains. »	p. 86
5.3. « Iels militent pour des causes qui ne concernent pas grand monde. »	p. 89
5.4. « Il existe un lobby woke qui défend la cause LGBTQIA+. »	p. 92
5.5. « Les personnes trans n'ont pas leur place dans les luttes féministes. »	p. 95

Glossaire	p. 100
Sources	p. 106



Pourquoi ce kit ?

En animation ou dans notre quotidien, nous entendons souvent les mêmes idées reçues concernant les personnes et communautés LGBTQIA+ (lesbiennes, gays, bisexuel·les, trans, queer ou *questioning*, personnes intersexes, agenres, aromantiques ou asexuelles). Elles nous prennent parfois par surprise mais sont bien souvent des versions remaniées d'idées anciennes. Il n'est pas toujours facile de trouver quoi répondre. Parfois, nous sentons que nous sommes en désaccord, mais sans arriver exactement à trouver les contre-arguments, ou simplement des contre-exemples, qui pourraient diversifier les représentations, remettre de la nuance, alimenter la remise en question.

Alors, nous avons eu envie de créer un kit qui rassemble **les idées reçues, mythes, stéréotypes LGBTQIA+phobes auxquels nous sommes le plus souvent confronté·es dans le cadre de nos animations et formations**. Nous avons pris le temps d'explorer les raisonnements qui les sous-tendent, afin de repérer leurs failles, erreurs factuelles et confusions. Bien sûr, il est impossible de répondre à tout, mais notre objectif est de **proposer des pistes de déconstruction dans un texte accessible**, en appui aux valeurs féministes, *queer*, *transinclusives* que nous défendons. Nous nous sommes pour cela basé·es sur de nombreux travaux et réflexions existantes.

Notre souhait est aussi de montrer que derrière chacun de ces mythes se cachent (pas toujours très bien !) des normes qui voudraient passer pour neutres, mais qui ne le sont pas. Si nous voulons détricoter l'*homophobie*, la *biphobie*, la *transphobie*, l'*interphobie*, nous devons aussi détricoter ces normes, c'est-à-dire les rendre explicites, puis réfléchir à ce qu'elles ont d'absurde et de restrictif pour tout le monde.

A qui ce kit est-il destiné ?

À toute personne qui a envie de se questionner, et de questionner les représentations stéréotypées à propos des personnes et communautés LGBTQIA+. Il est destiné en particulier aux animateurices jeunesse et aux jeunes adultes qui luttent contre les LGBTQIA+phobies, au travail, à l'école ou dans leur vie quotidienne, et qui souhaitent s'outiller.



Comment l'utiliser ?

Des mythes LGBTQIA+phobes, il en existe beaucoup (malheureusement). Nous avons repris ceux qu'on entend le plus souvent, dans les salles de classe, lors d'animations, de formations, ou sur les réseaux sociaux.

Les mythes sont classés en cinq thématiques :

Partie 1 : Le poids des normes

Partie 2 : Sexualités queer

Partie 3 : Origines de la queerness

Partie 4 : Choisir d'être queer

Partie 5 : Luttes d'aujourd'hui

Pour chaque mythe, nous nous sommes penché·es sur la **norme** qui se cache derrière, sur les **mécanismes** qui ont permis son essor et sa diffusion et, enfin, nous nous sommes attelé·es à sa **déconstruction** au moyen de contre-arguments que les lectrices pourront s'approprier et utiliser à leur tour.

À la fin du kit, un **glossaire** reprend des définitions utiles. Les mots présents dans le glossaire sont surlignés en couleur dans le texte quand ils apparaissent pour la première fois dans chaque mythe.

Écriture inclusive et terminologie

Ce kit est rédigé dans une **écriture inclusive**. A cette fin, nous avons choisi d'utiliser :

- ☞ des termes épïcènes (non-genrés) quand ils étaient possibles ;
- ☞ des néologismes qui reflètent une société plus inclusive des genres, comme « iels », « ceux », « animateurices » ou « toustes » ;
- ☞ le point médian ;
- ☞ l'accord de proximité, c'est-à-dire que l'adjectif est accordé au nom le plus proche qu'il qualifie pour les objets inanimés (exemple : « les arbres et les fleurs sont belles »).

Cette manière d'écrire correspond aux valeurs de Crible ASBL, qui promeut une société féministe et non-sexiste, où tous les genres ont leur place.

Nous avons choisi d'utiliser le sigle **LGBTQIA+** et le mot « **queer** » comme des synonymes, afin d'alléger la lecture.

La démarche de démystification ou « debunking »¹

Il s'agit de **démontrer la fausseté d'une théorie, ou d'un concept**. Lorsqu'on se lance dans cette démarche, certains principes directeurs peuvent s'avérer particulièrement utiles. Nous avons essayé d'appliquer ces principes tout au long de ce kit. Nous vous les livrons ci-dessous car ils peuvent également servir lors des discussions à l'oral :

- souligner **quelques points précis** plutôt que se lancer dans de longues explications ;
- mettre en évidence **pourquoi des personnes pourraient avoir intérêt à mentir** sur le sujet abordé ;
- se concentrer sur des **informations vérifiées et pertinentes** pour laisser moins de place aux données erronées ou trompeuses ;
- **prendre soin de soi et choisir ses combats** : l'échange (et, on l'espère, ce kit) peut vous permettre d'apporter des éléments d'information et de réflexion aux personnes qui sont sincèrement curieuses et ont envie de s'éduquer et mieux comprendre. Toutefois, lutter contre les propos LGBTQIA+phobes est énergivore, en particulier lorsque l'on est soi-même concerné·e. Ne vous mettez pas la pression pour faire changer d'avis des personnes très convaincues, même si la thématique vous tient à cœur. Aussi, ne vous en voulez pas si vous n'arrivez pas toujours à réagir ou à trouver une répartie pertinente.



1 - Le poids des normes



Dans cette partie, nous nous penchons sur le poids des normes cisgenres, hétérosexuelles et dyadiques dans les LGBTQIA+phobies. Dire qu'être hétéro, cisgenre et dyadique, c'est normal, naturel, évident, implique que tout ce qui en dévie ne l'est pas. Ce sont donc des « mythes fondateurs » qui ouvrent la voie et qui sont sous-jacents à tous les mythes LGBTQIA+phobes que nous allons voir dans ce guide.



1 « Être lesbienne, gay, bi, trans, intersexe..., ce n'est pas normal »

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Être hétérosexuel·le et cisgenre, c'est normal ! »



Comment se diffuse cette idée ?

Avoir des normes permet de structurer une société, en donnant des balises sur les comportements auxquels on peut s'attendre de la part d'autrui. Les normes peuvent *décrire* les comportements qui nous semblent majoritaires et auxquels nous avons donc appris à nous attendre, mais aussi *prescrire* les comportements que nous souhaitons rencontrer dans notre société car nous les trouvons bénéfiques.

Puisqu'on a tendance à attribuer à la norme ce qu'on voit le plus souvent autour de soi, une personne qui pense ne connaître aucune personne **LGBTQIA+** (bien qu'elle puisse se tromper à ce sujet) considérera avec plus de conviction que la « norme » est d'être hétérosexuelle et cisgenre. Elle aura le sentiment d'être neutre en disant cela, de juste décrire un fait. Elle exclut pourtant une partie de la population de ses propos. C'est ce qu'on appelle la **cishétéronormativité** : **le fait de considérer l'hétérosexualité et l'identité cisgenre comme étant les références par défaut**, décrivant une expérience humaine universelle, et en cela **supérieure à toute autre situation considérée comme marginale, déviante.**

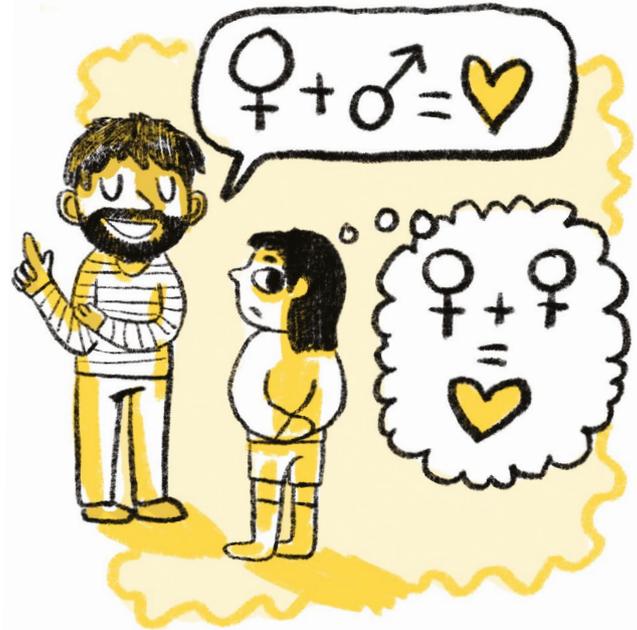
Très souvent, la norme s'exprime de manière implicite. On ne dit pas clairement que l'on trouve un comportement anormal, mais on ne reconnaît pas pour autant son existence ni sa validité.



Ainsi, de nombreuses personnes, lorsque des enfants ou des ados les interrogent sur les relations amoureuses, ou sur le désir, répondent par la norme hétérosexuelle : « c'est quand un homme et une femme se rencontrent et ressentent tel sentiment ». Si on les confronte à ce sujet, iels répondront souvent que dire les choses autrement est une idée « moderne », ou bien que c'est trop compliqué, alors que simplement parler de « personnes » serait déjà plus inclusif.

L'invisibilisation très fréquente des personnes LGBTQIA+ participe donc à renforcer la norme cisgenre et hétérosexuelle.

Aujourd'hui, certains mouvements se dédient activement à lutter contre la représentation LGBTQIA+, avec des effets très concrets : demandes d'interdiction d'ouvrages mettant en scène des personnages LGBTQIA+ ; limites d'âge spécifiques sur les films ou séries montrant des relations **queer**, indépendamment de leur caractère explicite ou non ; interdiction de parler d'homosexualité ou de **transidentité** dans le cadre scolaire (→ #3 Origines de la queerness, 4. « Être LGBTQIA+, c'est contagieux. »). Ces dernières années, ces mouvements se sont montrés très actifs à travers le monde et ont eu un impact négatif sur les droits des personnes LGBTQIA+ et sur leur visibilité² (→ #5 Luites d'aujourd'hui, 1. « Aujourd'hui tout va bien ! Tout le monde est accepté ! » et 2. « Aujourd'hui les LGBTQIA+phobies c'est dans des pays lointains. »).





ZOOM

L'**histoire des personnes LGBTQIA+** n'a pas forcément été archivée, n'est pas facile d'accès, et est très peu reflétée dans les discours dominants. Bien qu'il existe des cultures LGBTQIA+, avec ses références, ses personnalités reconnues, ses codes, celles-ci sont généralement restées assez **confidentielles, internes aux communautés concernées.**

Cette confidentialité a parfois pu être recherchée, car elle sert à se reconnaître entre personnes concernées et donc à se défendre contre le risque de violences homophobes, transphobes ou interphobes. Par exemple, le « polari » était un argot utilisé à Londres par les **homosexuel·les**, du 19ème siècle aux années 1970. Il leur permettait de se reconnaître et de communiquer sans être compris·es par les personnes extérieures à leur communauté.

Même lorsque les personnes LGBTQIA+ souhaitent faire reconnaître leur histoire et leurs cultures, **elles sont rarement dans des positions de pouvoir leur permettant d'influencer les discours et représentations dominantes** (lesquelles restent, de manière écrasante, cisgenres et hétérosexuelles). Par exemple, à travers l'histoire, beaucoup d'œuvres de personnes LGBTQIA+ ont été censurées, ou ont essuyé des refus de publication ou de financement.

Les violences systémiques à l'égard des personnes LGBTQIA+ sont aussi difficilement reconnues. Par exemple, la persécution et la déportation spécifique des homosexuel·les sous le Nazisme n'a été reconnue en Allemagne qu'au cours des années 1990³.

Quelques initiatives pour découvrir de manière vivante l'histoire LGBTQIA+ :

- A Bruxelles, L-Tour organise des parcours dans la ville pour mieux faire connaître l'histoire de ses communautés LGBTQIA+ : <https://www.l-tour.be/>
- A Gent, le Musée des Beaux-Arts (MSK) organise sur demande un parcours de visite LGBTQIA+ dans ses galeries permanentes : <https://www.mskgent.be/fr/programme/lgbtq-et-la-collection-msk/>





Impacts

☞ En l'absence d'information contraire (et même parfois lorsqu'il y en a une), **toute personne sera généralement présumée hétéro, cisgenre et dyadique**. Dès la petite enfance, les remarques ou questions posées (« as-tu un amoureux/une amoureuxse ? », « non, ça ce n'est pas un vêtement pour toi, c'est pour les filles/garçons »...) reposent sur des stéréotypes de genre mais aussi sur une présomption implicite que l'enfant est hétéro et cisgenre. Cela relève d'une **vision étroite des identités de genre et attirances possibles**.

☞ En l'absence de représentations réalistes et diversifiées d'histoires qui leur ressemblent, et de mots pour se définir, il peut être très difficile pour les personnes LGBTQIA+ de comprendre pourquoi elles se sentent extérieures à des normes, décalées par rapport aux projections et attentes des autres envers elles. Et, les personnes cisgenres et hétérosexuelles ne sont pas invitées à accepter l'existence de ces histoires et à les considérer comme aussi valides que les leurs.

En effaçant les représentations et l'histoire des personnes LGBTQIA+, c'est en fait l'existence de toute alternative au modèle hétérosexuel et cisgenre qui est effacée.

La féministe Adrienne Rich a théorisé le poids de ces normes en parlant de « **contrainte à l'hétérosexualité** »⁴.

☞ Le mythe cishétéronormatif selon lequel être LGBTQIA+ n'est pas « normal » est une des idées les plus invoquées pour **justifier les discriminations** vis-à-vis des personnes concernées. Elle peut avoir un impact au niveau interindividuel, en alimentant des propos excluants et violents ou en donnant lieu à des violences intrafamiliales, mais aussi à un niveau institutionnel, lors de discussions sur des projets de lois touchant aux droits des personnes LGBTQIA+.





Déconstruction

La plupart des personnes qui recourent à l'argument d'anormalité ne questionnent pas leur propre normalité. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? En quoi être hétérosexuel·le, cisgenre, serait normal ? Et pourquoi cela serait-il bon en soi ?

A La normalité n'est pas forcément bonne en soi.

D'après le dictionnaire, la notion de normalité renvoie à une moyenne, à une majorité, ou au fait de « n'avoir rien d'exceptionnel », d'être « le plus habituel ». En effet, aujourd'hui, on peut dire qu'être hétérosexuel·le et cisgenre n'a rien d'exceptionnel en soi. Mais pourquoi y attacher une valeur morale supérieure ? **C'est une erreur de logique fréquente : ce que l'on observe le plus fréquemment, ce que l'on connaît le mieux, tend à être considéré comme supérieur à ce qui nous semble sortir de l'ordinaire.** Pourtant, les sociétés ne sont pas figées, et les normes qui les régissent non plus. Le travail des enfants, la légitimité pour un homme de frapper sa conjointe, l'interdiction de voter pour les femmes... ont tous été défendus comme étant *normaux*, à une époque. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, grâce aux mouvements qui ont milité pour l'égalité et contre les violences.



B En matière de sexualité et de genre, la norme est relative.

Qu'est-ce qu'une sexualité « normale » ? D'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la sexualité est « *un aspect central de l'être humain tout au long de la vie, qui englobe le sexe, les identités de genre et les rôles y afférents, l'orientation sexuelle, l'érotisme, le plaisir, l'intimité et la reproduction. La sexualité est vécue et exprimée sous forme de pensées, de fantasmes, de désirs, de croyances, d'attitudes, de valeurs, de comportements, de pratiques, de rôles et de relations. La sexualité regroupe ainsi de nombreuses dimensions mais chaque personne ne ressent pas ou ne vit pas nécessairement chacune d'entre elles. La sexualité est influencée par l'interaction de facteurs biologiques, psychologiques, sociaux, économiques, politiques, culturels, juridiques, historiques, religieux et spirituels* »⁵.

La sexualité prend donc forme sous l'influence de multiples éléments. En la matière, **la « norme » est donc culturelle et variable.**

Par exemple, les stoïciens (du 4^{ème} au 2^{ème} siècle av. J.-C.), et à leur suite les premiers théologiens juifs et chrétiens étaient opposés à ce que la sexualité prenne une place trop importante dans la vie humaine ; par conséquent, ces courants de pensée invitaient à bannir tout acte sexuel n'ayant pas pour but la reproduction. Les actes sexuels n'étaient donc pas distingués entre actes « hétérosexuels » ou « homosexuels », mais entre actes visant la procréation, ou non. Dans ce schéma de pensée, des pratiques sexuelles entre deux individus du même sexe sont vues négativement, mais au même titre que des pratiques sexuelles entre deux individus de sexes différents ne permettant pas la procréation, ou que la masturbation !

C Il y a eu des sociétés dans lesquelles d'autres sexualités, identités, expressions de genre appartenaient à la norme.

Beaucoup de ces sociétés ont été détruites ou bouleversées par les puissances coloniales notamment via l'imposition de nouvelles normes et d'un autre système politique et religieux⁶, et il est très difficile, aujourd'hui, de savoir comment ces questions étaient vécues et perçues avant la colonisation. **Mais d'autres conceptions du genre existent à notre époque actuelle, dans d'autres contextes culturels** : par exemple les personnes appelées « Deux-Esprits » dans certaines cultures autochtones d'Amérique du Nord, les hijras en Inde, au Pakistan et au Bangladesh, les fa'afafine dans le Samoa, les muxes au Mexique..... Attention, cela ne signifie pas qu'il soit possible de leur appliquer des conceptions occidentales du genre ou de la transidentité, et les personnes concernées n'apprécient pas forcément être incluses dans le sigle LGBTQIA+. Celui-ci a émergé dans le contexte occidental et ne recouvre pas nécessairement leur expérience. Mais leur existence souligne que **les normes en matière de sexualité, d'expression ou d'identité de genre sont très diverses dans l'espèce humaine.**



D Les recherches en sexologie remettent en question la norme de l'hétérosexualité.

L'idée de l'hétérosexualité comme norme majoritaire a elle-même été remise en question par les recherches en sexologie. Dès les années 1950, Alfred Kinsey et son équipe réalisent une série d'enquêtes afin de mieux connaître les comportements sexuels des Étatsunien•nes, entendus au sens du contact physique mais aussi de la présence d'attirances, fantasmes, et de réactivité sexuelle à des stimuli. **L'échelle de Kinsey** catégorise ces comportements de 0 à 6, allant d'exclusivement hétérosexuels à exclusivement homosexuels (une septième catégorie correspondant aux personnes **asexuelles** a été créée par la suite). Lors de ces enquêtes, seuls 10 % **des répondant•es ont déclaré avoir des comportements exclusivement hétérosexuels**, et 10 % ont déclaré avoir des comportements exclusivement homosexuels. Le reste se répartissait sur un continuum⁷.

La méthodologie de ces recherches a par la suite été critiquée, notamment parce que le sujet était si tabou à l'époque qu'il n'a pas été possible à Kinsey de se baser sur un échantillon large et représentatif de la population. Cependant, elles ont mis en évidence que **les pratiques et désirs hétérosexuels n'empêchent pas la coexistence avec d'autres pratiques et désirs**, qu'une majorité de personnes semble connaître des désirs variés quelles que soient leurs pratiques effectives, et que cela peut changer au cours d'une vie.



2

« Être gay, lesbienne ou bi, ce n'est pas naturel » !

→ **Autrement dit :**

- Les comportements **homosexuels** et **bisexuels** n'existent que chez l'espèce humaine.
- Si ces comportements n'existent pas dans la nature, alors ils ne peuvent être bons.

Norme cishétérosexuelle : « Être hétérosexuel·le, c'est naturel ! Et ce qui est naturel est bon. »



Comment se diffuse cette idée ?

La recherche en éthologie (c'est-à-dire l'étude du comportement animal) a longtemps soutenu que les espèces non-humaines n'avaient que des rapports hétérosexuels. Les animaux étaient vus comme guidés par un instinct de reproduction, et on ne leur reconnaissait donc pas de comportements homosexuels ou bisexuels.



Impacts

☞ Cette idée est généralement invoquée pour soutenir que l'homosexualité et la bisexualité seraient « contre-nature ». Dans cette vision, la Nature sert de guide et ce qui ne s'y observe pas est mauvais, immoral. Cet argument est alors utilisé pour **lutter contre les revendications d'égalité portées par les personnes homosexuelles et bisexuelles.**



Déconstruction



A La nature est amonale.

Les mouvements **LGBTQIA+**phobes instrumentalisent l'idée de nature de deux manières opposées. D'une part, il existe le mythe qui nous occupe ici : « ce n'est pas naturel d'être homo, ou bi ». D'autre part, il existe un autre mythe qui semble être son exact contraire : « être homo, être bi, c'est se comporter de manière bestiale, comme un animal qui ne sait pas se réfréner. Être humain·e, c'est avoir appris à réfréner ses pulsions ». Dans les deux cas, la nature est présentée comme une boussole qui indique soit la moralité, soit une immoralité dont l'espèce humaine devrait se distancier.

Pourtant, **la nature en elle-même est amonale.** Les espèces animales, humaines ou non, font preuve d'empathie et de collaboration, tout autant que de prédation. Leurs structures sociales sont extrêmement variées. Certaines espèces sont essentiellement solitaires tandis que d'autres sont très sociables. Nous pouvons nous passionner pour les sociétés animales, mais **leurs fonctionnements ne peuvent définir pour nous ce qui est bon, ou non⁸.**

B Les pratiques sexuelles entre individus du même sexe sont fréquentes à travers le monde animal.

Cette question a été jugée inintéressante ou marginale pendant longtemps en éthologie, ce qui a conduit à un déni de l'existence de ces comportements et donc à moins de recherches à leur sujet. Des rapports d'observation sur le terrain datant des 19^{ème} et 20^{ème} siècles faisaient déjà état de comportements homosexuels chez des coléoptères, chez les pingouins de Terre Adélie, chez les mouflons ou les babouins mais ont été écartés par les scientifiques qui les ont rédigés, par **homophobie** et/ou par crainte que leur publication nuise à leur réputation⁹.

Pourtant, on a observé chez plus de 1500 espèces (sauvages et captives ; vertébrées et invertébrées) des pratiques entre partenaires de même sexe. Celles-ci vont d'actes sexuels partagés à la formation de couples stables, en passant par le fait d'élever ensemble les petit·es¹⁰. Quelques exemples : de nombreux primates (dont les bonobos et chimpanzés) ont des pratiques sexuelles fréquentes avec des partenaires de même sexe, ce qui semble soutenir la cohésion de groupe et aider à résoudre les conflits. Chez plusieurs espèces d'oiseaux (mouettes, albatros...) les nids formés entre deux partenaires femelles sont fréquents, et celles-ci s'occupent ensemble des petits. Chez certains dauphins, les mâles forment des couples stables, tout en intégrant ponctuellement des femelles ce qui permet la reproduction...¹¹ Certain·es scientifiques parlent aujourd'hui d'un « **avantage bisexuel** », qui permettrait de maximiser les chances de survie d'une espèce, en participant à la résolution de conflits, en maintenant la fécondité, et en augmentant le nombre de partenaires potentiel·es pour élever leur progéniture.

En la matière, il semble que la grande différence entre les espèces animales humaines et non-humaines, ce n'est pas l'existence de sexualités différentes, mais bien la violence des réactions à l'égard de celles-ci.

En dehors de l'espèce humaine, il n'existe pas d'occurrences documentées d'actes d'exclusion ou de violences spécifiques à l'égard d'individus ayant des relations avec des pair·es de même sexe.





3

« L'intersexuation est une "anomalie" des organes génitaux »

Cette partie a été rédigée avec la contribution du collectif Intersex Belgium.

Autrement dit :

- Les personnes intersexes doivent subir des modifications corporelles pour entrer dans une catégorie binaire et « corriger » cette anomalie.
- Il faut les élever soit comme homme soit comme femme pour ne pas alimenter de « confusion ».

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Tout le monde peut et doit être classé en deux catégories : sexe féminin ou sexe masculin. »

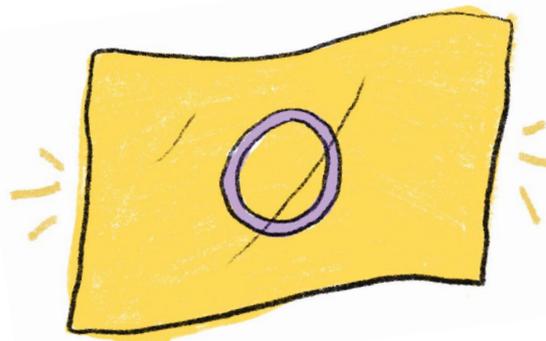


Comment se diffuse cette idée ?

Les personnes intersexes sont des personnes « dont le corps s'est formé et développé in utero, pendant l'enfance et à l'adolescence, ou plus tard encore, avec des caractéristiques sexuées qui ne répondent pas typiquement aux normes médico-sociales de ce qui définirait un corps comme étant féminin ou masculin¹² ».

Même si leur existence n'est documentée qu'à partir de l'Antiquité (3500-3000 av. J.-C. - 500 après J.-C.), les personnes intersexes existent probablement depuis les débuts de l'humanité. Les rapports actuels avancent que **jusqu'à 1,7 % de la population générale serait concernée¹³**, le chiffre étant variable selon les formes d'intersexuation retenues dans la définition. Ce chiffre est probablement en-deçà de la réalité pour deux raisons : il n'inclut que les personnes ayant reçu un diagnostic médical, or beaucoup de personnes concernées ne sont pas détectées ou recensées, et certaines variations ont été écartées bien qu'elles relèvent d'intersexuations.

Certaines sociétés reconnaissent traditionnellement l'existence des personnes intersexes, qui sont alors considérées comme appartenant à une catégorie différente de celles des hommes ou des femmes.



(drapeau intersexe)

Mais cette reconnaissance est minoritaire à l'échelle mondiale :

la majorité des sociétés se fonde aujourd'hui sur une catégorisation binaire dans laquelle on présume que chaque personne peut être classée soit en tant qu'« homme », soit en tant que « femme ».

Ce classement s'effectue en général sur base de l'observation des organes génitaux externes à la naissance. Il y a donc à la fois **assignation sexuelle** (chaque nourrisson va se voir attribuer un sexe, masculin ou féminin) et **assignation de genre** (chaque nourrisson va se voir attribuer un genre, masculin ou féminin).

Le simple fait qu'il existe des personnes intersexes permet de questionner cette double assignation. Mais le sexisme de notre société repose sur une binarité présente en permanence, au point qu'il est difficile de penser hors de ces catégories. Les personnes intersexes sont par conséquent peu écoutées, et trop souvent considérées comme manifestant des « anomalies » – alors qu'elles invitent à repenser notre entendement de la notion de sexe biologique, en montrant que celle-ci est trop rigide.



Impacts

Le manque de connaissance et de considération pour les personnes intersexes est le fondement de **discriminations et violences** à leur égard. Le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (sic) des Nations-Unies identifie notamment¹⁴ :

☞ **Les interventions médicales forcées et coercitives** : Il s'agit notamment d'actes chirurgicaux ou de traitements hormonaux, très souvent décidés **sans le consentement de la personne concernée et sans que cela se justifie par des raisons de santé**. Ils visent à modifier l'apparence ou le développement physique d'enfants ou adolescent·es intersexes afin de les rendre plus conformes aux attentes vis-à-vis des corps dits « féminins » ou « masculins », notamment en matière de sexualité. Ainsi, des interventions chirurgicales sont réalisées pour rendre les organes génitaux « pénétrants » ou « pénétrables ». Ces opérations peuvent avoir des conséquences négatives majeures, tant sur le plan physique que psychologique : apparition de douleurs chroniques, perte de sensibilité des zones érogènes, incontinence, problèmes de cicatrisation, stérilité, risques de complication lors de grossesses ultérieures, traumatismes... Une première opération mène souvent à d'autres, soit parce que l'objectif recherché n'est pas atteint la première fois, soit parce que d'autres opérations sont proposées au fur et à mesure de la croissance de l'enfant. Le Commissariat aux Droits de l'Homme (sic) du Conseil de l'Europe estime que 30 à 85 % des mineur·es intersexes subissent plus d'une opération au cours de cette période de leur vie¹⁵.



Déconstruction



A Les intersexuations sont des variations du vivant, naturelles et viables.

Elles ne sont ni des anomalies, ni des maladies, ni des défauts qui devraient être « corrigés ». Minoritaires dans l'espèce humaine, elles concernent cependant des millions d'individus (1,7 % de la population mondiale, cela fait plus de 135 millions de personnes !).



B Le sexe biologique n'est pas uniquement binaire.

Scientifiquement, on définit aujourd'hui le sexe en fonction de cinq critères : les chromosomes, les hormones, les gonades, les organes sexuels internes, et les organes sexuels externes. Jusqu'au début des années 1990, la recherche en biologie s'est surtout focalisée sur le sexe chromosomique, en étudiant le rôle des gènes X et Y, et en donnant un rôle déterminant à ce dernier dans la sexuation. Dans cette vision, le fait d'être une fille était déterminé par l'absence du gène Y, tandis que le fait d'être un garçon était déterminé par la présence de ce gène. Mais cette vision a été remise en question depuis les années 1990, lorsque des recherches ont mis en évidence que la sexuation était un processus plus complexe¹⁶. On sait aujourd'hui qu'il est possible pour un individu d'avoir d'autres variations chromosomiques que la binarité XX ou XY. **De très nombreuses variations sont possibles** (X0, XXY, XYY, XXX, ou des mosaïques lorsqu'au moins deux génotypes sont présents dans un seul individu, ou encore du chimérisme). Il est également possible d'avoir un sexe chromosomique en XX ou XY, mais de développer des organes sexuels externes qui ne correspondent pas aux représentations médicales. Il ne s'agit pas de dire qu'aucune binarité sexuelle n'existe, puisque la reproduction dans notre espèce n'est possible que grâce à l'existence de deux types de gamètes (spermatozoïdes et ovules). Cependant, **classer les personnes elles-mêmes en deux**

☞ **La stigmatisation et la discrimination dans les soins de santé**, notamment dues à un manque de formation des professionnel·les de santé qui diminue la qualité de leur prise en charge, au manque de moyens alloués à la recherche sur leurs besoins en matière de santé, aux difficultés d'accès à leurs dossiers médicaux... Les enfants intersexes sont notamment à risque de connaître une psychiatrisation abusive, si leurs comportements sont considérés comme « anormalement féminins » ou « masculins » par rapport au genre qui leur a été assigné.

☞ **Le manque de reconnaissance légale**, à la naissance, les personnes intersexes sont enregistrées à l'état civil sous un marqueur de genre binaire. Elles risquent ensuite de rencontrer des difficultés légales en cas de souhait de modifier ce marqueur de genre, à l'adolescence ou à l'âge adulte, lorsqu'il ne correspond pas à leur **identité de genre**.

☞ **Les difficultés scolaires** : harcèlement de la part d'autres élèves ainsi que du personnel, notamment en cas d'absences fréquentes pour raisons de santé, de caractéristiques physiques atypiques ou de décalage dans le développement par rapport à la moyenne ; et risque de déscolarisation en raison de leur médicalisation et d'opérations répétées.

☞ **La discrimination dans différents domaines**, dont l'accès aux services publics et à l'emploi. Le sport est aussi un domaine dans lequel les personnes intersexes sont souvent victimes de discriminations spécifiques, en particulier lorsqu'elles concourent dans les catégories féminines. Cela peut aller d'une interdiction médicale de pratiquer certains sports, pour « éviter qu'elles se masculinisent davantage », ou, à l'inverse, dans le fait de les pousser vers le sport de haut niveau pour exploiter un potentiel perçu comme exceptionnel. Paradoxalement, une fois atteint un haut niveau de performance, elles sont parfois empêchées de concourir et leurs exploits sont remis en question, au motif qu'elles auraient bénéficié d'un avantage injuste (comme un taux de testostérone supérieur à la moyenne).

catégories étanches et opposées n'est pas une évidence, puisqu'il existe un continuum de variations lors de la différenciation sexuelle biologique, ce qui rend plus floue « la » frontière entre des sexes biologiques.

C Les personnes intersexes n'ont pas un « avantage injuste » dans le sport.

Au niveau du sport, l'« avantage injuste » prêté aux personnes intersexes repose en général sur deux postulats :

- un taux de testostérone supérieur à la moyenne représenterait en soi un avantage dans le sport ;
- diviser les catégories par sexe permettrait de rendre la compétition plus équitable.

Pourtant, ces deux postulats ne sont pas vérifiés. Il n'existe pas de consensus scientifique sur le fait que le taux de testostérone en soi serait déterminant dans l'exploit sportif, notamment parce que la capacité du corps à utiliser le stock de testostérone disponible (qui dépend de la sensibilité à la testostérone) varie grandement d'un individu à l'autre, même entre individus de même sexe. **Se focaliser sur la testostérone est réducteur et témoigne d'une vision sexiste de ce qui constitue un avantage**¹⁷.

De plus, en matière de sport, **il existe de nombreux « avantages physiques » différant d'une personne à l'autre**, comme par exemple une taille plus ou moins grande pour le saut en hauteur. Pour autant, personne ne voit là un avantage « injuste », qui pourrait justifier une interdiction de concourir. De plus, les personnes intersexes concourant dans des catégories féminines ne remportent pas tous les prix face à leurs concurrentes **dyadiques**¹⁸.

En outre, **ces discriminations visent de manière disproportionnée les sportives non-blanches et non-occidentales**, car elles ont été historiquement exclues de la notion de « féminité », construite autour

des femmes blanches. Ce sont donc avant tout les femmes **racisées** qui subissent des remises en question de leur genre dans les disciplines sportives.

D Les intersexuations nous invitent à prendre conscience de notre regard trop binaire, y compris dans notre vision de la biologie.

Depuis les années 1970, les **féministes matérialistes** critiquent le glissement entre l'observation de traits physiques à la naissance, et le sens qu'on lui fait porter en termes de genre, mais elles vont même plus loin : pour elles, **distinguer les personnes selon leur sexe biologique est une construction**. Ainsi, dans une société égalitaire, ce n'est pas juste la notion de genre social qui perdrait son sens : **le sexe biologique lui-même n'aurait pas plus d'importance que d'autres différences physiques**, comme, par exemple, avoir un bassin large ou étroit, être grand·e ou petit·e, avoir des yeux bleus ou bruns... Les personnes ne sont pas pour autant perçues comme appartenant à des catégories physiques fondamentalement différentes. Dans cette vision, les personnes intersexes ne sont donc pas une « troisième catégorie » : il existe simplement des caractéristiques physiques multiples, et c'est notre regard empreint de binarité qui nous empêche de nous en rendre compte.





4

« On ne peut pas être vraiment trans si on n'a pas été opéré·e » !

Cette partie a été rédigée avec la contribution du collectif Let's Talk About Non-Binary.

→ **Autrement dit :**

- Il existe une seule identité **trans** et ceux qui ne correspondent pas à ces critères ne sont pas légitimes.
- La seule manière d'être trans est de ressembler aux personnes cis (c'est ce qu'on appelle avoir un « passing » **cisgenre**).
- Les personnes qui se disent trans et qui ne veulent pas de chirurgies mentent ou se trompent.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « La transidentité n'est valide que si on se conforme aux normes de genre binaires. »



Comment se diffuse cette idée ?

La société occidentale essentialise ce qu'est un homme ou une femme, c'est-à-dire qu'elle associe à chaque genre des **caractéristiques physiques et psychologiques présentées comme naturelles**. Il s'agit par exemple de l'idée que les « vraies femmes » ont une vulve et des seins, et que les « vrais hommes » ont un pénis. Cette idée nie le principe même de transidentité et implique qu'une personne trans ne pourrait pas être considérée comme légitime si elle ne cherche pas à se conformer anatomiquement aux normes de genre binaires, et ce même si cette personne est en train de faire, ou a fait, **une transition sociale** complète.

De plus, **pour le grand public, la différence entre sexe biologique, identité de genre et expression de genre est souvent floue**. En effet, la **cishétéronormativité** pousse à confondre ces trois concepts : si une personne naît avec une vulve, il est attendu qu'elle s'identifie

comme femme, et qu'elle porte des vêtements considérés comme féminins. De ce fait, **il est attendu des personnes trans qu'elles fassent de même et cherchent à « aligner » ces trois dimensions**. Il ne serait par conséquent pas envisageable d'être trans sans modifier son corps ou son apparence.

Enfin, de 2007 à 2017, la législation belge imposait d'avoir subi des chirurgies (ainsi qu'une stérilisation!) pour changer son marqueur de genre à l'état civil¹⁹. **L'idée que l'on ne peut pas être trans sans être opéré·e était donc légalement institutionnalisée.**



Impacts

☞ Restreindre la perception de ce que sont les identités trans **empêche certaines personnes qui sont pourtant concernées de s'identifier comme tel** (autrement dit : de faire leur *coming in*).

☞ **Gatekeeping** : ce terme désigne le fait d'essayer de contrôler qui a accès à une ressource, un pouvoir ou une opportunité particulière²⁰ ; ici, il s'applique au fait de vouloir **contrôler qui est légitime à se définir comme trans**, et qui ne l'est pas. Puisque beaucoup de personnes trans ne désirent pas d'opération²¹ ou ne peuvent pas se faire opérer (pour diverses raisons), juger qu'elles ne sont pas « vraiment trans » mène à **les exclure et à les empêcher de s'identifier comme trans**, et minimise l'existence des personnes trans dans la société. De plus, cela crée une hiérarchie entre les personnes trans à l'intérieur même des communautés LGBTQIA+.

☞ Ce mythe induit une **injonction à se faire opérer** pour avoir une anatomie qui se rapproche le plus possible de celle d'une personne cis : la bonne personne trans est celle qui ne le paraît pas. C'est aussi **forcer les personnes trans dans la binarité, et nier l'existence des personnes non-binaires**. La loi de 2007 et cette pression sociale allaient à l'encontre du droit à **l'autodétermination** des personnes trans (c'est-à-dire leur droit de pouvoir déterminer par elles-mêmes leur identité de genre, et de faire des choix en fonction) et de leurs droits sexuels et reproductifs. Encore aujourd'hui en Belgique, certaines équipes médicales spécialisées dans la prise en charge des personnes trans dans le cadre de leur transition **poussent à la stérilisation**²², ce qui est contraire aux droits humains.

☞ Une autre conséquence de cette injonction à se conformer aux normes cishétérosexuelles est la **difficulté d'accès à certains services** si leur apparence ne correspond pas à ce qui est attendu en fonction

du marqueur de genre sur les documents d'identité (retirer un colis à la poste par exemple).

☞ Ce préjugé **limite l'étendue des représentations médiatiques et culturelles** et a donc tendance à réduire les personnes trans aux personnes qui font des transitions médicales.

☞ Le traitement médiatique des transidentités tend à se focaliser sur les corps, ce qui entraîne une **forme de déshumanisation** en faisant oublier qu'il s'agit avant tout de personnes dont on parle.

☞ L'accès aux opérations de transition est dépendant de l'âge, à la fois en raison des précautions quant au consentement des mineur·es et parce que leur morphologie doit être apte à recevoir ces interventions. Croire qu'il faut avoir été opéré·e pour être trans équivaut donc à dire qu'aucun·e enfant trans ne l'est réellement.

Les enfants et adolescent·es ne sont alors pas cru·es dans leur identité de genre, jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge adulte et fassent le choix d'une opération.

Cette focalisation sur les opérations va donc à l'encontre du principe d'autodétermination, qui protège tout autant la possibilité de choisir une opération si on souhaite y avoir recours, que la liberté de ne pas la choisir.



Déconstruction

A Les identités de genre sont très diverses, qu'elles s'inscrivent ou non dans une binarité.

Le modèle cishétéronormatif et binaire est celui qui domine dans l'espace culturel et médiatique et il invisibilise la diversité réelle des identités de genre. **Cette diversité inclut les personnes trans binaires qui ne font pas de transition médicale « complète » ainsi que les personnes non-binaires, genderfluid, etc.** Notons que l'idée même d'une transition médicale « complète » est problématique car elle sous-entend qu'il existerait des manières incomplètes de transitionner. Or, on devrait considérer comme une transition « complète » le fait d'atteindre son **point de confort personnel**, c'est-à-dire d'avoir trouvé « l'ensemble des caractéristiques mentales, comportementales, vestimentaires ou corporelles qui favorisent le sentiment de bien-être par rapport à son identité de genre »²³. **Être trans ne doit pas dépendre de la validation par la société** : ce n'est pas aux autres de déterminer qui est trans ou non, mais à la personne concernée – c'est le principe du droit à l'autodétermination.

B Il existe plusieurs manières d'être un homme, une femme (trans ou non) ou une personne non binaire et diverses façons d'exprimer son genre (look, pronoms, accords, attitude, etc.).

Les interventions médicales ne sont qu'une petite partie de ce qu'il est possible de faire pour exprimer son genre. Comme mentionné plus haut, il ne faut pas confondre sexe, identité de genre et expression de genre. Ainsi, il existe une infinité de manières d'exprimer son genre en fonction du confort, de la culture et des goûts personnels. Se faire opérer ou non est un choix propre à chacun·e. Il se fait en fonction du point de confort de chaque individu et **relève de son expression de genre, non de son identité de genre** à proprement parler.

De plus, tout le monde n'a pas le même accès aux **chirurgies transspécifiques**. En effet, ce sont des chirurgies qui coûtent cher et qui ne sont pas toujours remboursées par la mutuelle, et certaines personnes ont des conditions de santé qui font que se faire opérer n'est pas une option pour elles. Il peut également y avoir des raisons administratives et/ou légales, citons l'exemple des personnes sans-papiers qui n'ont pas aisément accès aux soins de santé, ou les personnes vivant dans des pays qui n'offrent pas ce type de soins. Le manque de soutien de l'entourage dans la transition peut aussi jouer un rôle dans la décision d'y recourir. C'est donc un privilège d'avoir accès à ces chirurgies.

C Il existe une multitude d'opérations transspécifiques, et toutes ne sont pas souhaitées par les personnes concernées.

Les plus connues sont la torsoplastie (opération pour enlever les seins) et les opérations génitales qui peuvent ou non inclure la stérilisation, mais il existe aussi des opérations pour changer la forme du visage pour le rendre plus masculin ou plus féminin, par exemple. Si on parle spécifiquement d'opération génitale, seule une minorité de personnes trans y a recours. Ainsi, une étude réalisée en 2016 aux États-Unis montre que seulement **entre 4 et 13 % des personnes trans ont recours à une chirurgie génitale**. Pour donner une comparaison, il y a deux fois plus d'opérations du torse (8 à 25 % des personnes trans y ont recours), que ce soit pour enlever du tissu ou en mettre²⁴.





5

« Les personnes LGBTQIA+ ne peuvent pas (ou ne devraient pas) avoir d'enfants »

→ Autrement dit :

- Les enfants de couples homos ne sont pas leurs « vrai-es » enfants.
- Les personnes trans ne sont pas capables d'être de bon·nes parent·es.
- Une personne asexuelle ne peut pas avoir d'enfants.
- Les enfants de familles LGBTQIA+ seront mal dans leur peau et rencontreront beaucoup de difficultés.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Faire famille, c'est l'acte de procréer. De plus, le couple cishétéro est le plus à même de garantir le bien-être des enfants. »



Comment se diffuse cette idée ?

Cette idée est liée à l'image occidentale, blanche et bourgeoise de ce qui constitue une famille. Bien que la famille nucléaire (organisée autour d'un couple et de quelques enfants) ait été la forme dominante en Europe dès le 16^{ème} siècle²⁵, le modèle structuré autour d'un père détenteur de l'autorité et pourvoyeur financier, et d'une mère responsable du soin aux enfants et cantonnée à la sphère domestique s'est généralisé au 19^{ème} siècle, avec le développement industriel et l'implication de l'État dans les politiques familiales²⁶. Dans ce modèle, **il faut donc une figure féminine et une figure masculine pour élever un·e enfant, puisque les rôles de genre sont vus comme non-interchangeables et radicalement différents.** Ce qui relève de l'éducation et de la socialisation doit être assuré, dans le cadre privé, par un couple hétérosexuel formé autour d'un projet de famille. Les parent·es ont donc une priorité par rapport à d'autres adultes de l'entourage, et le lien de filiation biologique est considéré comme central par rapport à

d'autres liens. Cette conception genrée de l'éducation induit l'idée que, en l'absence d'une figure paternelle ou maternelle, l'enfant ne pourra pas être stable ni heureux·se car iel n'aura pas appris comment se conduire de manière « adéquate » pour son propre genre, ni par rapport à l'autre genre. Cette idée est également renforcée par les LGBTQIA+phobies, qui présentent les personnes queer et les relations qu'elles nouent comme foncièrement instables (→#2 Sexualités queer, 1. « Il existe une sexualité queer et elle est dangereuse. » et #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. »).



Impacts

☞ **Les droits des personnes LGBTQIA+ souhaitant avoir des enfants sont souvent restreints par rapport aux couples hétérosexuels.** Ainsi, en Belgique, l'adoption n'a été ouverte aux couples **homosexuels** qu'en 2006 (l'adoption internationale leur étant encore globalement inaccessible, car de nombreux pays étrangers proscrivent l'adoption pour les couples homosexuels), et est difficile d'accès pour les personnes trans. La gestation pour autrui (GPA) n'a pas de cadre légal, ce qui complique l'accès à l'information quant aux possibilités existantes pour les couples **gays** souhaitant y avoir recours. De 2007 à 2017, les personnes trans étaient contraintes de subir une stérilisation définitive pour faire changer leur enregistrement de genre à l'état civil. Dénoncée comme une violation des droits humains, cette disposition n'est plus en vigueur aujourd'hui.

☞ Bien que les familles homoparentales soient davantage acceptées aujourd'hui, la « tolérance » à leur égard est souvent **conditionnée au fait qu'elles soient perçues comme ne remettant pas frontalement en question la famille hétérosexuelle classique.** Ainsi, on se montre davantage **LGBT-friendly** envers des familles homoparentales organisées autour du couple, blanches, de classe moyenne, et dont les **expressions de genre** ne dévient pas trop de la norme²⁷. A l'inverse, **lorsqu'une personne trans souhaite fonder une famille, sa capacité à le faire (tant physiquement que psychologiquement) est souvent remise en question.** Les corps d'hommes trans enceints subissent une forte **stigmatisation** et une personne enceinte sera souvent ramenée à son identité présumée féminine, bien que son **identité de genre** puisse être différente (masculine, non-binaire...).

☞ Pour les personnes **intersexes**, les projets d'enfants se heurtent également souvent à **la méconnaissance du corps médical, à une stigmatisation, et à une pression** pour éviter qu'elles n'aient elles-mêmes des enfants intersexes (les incitant par exemple à faire un tri d'ovocytes).

☞ **Les « réflexes » quotidiens demeurent très hétérocentrés et binaires.** Ainsi, lors du **coming out** d'un·e jeune LGBTQIA+, les proches projettent souvent qu'iel ne pourra donc pas avoir d'enfants, comme si c'était une conséquence logique. Ce n'est pas le cas, mais cela peut avoir des conséquences importantes sur les personnes concernées, qui auront besoin de temps pour remettre en question cette croyance bien ancrée²⁸.

☞ **L'existence des familles queer demeure invisibilisée.** Par exemple, il n'est pas rare que les formulaires (officiels ou autres) ne s'adressent pas aux parent·es de manière inclusive, en faisant figurer des cases « père/mère ». Les familles queer sont également rarement représentées dans les histoires destinées aux enfants.



Déconstruction

A Les rôles genrés dans la parentalité sont des constructions sociales, et il existe de multiples manières d'être parent·e.

Pendant longtemps, les rôles genrés dans la parentalité n'étaient pas si différenciés en Europe, y compris dans les familles formées autour d'un couple hétérosexuel. Ainsi, au Moyen Âge, les pères en milieu populaire assumaient de nombreuses tâches de puériculture au sein de leur famille et les mères continuaient de travailler aux champs ou dans la cité²⁹.

Considérer qu'un couple homosexuel ne pourrait pas éduquer un enfant de manière aussi « complète » qu'un couple hétérosexuel, revient à considérer que deux hommes joueront leur rôle de père de la même manière, et qu'il manquera donc une femme parente pour que l'enfant reçoive tout ce dont iel a besoin.

Or, être parent prend un sens très différent d'un individu à l'autre, et s'exprime d'une manière toute personnelle, qu'iel ait ou non le même genre. Les recherches en psychologie menées auprès de familles hétéroparentales et homoparentales démontrent que les pères et les mères influencent les enfants de manière similaire : le bien-être psychologique des enfants dépend de l'affection, de l'attention et de la sensibilité trouvée auprès de leurs parent·es, qui sont les mêmes pour les pères et les mères. Elles montrent aussi que les étapes de développement d'une identité de genre chez l'enfant sont les mêmes, que ses parent·es soient homos ou hétéros³⁰.

B Il existe de multiples manières de faire famille.

La famille nucléaire n'est qu'une forme familiale parmi d'autres : dans d'autres cultures ou à d'autres époques, les adultes jouant un rôle reconnu auprès des enfants étaient souvent bien plus nombreux·ses (oncles, tantes, grand·es-parent·es, mais aussi nourrices, voisinage...). **Les familles queer invitent souvent à une plus grande créativité par rapport aux formes conventionnelles, tant au niveau des rôles genrés, que de la notion même de « faire famille ».** Celle-ci peut être choisie, peut intégrer des ami·es comme coparent·es, peut être créée hors des liens de procréation... Ajoutons aussi qu'une personne asexuelle peut être intéressée par le fait de fonder une famille ou d'élever des enfants, ainsi que par le fait de vivre une grossesse : ces dimensions sont distinctes de l'absence (ou rareté) de désir sexuel qui caractérise l'asexualité.



C La filiation biologique est une caractéristique de la parentalité parmi d'autres, et n'est pas une condition pour être parent·e.

Beaucoup de couples hétérosexuels font appel à la procréation médicalement assistée (PMA), y compris avec donneur·se de spermatozoïdes ou d'ovocytes ; et leur parentalité n'est pas remise en question pour autant. De même, dans les démarches d'adoption, on considère les parent·es adoptif·ves comme les parent·es de l'enfant ; **l'absence de filiation biologique n'a pas d'impact sur le lien de parenté**. Pourquoi alors ce critère deviendrait-il central en ce qui concerne les personnes LGBTQIA+ ?

D Mettre des obstacles à des formes familiales existantes porte préjudice aux adultes et aux enfants.

Interdire une plus grande flexibilité des formes familiales au prétexte de « protéger les enfants » est un vieil argument. Il a par exemple été utilisé pour lutter contre les lois assouplissant les modalités de divorce : les mouvements conservateurs avançaient que cela faisait souffrir les enfants, notamment en raison de la stigmatisation autour du divorce et qu'il valait donc mieux que le divorce soit rendu difficile d'accès. Pourtant, les mentalités ont évolué. La Belgique est aujourd'hui le pays européen où le taux de divorce est le plus haut : un·e adolescent·e sur trois a des parent·es divorcé·es, et 80 % des jeunes concerné·es sont satisfait·es de leur situation familiale³¹.

Les familles queer existent. Nier leur existence et maintenir des obstacles à leurs droits ne fait que rendre leur vie plus difficile, pour les adultes comme pour les enfants.

Si l'on veut soutenir et protéger les enfants issu·es de familles queer, il faut aussi soutenir et protéger l'existence des structures familiales dont iels font partie.

E Les enfants de parent·es queer vont bien

De très nombreuses recherches ont été réalisées concernant le bien-être des enfants de familles homoparentales, dans de nombreux pays et depuis des décennies. Celles-ci ont réfuté de manière répétée différents préjugés avancés à leur égard et n'ont relevé **aucune différence entre les enfants/adolescent·es élevé·es dans un foyer hétéroparental et ceux élevé·es dans un foyer homoparental**³² :

- ni en termes de **santé mentale** : à cet égard, de manière générale, la structure d'une famille compte beaucoup moins que le soutien de l'environnement, la dynamique familiale, la qualité des relations entre parent·es et enfants ainsi qu'entre les parent·es elleux-mêmes ;
- ni en termes de **qualité des relations sociales**, de nombre d'ami·es filles ou garçons, de popularité ou d'inclusion dans les réseaux amicaux ;
- ni par rapport aux **étapes de développement de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle**.

Certaines études ont même relevé que la qualité des relations parent·es-enfants était identique, voire *meilleure*, dans les familles homoparentales rencontrées que dans les familles hétéroparentales, et que le partage des tâches parentales y était généralement plus équitable.

En ce qui concerne les enfants issu·es de familles transparentales, les quelques études réalisées montrent que les enfants ayant des parent·es trans (que la transition ait eu lieu avant ou après la naissance) ont les mêmes niveaux de bien-être psychologique, de bonne entente avec leurs parent·es, et de développement de leur identité de genre que les enfants ayant des parent·es cis³³.





2 - Sexualités queer



Dans cette partie, nous examinons les mythes autour de sexualités queer, et nous explorons les bénéfices d'une approche moins normative des sexualités.



1

« Il existe une sexualité queer et elle est dangereuse »

Autrement dit :

- Les personnes queer, en particulier gays, trans et bisexuelles, ont un appétit sexuel important et sont enclines à chercher une diversité de partenaires et des pratiques considérées comme déviantes (masochisme, fétichisme, échangisme, orgies...).
- Elles ont davantage d'infections sexuellement transmissibles (IST).

Norme cishétérosexuelle sous-jacente :

« 'La' sexualité hétéro est la plus saine, régulière et stable. »



Comment se diffuse cette idée ?

Certains stéréotypes LGBTQIA+phobes présentent les personnes queer comme instables, voire **prédatrices**, en particulier les hommes bisexuels et gays et les femmes trans. Cela influence les préjugés sur leur sexualité (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. »; 2. « Les personnes sont queer jusqu'à ce qu'elles trouvent la bonne personne, en particulier les lesbiennes, aromantiques et asexuelles. » ; 3. « Les personnes concernées savent très tôt qu'elles sont queer. »).

Les représentations des sexualités sont empreintes de stéréotypes, en particulier racistes et sexistes. Ceux-ci impactent par ricochet les personnes LGBTQIA+ :

- le stéréotype selon lequel les hommes cisgenres ont une libido plus importante que les femmes se répercute sur les hommes gays qui auraient

forcément une sexualité très développée ;

- à l'inverse, la sexualité entre femmes n'est pas prise au sérieux ou considérée comme forcément douce, suivant le stéréotype selon lequel les femmes cisgenres blanches ne seraient pas intéressées par le sexe (→#2 Sexualités queer, 3. « La sexualité lesbienne n'est pas réelle. ») ;
- les femmes racisées, en particulier noires, tendent à être exclues de ce stéréotype, car leur sexualité est au contraire souvent stéréotypée comme plus « agressive » que celle des femmes blanches.

La méfiance envers les personnes LGBTQIA+ et leurs sexualités est de plus alimentée par un **amalgame entre homosexualité ou transidentité, et pédophilie.**



Impacts

☞ Certaines personnes LGBTQIA+ redoutent qu'on leur renvoie une vision négative de leur sexualité.

L'intériorisation de ces stéréotypes empêche de vivre pleinement sa sexualité et d'assumer ses attirances ou son identité de genre,

en poussant à se percevoir soi-même comme déviant·e.

☞ Cela rend le **coming out plus risqué**, car celui-ci peut affecter la vie professionnelle, notamment pour les personnes travaillant auprès d'enfants.

☞ Cette **stigmatisation** a un impact important sur **l'accès aux soins de santé** : les personnes concernées n'oseront pas toujours parler de leur sexualité avec les équipes médicales, et ne recevront donc pas d'informations pertinentes et un suivi de qualité. De plus, même si elles abordent le sujet, elles ne trouveront pas nécessairement face à elles un·e professionnel·le correctement (in)formé·e et apte à leur proposer les conseils, tests ou vaccinations adéquates³⁴. Par exemple, certain·es médecin·es ne proposent pas (voire même refusent) de prescrire la PrEP, un traitement qui permet de prévenir la contamination par le VIH.



Déconstruction

A Les pratiques sexuelles ne sont pas déterminées par l'orientation sexuelle ni par l'identité de genre.

La **libido** est une caractéristique individuelle qui ne dépend pas de l'orientation sexuelle. Il n'existe pas une sexualité homo, une sexualité lesbienne, une sexualité des personnes trans... De même qu'il n'existe pas une sexualité hétérosexuelle, malgré les normes très fortes qui la régissent.

Par contre, les relations queer peuvent être libératrices, car elles permettent de **s'émanciper plus facilement de rôles très genrés et figés**. C'est peut-être en cela que les sexualités queer peuvent être différentes : elles peuvent ouvrir la porte à une plus grande liberté, à mieux écouter et exprimer ses désirs. L'ouvrage collectif *Sexualités et dissidences queers* (2024)³⁵ permet d'approfondir ces thématiques.



B Les IST, c'est l'affaire de tout le monde !

Le dernier rapport de Sciensano (le centre fédéral de recherche sur la santé publique) concernant les infections sexuellement transmissibles (IST) en Belgique indique que :

55 % des IST sont diagnostiquées chez des personnes hétérosexuelles.

Il souligne l'importance, pour chaque personne active sexuellement, des pratiques de réduction des risques ou « safer sex » (historiquement issues des milieux gays): utiliser des préservatifs et faire régulièrement des tests de dépistage, et ce quelles que soient les pratiques, l'orientation sexuelle et l'identité de genre³⁶.

C L'amalgame entre orientation homosexuelle et pédophilie est une invention homophobe.

Dans les années 1970, certain·es intellectuel·les ont défendus en même temps l'homosexualité et la pédophilie, au nom du refus de toute norme. Les personnes s'étant prononcées en ce sens étaient de toutes les orientations sexuelles. Dans leur discours, la présence du consentement suffisait pour rendre légitime tout acte sexuel, sans réflexion sur les conditions qui permettent un réel consentement et sans critique des rapports de pouvoir qui le rendent invalide (par exemple entre un adulte et un enfant)³⁷.

C'est tout l'inverse qu'on observe aujourd'hui dans les communautés queer: la question du **consentement** y est très importante. Elle est souvent **davantage réfléchié et discutée que dans la sexualité cishétéronormée**. Ce sont des milieux féministes et queer que sont venues les discussions sur le consentement, sur ce qui le rend réel et libre, et sur les rapports de pouvoir qui peuvent l'invalider.





2

« Dans un couple LGBTQIA+, il y a une personne qui fait l'homme et une qui fait la femme »

Cette partie a été rédigée avec la contribution de la Maison Arc-en-Ciel de la Province du Luxembourg.

Autrement dit :

- Chaque personne a un rôle à tenir dans la sexualité, et ces rôles sont figés.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente :

« La sexualité, même quand elle n'est pas hétérosexuelle, est forcément basée sur ce modèle et fonctionne selon les mêmes normes et le même script. »



Comment se diffuse cette idée ?

Comme vu plus haut (→ #2 Sexualités queer, 1. « Il existe une sexualité queer et elle est dangereuse. ») **les stéréotypes de genre sont très présents dans les normes autour de la sexualité.** Ils transparaissent notamment dans les rôles attribués : l'homme cishétéro aurait une forte libido et une attitude plus dominante, la femme cishétéro serait moins intéressée par le sexe et serait plus soumise.

Ils transparaissent également dans les pratiques **sexuelles**. Dans la représentation cishétéronormée dominante, **seule la pénétration est considérée comme un « vrai » acte sexuel.** Le fait de pénétrer une personne est présenté comme une pratique « masculine », et interprété comme une marque de dominance. Le fait d'être pénétré-e est présenté comme une pratique « féminine » et interprété comme une forme de soumission. Cette vision cishétéronormative tend à être projetée sur toute pratique sexuelle, comme si elle était commune à toutes, et même si toutes les relations hétérosexuelles

ne lui ressemblent pas non plus. Par conséquent, **même les relations queer sont interprétées sous un prisme sexiste, binaire et cishétéronormatif, où chaque partenaire doit tenir « l'un des deux rôles » de genre.**





Impacts

☞ Les personnes queer font souvent face à **des questions intrusives sur leur intimité et leurs pratiques sexuelles** en fonction de la façon dont elles sont perçues à travers un prisme hétérocentré. Par exemple, si une personne gay ou lesbienne adopte un style dit « masculin », elle sera perçue comme étant « plus dominante », et on supposera notamment que pénétrer l'autre fait partie de ses pratiques sexuelles. Si une personne présente des traits stéréotypés « féminins » tels que la fragilité ou la douceur, on imaginera à l'inverse que c'est elle qui est pénétrée. Et les personnes qui annoncent leur transition de genre sont régulièrement questionnées sur d'hypothétiques conséquences quant à leurs préférences sexuelles.

☞ Dans un environnement où les modèles sont majoritairement hétérocentrés, ces clichés peuvent également **entraver la construction d'une sexualité épanouie** pour les personnes queer.

☞ **Les personnes intersexes subissent des pressions pour que leurs corps soient modifiés** afin de pouvoir prendre un rôle de genre attendu, et reçoivent des **messages négatifs autour de leurs corps et sexualités**. Leur intimité est interprétée à travers un biais cishétéronormatif, avec une **grande centralité donnée à la question de la pénétration**. Par exemple, si la personne a été assignée femme, des actes médicaux sont fréquemment proposés pour rendre la pénétration possible, au motif qu'il s'agirait d'une nécessité pour une sexualité épanouie : dilatation progressive du vagin, ou opérations chirurgicales. Ces opérations peuvent avoir de lourdes conséquences (→#1 Le poids des normes, 3. « L'intersexuation est une anomalie des organes génitaux. »).



Déconstruction

A En matière de sexualité, les pratiques sont multiples et varient selon les personnes.

Chaque relation est unique. La sexualité en elle-même n'est pas plus hétérosexuelle qu'homosexuelle et les rôles explorés peuvent être multiples, et non réduits à une binarité. Ils peuvent aussi fluctuer : rien ne force à endosser une fois pour toutes un rôle et des pratiques, plutôt que d'autres. Beaucoup de personnes queer, parce qu'elles sont en dehors de la norme, cherchent justement à **s'émanciper des rôles de genre stéréotypés**, qui ne favorisent pas une réelle exploration de désirs et de pratiques³⁵.

B Voir la sexualité de manière moins figée et binaire permet d'explorer la sexualité dans de meilleures conditions.

Cela vaut pour toutes, quelle que soit son orientation sexuelle, son identité de genre ou son anatomie. Et pour les personnes intersexes, cela induirait moins de violences médicales et moins de stigmatisation.





3

« La sexualité lesbienne n'est pas réelle » !

Autrement dit :

- La sexualité lesbienne n'existe et n'est acceptable que pour le regard d'hommes cishétéros, surtout dans la pornographie.
- Les lesbiennes utilisant des sextoys pour pratiquer la pénétration veulent en réalité coucher avec des hommes cis.
- La sexualité des femmes trans lesbiennes sera forcément centrée sur leur pénis.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente :

« La vraie sexualité c'est avec un pénis et par la pénétration. »



Comment se diffuse cette idée ?

La sexualité cishétéronormative reste très centrée sur le pénis et sur la pénétration. Celle-ci est souvent présentée comme le seul acte sexuel « réel ». Les stéréotypes de genre sont présents dans les mots utilisés : la personne qui pénètre est dite « active », tandis que celle qui est pénétrée est dite « passive », comme si sa participation était inexistante ou facultative.

En raison des rôles très genrés dans la sexualité cishétéronormée, **les femmes cis sont associées au fait d'être pénétrées**, et donc perçues comme endossant un rôle passif. Par conséquent, **la sexualité entre femmes est souvent jugée peu sérieuse, enfantine, voire impossible**.

En Occident, Freud et la psychanalyse ont également joué un rôle dans la diffusion de cette perception, à travers l'idée fautive que l'orgasme clitoridien serait une caractéristique de l'enfance, tandis que la femme cis adulte passerait à un orgasme vaginal (et jouirait avec la seule pénétration).

Aujourd'hui, la sexualité lesbienne est très présente dans la pornographie. D'après les dernières statistiques annuelles de Pornhub (plateforme de diffusion de contenu pornographique), la catégorie « lesbienne » est la cinquième plus consultée par les hommes au niveau mondial³⁸. **Cela renforce l'idée que la sexualité lesbienne existe au moins en partie pour le plaisir d'hommes cishétéros.**





Impacts

☞ Une conséquence de ce manque de prise au sérieux de la sexualité lesbienne est une **mauvaise prise en charge de la santé sexuelle des femmes ayant des relations sexuelles avec d'autres femmes.**

- Les brochures ou campagnes concernant les infections sexuellement transmissibles (IST) sont souvent destinées à un public hétérosexuel, ou gay. Il existe **peu d'informations spécifiques en matière de santé sexuelle** pour les femmes lesbiennes ou bisexuelles, et certain-es professionnel·les manquent de connaissances sur les modes de protection et sur les IST qui peuvent toucher les lesbiennes.



- La consultation gynécologique étant souvent associée au besoin de contraception, beaucoup de personnes assignées femmes à la naissance (AFAB) ayant des relations avec d'autres personnes AFAB **ne bénéficient pas d'un bon suivi gynécologique**, ce qui les rend plus vulnérables à certaines IST, comme

les chlamydiae et le HPV, responsable du cancer du col de l'utérus³⁹.

☞ L'idée que la sexualité lesbienne existe en partie pour le plaisir d'hommes cishétéros encourage sa **fétichisation** et alimente le **harcèlement sexiste et lesbophobe**. Par exemple, si des lesbiennes montrent leur affection en public, il arrive que des hommes fassent des remarques sexuelles ou proposent de se joindre à elles.



Déconstruction



A Les lesbiennes ont des pratiques sexuelles diverses.

Elles peuvent choisir d'y inclure la pénétration, ou non (et cela n'indique en rien qu'elles souhaiteraient la présence d'un homme cis). **Leurs pratiques ne sont pas nécessairement douces ou tendres**: les préférences varient d'une personne à l'autre, et peuvent aussi changer d'un moment à l'autre, d'une relation à une autre...



B Le plaisir ne passe pas nécessairement par la pénétration.

Pour les personnes ayant un **clitoris**, celui-ci reste **l'organe du plaisir**. La théorie de Freud a été réfutée: il n'y a pas de passage à un orgasme vaginal à un âge donné. Le clitoris peut être stimulé de différentes manières, et la pénétration, si elle peut être appréciée, n'est pas nécessaire au plaisir.

Beaucoup de femmes trans lesbiennes ont développé **des pratiques moins focalisées sur les**

parties génitales et s'éloignant de l'impératif de la pénétration, car elles ont dû inventer un rapport différent à leur corps.

Enfin, de nombreuses études ont montré que

les femmes ont plus de probabilité d'atteindre l'orgasme en ayant des rapports sexuels avec d'autres femmes⁴⁰.

Les pistes d'explication sont qu'il y existe davantage de réciprocité, une plus grande liberté par rapport aux rôles de genre figés dans la sexualité hétérocentrée et des représentations plus diverses de ce que peut être un rapport sexuel.

C Comme toute pratique sexuelle, la sexualité lesbienne expose à un risque d'IST.

En Belgique, l'ASBL Go To Gyneco propose des informations sur la santé sexuelle des lesbiennes et bisexuelles, à destination des personnes concernées et du personnel soignant. Elle tient également un registre de professionnel·les conseillé·es par des personnes lesbiennes et bisexuelles :

<https://gotogyneco.be/>.





4

« Les personnes asexuelles n'ont pas de libido »

Autrement dit :

- Les asexuel·les sont contre le sexe et n'ont jamais de relations sexuelles.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente :

« Avoir de l'attraction sexuelle est sain. Si ce n'est pas le cas c'est que la personne doit avoir un blocage autour de la sexualité. »



Comment se diffuse cette idée ?

L'asexualité est une orientation sexuelle. Elle désigne **le fait de ne ressentir aucune attirance sexuelle, ou très rarement**. Ce n'est qu'en 2013 que l'absence d'attraction sexuelle a été retirée du DSM (le « manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux ») de l'Association Américaine de Psychiatrie, régulièrement révisé et qui est utilisé comme référence dans le monde entier (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. »). Elle reste aujourd'hui assez méconnue et peu discutée, et beaucoup de confusion perdure à son sujet.



Impacts

☞ Les personnes asexuelles sont **incomprises**, perçues comme étant forcément frustrées, ou bien on leur pose des questions intrusives pour savoir si elles regardent du porno, se masturbent, ont déjà eu un rapport sexuel avec une autre personne, etc.

☞ Elles sont particulièrement à risque de **subir des pratiques de conversion**, étant donné que leur orientation sexuelle n'est que très peu reconnue et que le fait de ne pas avoir d'attraction sexuelle a longtemps été considéré comme la manifestation d'un trouble psychologique (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. » - ZOOM).

☞ Il existe peu d'études sur la santé mentale des personnes asexuelles, mais les quelques articles qui se penchent sur la question mettent en avant un **risque de dépression** plus important que chez les personnes queer allosexuelles⁴¹.



Déconstruction

A L'asexualité, le célibat (voulu ou non) et l'abstinence sont trois choses distinctes.

Le célibat est le fait de ne pas être en relation amoureuse ou sexuelle. L'abstinence est le choix d'une personne de ne pas avoir de relations sexuelles avec quelqu'un d'autre (ou soi-même) pour différentes raisons. **Les personnes asexuelles, quant à elles, ressentent peu, ou pas d'attraction sexuelle.** Comme pour toutes les sexualités, il ne s'agit en aucun cas de choix.

B Il ne faut pas confondre libido et attraction sexuelle.

La libido correspond à un désir d'avoir une activité sexuelle, des sensations corporelles ou des pensées liées au sexe. L'attraction sexuelle désigne l'attraction sexuelle ressentie spécifiquement envers une personne (ou catégorie de personnes). Chez les personnes asexuelles, c'est **l'attraction sexuelle qui est absente ou rare.** Cela ne les empêche pas d'avoir de la libido/de ressentir un désir sexuel.

C L'asexualité recouvre un large spectre.

Certaines personnes asexuelles se masturbent et d'autres non, certaines ont une libido élevée et d'autres une libido basse, certaines ont des relations sexuelles et d'autres sont dégoûtées ou indifférentes à l'idée d'en avoir. Certaines n'ont jamais d'attraction sexuelle, certaines en ont occasionnellement ou rarement.

Aussi, **certaines personnes asexuelles ont une vie sexuelle avec leur partenaire.** Elles peuvent choisir d'avoir des relations sexuelles pour des raisons qui leur sont propres, par exemple parce qu'elles apprécient de donner du plaisir à leur partenaire.





3- Origines de la queerness



Dans cette partie, nous nous penchons sur de grands mythes autour des prétendues « causes » cherchant à expliquer pourquoi une personne est queer. Le postulat implicite partagé par ces différents mythes, c'est que quelque chose doit bien pouvoir expliquer ce qui est perçu comme une déviation par rapport à la norme.



1

« Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien »

Autrement dit :

- Être LGBTQIA+, c'est une maladie psychologique ou un problème hormonal. Les personnes lesbiennes, gays, trans, n'ont pas le « bon » taux hormonal, les bisexuel·les ont trop d'hormones sexuelles, et les asexuel·les pas assez.
- Les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, asexuelles ont un « blocage » à lever par rapport à la sexualité. Leur orientation sexuelle n'est pas valide.
- Il y a proportionnellement davantage de personnes LGBTQIA+ parmi les personnes neuroatypiques (= dont le fonctionnement neurologique se situe en dehors des normes dominantes), en particulier celles qui sont sur le spectre autistique ; donc être LGBTQIA+ relève d'une particularité neurologique.
- On peut en guérir.
- Il y a forcément une origine traumatique. En particulier, les femmes lesbiennes le sont car elles ont subi une agression sexuelle et/ou parce qu'elles détestent les hommes.
- Toutes les personnes trans vivent de la dysphorie de genre et celle-ci est forcément très intense tout le temps.
- Les personnes qui tiennent des propos homophobes sont des homosexuel·les refoulé·es.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Quand on est en bonne santé et qu'on va bien mentalement, on est forcément hétérosexuel·le et cisgenre. »

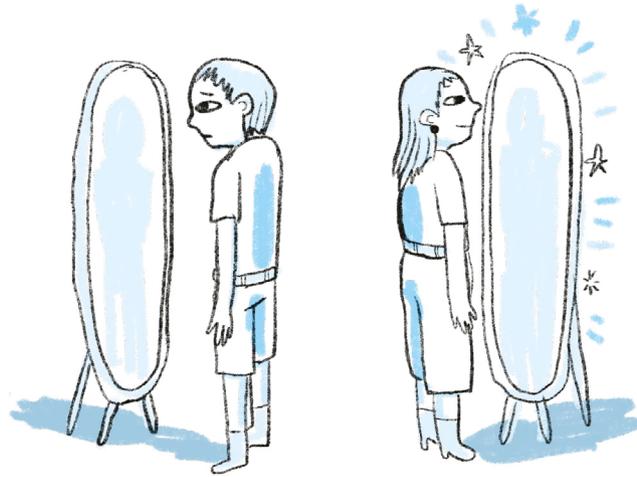


Comment se diffuse cette idée ?

La psychanalyse puis la psychiatrie ont joué un rôle important dans la **pathologisation de l'homosexualité et de la transidentité**. Par exemple, Sigmund Freud écrivait que l'homosexualité témoignait d'une immaturité et d'un développement inachevé de la personne⁴². En psychiatrie, la première édition du DSM (manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux de l'Association Américaine de Psychiatrie), en 1957, considérait l'homosexualité comme un trouble mental. En 1980, c'est le «trouble

d'identité de genre» qui y entre et qui devient une condition pour avoir accès à un parcours de transition. Progressivement, la notion de trouble a laissé la place à la notion de «mal-être persistant et marqué» autour de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre (on parle alors de «**dysphorie de genre**»). En 2013 (dernière révision du DSM), la mention de «mal-être persistant et marqué» autour de l'orientation sexuelle a été enlevée, et il n'y a plus aucune mention de l'orientation sexuelle dans la version actuelle, ce qui

dénote une évolution positive. Par contre, la mention de la dysphorie de genre demeure. Cela signifie qu'une pathologisation perdure autour des questionnements de genre spécifiquement.



Le DSM sert de référence aux psychiatres du monde entier. Ces formulations ont donc eu (et continuent d'avoir) une influence prépondérante sur la manière de percevoir les personnes queer.

Les représentations médiatiques de personnes homosexuelles, bisexuelles et transgenres ont également joué un rôle dans l'idée qu'être LGBTQIA+ s'accompagne nécessairement d'un mal-être. Pendant longtemps, les rares personnages queer mis en scène dans des films étaient des méchants (qu'ils soient explicitement homosexuel·les ou trans ou que cela soit sous-entendu). On peut citer la gouvernante malsaine dans *Rebecca* (1940), Ursula dans *La Petite Sirène* (1989), inspirée par la drag queen Divine, les travestis psychopathes de *Psycho* (1960) ou du *Silence des Agneaux* (1991) ou encore la meurtrière bisexuelle de *Basic Instinct* (1992). Les narrations ont évolué depuis lors et des personnages LGBTQIA+ représentés de manière moins négative sont apparus.

Pourtant, ceux-ci sont souvent montrés dans une détresse profonde, vivant des relations vouées à l'échec et rencontrant généralement une fin tragique.

Par exemple, *Philadelphia* (1993) aborde la crise du SIDA et l'homophobie subie par le personnage principal jusqu'à son décès, l'adolescent trans de *Boys Don't Cry* (1999) est assassiné, tout comme l'un des deux cow-boys amants du *Secret de Brokeback Mountain* (2005)⁴³. Plus récemment, *Girl* (2018) a également été critiqué pour la vision dramatique qu'il donne de la transidentité, assimilée à une souffrance intrinsèque⁴⁴. Ces représentations peuvent avoir une intention progressiste, en cherchant à sensibiliser les personnes cis-hétéros sur les impacts de l'homophobie ou de la transphobie. Cependant, si elles ne sont pas contre-balançées par d'autres représentations positives, elles renforcent l'idée qu'on ne peut pas être homo ou trans, et heureux·se. Heureusement, les représentations se sont diversifiées et nombre d'entre elles mettent désormais en avant des personnages LGBTQIA+ bien écrits, plus réalistes et bien dans leur peau⁴⁵.



Impacts

☞ De manière générale, pour les personnes LGBTQIA+, le mythe selon lequel elles seraient forcément malheureuses, traumatisées ou perturbées **entrave la construction d'une image de soi positive**. Cela peut aussi conduire les proches des personnes concernées à ne pas les accepter telles qu'elles sont, ou à nier leur appartenance à la communauté LGBTQIA+, persuadé·es de les protéger ainsi d'une vie de souffrance.



ZOOM : Les « pratiques de conversion »

Dire qu'être queer provient d'un traumatisme ou d'un problème psychologique, c'est ouvrir la voie à l'idée qu'il serait possible d'en « guérir » et donc de cesser d'être homosexuel·le, bisexuel·le, transgenre, asexuel·le, etc. Cette théorie est le soubassement des pratiques (parfois appelées « thérapies ») de conversion.

Cette expression désigne **un ensemble de pratiques visant à changer l'orientation sexuelle et/ou l'identité de genre d'une personne, en cherchant à la « rééduquer » vers l'hétérosexualité ou la cisidentité**.

Dans un rapport remis en 2020 au Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (sic), un expert compare ces pratiques à des **actes de torture**, et souligne leurs **séquelles durables, tant physiques que psychologiques**. Le rapport identifie trois grands types de pratiques de conversion : psychothérapeutiques, médicales et confessionnelles⁴⁶. Quelques exemples cités dans le rapport : des actes de violence physique, psychologique et sexuelle, l'électrocution et la méditation forcée, l'isolement et l'internement, les violences verbales et l'humiliation, la méthode par aversion, des traitements médicamenteux ou des pressions pour subir des interventions chirurgicales.

Aux États-Unis, une étude de 2021 a démontré que les personnes soumises à ces pratiques ont un taux de tentative de suicide plus de deux fois supérieur à celles qui n'y ont pas été soumises⁴⁷.

Ces pratiques ne sont pas marginales : lors d'une recherche menée à Québec en 2023, un quart des jeunes LGBTQIA+ ont rapporté avoir subi des pressions pour changer leur orientation sexuelle, identité de genre ou expression de genre⁴⁸. Le Canada est pourtant considéré comme un des pays les plus sûrs au monde pour les personnes LGBTQIA+ (davantage par exemple que la Belgique ou la France)⁴⁹. A ce jour, il n'existe pas d'étude en Belgique sur la prévalence de ces pratiques, mais on sait qu'elles persistent malgré leur interdiction en 2023⁵⁰.

☞ **L'accès à une aide pertinente en thérapie**, qu'elle soit individuelle, conjugale, familiale, peut être moins aisé pour les personnes non-hétérosexuelles. Iels risquent d'être confronté·es à un manque d'information et de formation de la part des professionnel·les, à des propos cishétéronormatifs, voire à de la **pathologisation**, au lieu d'y trouver un soutien concret et pertinent.

☞ Enfin, historiquement, la reconnaissance de la transidentité a été conditionnée à la présence d'un mal-être. Ainsi, la notion de « dysphorie de genre » figure toujours dans le DSM (le manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux de l'Association Américaine de Psychiatrie, déjà cité plus haut) et est donc toujours considérée comme un trouble mental. Aujourd'hui encore, le remboursement par les mutuelles de soins transspécifiques est conditionné au fait de recevoir un diagnostic de dysphorie de genre. Cela signifie donc que **la reconnaissance de son identité de genre et l'accès à certains droits nécessitent d'apporter des preuves que l'on est en détresse**.



Déconstruction



A Il n'y a pas de lien entre le fait d'avoir vécu des violences et le fait d'être queer.

D'une part, de nombreuses personnes lesbiennes, gays, transgenres, ou asexuelles, témoignent avoir vécu **une enfance heureuse et des relations aimantes avec leur famille**. D'autre part, beaucoup de personnes vivent des violences, qu'elles soient hétérosexuelles, homosexuelles ou bisexuelles, cisgenres ou transgenres. **Il n'y a pas de corrélation entre le nombre de victimes et le nombre de personnes LGBTQIA+**: en Belgique, un sondage réalisé en 2020 par Amnesty International et SOS Viol a montré que 47 % des Belges interrogé·es avaient été victimes de violences sexuelles et 23 % des femmes interrogées avaient été victimes de viol^[51], ce qui ne correspond pas à la proportion de personnes LGBTQIA+.



B Les personnes hostiles à la communauté LGBTQIA+ ne sont pas des homosexuel·les ou personnes trans refoulées.

On entend parfois que les coupables de crimes LGBTQIA+phobes ou les militant·es anti-LGBTQIA+ les plus virulent·es seraient des homosexuel·les refoulé·es, qui passeraient à l'acte par haine d'elleux-mêmes. Cette idée reçue persistante a été alimentée par quelques cas médiatisés. Aucune étude n'a pourtant établi que ces personnes seraient plus souvent LGBTQIA+ que la population générale. Chercher des causes uniquement psychologiques et individuelles aux passages à l'acte violents **empêche de reconnaître la réalité systémique de l'homophobie, de la transphobie et de l'interphobie, et dédouane les personnes hétérosexuelles, cisgenres et dyadiques de leur responsabilité** dans ces systèmes d'oppression.



C Être queer n'a pas d'impact en soi sur la santé mentale.

Il ne faut pas confondre les causes et les conséquences. **La santé mentale des personnes queer est impactée par les violences cishétéronormatives et les LGBTQIA+phobies** auxquelles ces personnes sont confrontées. En psychologie, le modèle du **stress minoritaire**⁵² permet de mettre en évidence les **causes sociales sous-jacentes** aux difficultés psychologiques et physiques rencontrées par des personnes LGBTQIA+⁵³. Ce stress peut être causé directement par des facteurs extérieurs comme les préjugés, violences, discriminations et expériences de rejet, mais également par l'intériorisation de ces facteurs : l'anticipation du *risque* de violence (basée sur des expériences négatives passées) se rajoute à la violence elle-même. Les personnes rapportent alors davantage d'isolement, une vigilance et une anxiété accrues ainsi que des sentiments négatifs vis-à-vis du groupe minorisé auquel elles appartiennent. L'ensemble de ces facteurs externes et internes peut expliquer la plus grande prévalence de dépressions et de tentatives de suicide dans la population LGBTQIA+⁵⁴.

Ce mythe relève donc d'une **inversion de responsabilité**. Les personnes LGBTQIA+ sont tenues responsables de leur propre mal-être, alors que les violences et discriminations subies en sont largement la cause.

La **dysphorie de genre**, parfois présentée comme faisant partie intégrante de la transidentité, **n'est pas présente chez toutes les personnes trans**. Pour nombre d'entre elles, le malaise ne vient pas d'un rapport personnel difficile à leur corps ou à leur identité, mais avant tout d'un manque d'acceptation de leur identité par les personnes cisgenres.

D Les personnes queer peuvent aller bien !

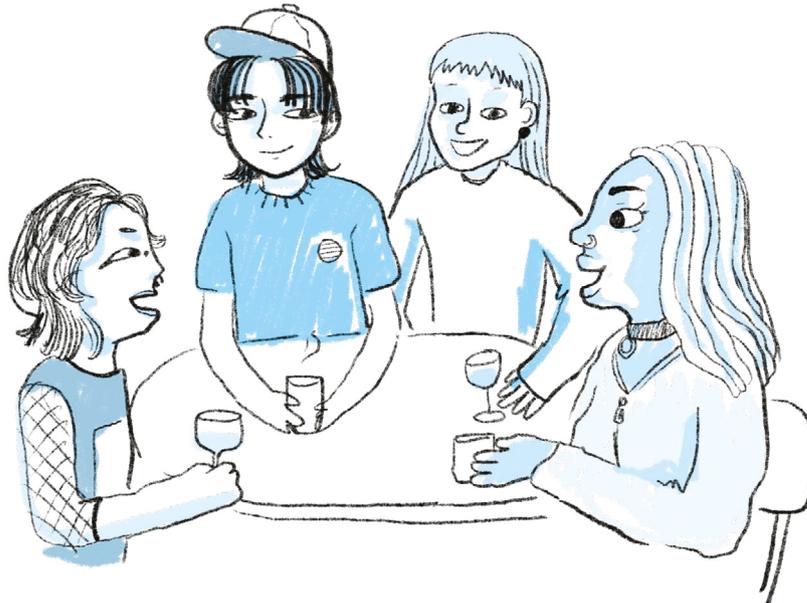
Il y a un lien entre **la santé mentale et la possibilité d'être out**, de vivre son orientation et identité ouvertement sans être stigmatisé-e pour cela. Il a été montré par exemple que le fait de déménager depuis un pays à forte stigmatisation homophobe et transphobe structurelle (lois, politiques, attitudes sociales) pour s'installer dans un autre plus favorable, avait une influence positive sur la santé mentale des hommes gays et bisexuels et faisait diminuer les risques de dépression et d'idées suicidaires⁵⁵. **L'accès aux soins transspécifiques** dans le cadre d'une transition a également un impact positif sur la santé mentale et le bonheur des personnes transgenres. Celles-ci déclarent se sentir plus équilibrées, vivre davantage d'émotions positives, et rapportent moins d'idées suicidaires⁵⁶. De même, les enfants trans se sentent tout aussi bien que leurs camarades cisgenres dès lors qu'ils se sentent **soutenu-es dans leur identité de genre**⁵⁷.

Parmi les personnes **intersexes**, certaines n'auront pas d'interrogation particulière quant à leur identité d'homme ou de femme. **Il ne faut donc pas postuler qu'un enfant intersexe aura nécessairement des questionnements quant à son identification à un genre et/ou des difficultés de socialisation**. Comme pour d'autres communautés LGBTQIA+, l'attitude de l'entourage et l'absence d'idées prédéterminées sur l'enfant sont très importantes pour que celui-ci se sente bien.

E Quid du lien avec les personnes neuroatypiques?

Des études⁵⁸ ont effectivement montré qu'il y avait proportionnellement plus de personnes LGBTQIA+ parmi les personnes neuroatypiques, en particulier parmi celles se trouvant sur le spectre autistique.

Une piste d'explication est que les personnes neuroatypiques seraient globalement moins à l'aise avec les normes, ce qui les invite à les questionner de manière générale, y compris en matière de sexualité (ce qui inclut l'asexualité) et d'identité de genre.





2

« Les personnes sont queer jusqu'à ce qu'elles trouvent la bonne personne » !

Autrement dit :

- Les lesbiennes changeraient d'avis si elles vivaient une expérience hétérosexuelle positive.
- Les lesbiennes ont été dégoûtées par les hommes et se tournent vers les femmes par dépit.
- Les personnes asexuelles sont inexpérimentées ou marquées par des expériences négatives, mais seront forcément converties à la sexualité après une expérience positive en la matière.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Tout le monde est hétérosexuel. »



Comment se diffuse cette idée ?

Elle dérive du mythe selon lequel l'hétérosexualité serait la seule orientation sexuelle valide et réelle (→ #1 Le poids des normes, 1. « Être lesbienne, gay, bi, trans, intersexe..., ce n'est pas normal ! » ; 2. « Être gay, lesbienne ou bi, ce n'est pas naturel ! »).

Cette vision existe dans les relations interindividuelles ainsi qu'au niveau institutionnel, lorsque des **droits garantis pour les personnes hétérosexuelles ne sont pas accessibles à celles qui ne le sont pas** (par exemple la reconnaissance et la protection légale de l'union ou des liens de parenté).



Impacts

☞ De manière générale, l'impact de cette idée reçue est que **les relations qui sortent de la norme hétérosexuelle et allosexuelle sont moins prises au sérieux**. Elles sont perçues comme **incomplètes, temporaires, immatures**, même lorsqu'elles sont solides et rendent les personnes heureuses. Ces relations sont vues comme existant uniquement « à défaut » et dans l'attente d'une « vraie » relation (sous-entendu : une relation hétérosexuelle et allosexuelle).

☞ Les personnes assignées femmes et qui sortent de la norme, soit en étant asexuelles soit en ayant des relations non-hétérosexuelles, subiront fréquemment **un harcèlement spécifique de la part d'hommes hétéros** qui ne reconnaissent pas la validité de leur orientation sexuelle. Ceux-ci se penseront capables de les « convertir » à l'hétérosexualité ou considéreront les relations lesbiennes seulement comme un fétiche et tenteront de s'y immiscer⁵⁹.



Déconstruction

A L'orientation sexuelle n'est pas la conséquence d'une mauvaise expérience.

C'est une idée reçue qui touche particulièrement les lesbiennes. En effet, dans notre société patriarcale, les expériences des personnes assignées femmes sont souvent peu prises au sérieux et rarement interprétées autrement que depuis un point de vue masculin. **C'est aussi le cas de leur sexualité, jugée par rapport à ce qu'elle apporte ou non aux hommes.** De ce fait, beaucoup de personnes ont du mal à penser le lesbianisme en-dehors de son incidence sur les hommes, ou des hommes sur lui. Ainsi, si des personnes lesbiennes n'ont jamais été dans des relations hétérosexuelles, on dira qu'elles ne sont lesbiennes que temporairement parce qu'elles n'ont pas eu l'occasion – ou pas osé – avoir une relation sexuelle avec un homme. Par contre, si elles s'en revendiquent après avoir eu des relations hétéros, on dira que c'est par dépit, suite à des relations décevantes. La conclusion de ces deux « analyses » est que finalement, personne n'est lesbienne ! Pourtant, cette vision patriarcale est fautive : **être lesbienne n'est pas la conséquence d'une quelconque expérience avec un homme cisgenre.**

En ce qui concerne les personnes asexuelles, leur orientation n'est pas non plus liée à de mauvaises expériences : une étude a par exemple montré que parmi les participant·es, **la minorité de personnes asexuelles ayant vécu des traumatismes s'identifiaient déjà comme asexuelles avant de vivre l'événement traumatique**⁶⁰.

B Les personnes asexuelles ou aromantiques ne changent pas d'orientation sexuelle/romantique quand elles ont un·e partenaire.

Être asexuel·le est une orientation sexuelle à part entière (→ #2 Sexualités queer, 4. « Les personnes asexuelles n'ont pas de libido. ») qui n'empêche pas de former des relations heureuses et stables, y compris romantiques, et être aromantique n'empêche pas de former des relations heureuses et stables, y compris sexuelles. La longévité des relations entre personnes asexuelles est influencée par les mêmes facteurs que pour les personnes allosexuelles : satisfaction dans la relation, implication en temps et en énergie, etc⁶¹. La présence de ces facteurs ne modifie pas pour autant la réalité de l'orientation asexuelle ou aromantique.





3

« Les personnes concernées savent très tôt qu'elles sont queer » !

Autrement dit :

- Les personnes qui n'ont pas été sûres dès leur enfance qu'elles étaient gays, lesbiennes, trans... font fausse route et ne sont pas crédibles.
- On peut deviner dès l'enfance qu'une personne est LGBTQIA+.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Il y a une différence fondamentale et immuable entre les personnes cishétérosexuelles et les autres. »



Comment se diffuse cette idée ?

On retrouve régulièrement cette idée dans le traitement médiatique des questions d'homosexualité et de transidentité, ainsi que dans le discours de certain·es soignant·es qui perpétuent une vision figée et statique de l'identité de genre et des orientations sexuelles.



Impacts

☞ Cette idée peut être utilisée avec de bonnes intentions, pour appuyer la légitimité des personnes queer dans l'affirmation de leur identité, orientation ou expression de genre. Si une personne s'est toujours sentie ainsi, alors comment la remettre en question ? Pourtant, la même logique peut conduire à **exclure les personnes qui n'ont pas su très tôt** qui elles étaient, qui elles aimaient, désiraient ou comment elles

souhaitaient se présenter, **et les personnes chez qui cela a évolué au cours de leur vie**. Cela peut avoir pour conséquence une forme de mise en concurrence entre des personnes perçues comme « vraiment queer » (sur base d'éléments biographiques montrant qu'elles se sont « toujours » sues queer, à travers par exemple leurs préférences d'habillement dans l'enfance, leurs activités à l'époque, leurs ami·es...), et les autres. C'est une forme **d'essentialisme** qui tend à rassurer les personnes cisgenres mais **peut générer une grande angoisse chez les personnes en questionnement**.

Historiquement, c'est d'ailleurs cet argument qui a été utilisé (notamment dans le milieu médical) pour conditionner l'accès des personnes transgenres à des **soins transspécifiques** dans le cadre d'une transition. Ce n'est plus le cas en Belgique, mais aujourd'hui encore, les personnes transgenres sont souvent présentées comme **légitimes** (dans les médias, par

le corps médical...) à la condition qu'elles apportent des preuves que leur identité de genre n'a jamais correspondu à celle qui leur a été assignée et qu'elles prouvent une souffrance constante (ou à tout le moins l'existence d'un questionnement) depuis l'enfance. Ceci est d'ailleurs paradoxal puisque les enfants trans ne trouvent pas toujours d'écoute bienveillante quand ils font part de leurs doutes.

☞ Cela tend à donner une importance très (trop) grande aux proches de la personne concernée. En effet, ce sont souvent les parent-es, ami-es... qui seront sollicité-es dans les médias pour mettre en avant la « vérité » de l'identité de genre ou de l'orientation sexuelle d'une personne, à travers des anecdotes de l'enfance notamment. C'est donc le regard des autres qui sert de jauge. **Cela dépossède la personne de son droit à l'autodétermination**, là où la conviction personnelle devrait être au centre des considérations.



Déconstruction



La découverte de soi peut venir tardivement.

La société dans laquelle nous vivons est fortement cishétéronormée (→ #1 **Le poids des normes**). Réussir à se défaire de la contrainte sociale à l'hétérosexualité peut prendre beaucoup de temps et nécessite un effort de déconstruction. Il est **difficile de se penser autrement/en dehors des schémas habituels en l'absence de modèles alternatifs**. Les personnes homosexuelles, bisexuelles, intersexes et trans grandissent dans des environnements qui taisent généralement l'existence de personnes similaires à elles. Par conséquent, **elles peuvent mettre des années à cheminer sur leurs questionnements**. Ainsi, certaines personnes vivent toute une partie de leur vie dans des relations hétéros, se marient, ont des enfants avec leur partenaire hétéro... et font un coming out tardif, dans leur quarantaine, cinquantaine, soixantaine ou plus ! Ces personnes racontent que ce n'est pas un « défaut » de leur conjoint-e qui serait en cause, mais bien souvent une possibilité qui leur est apparue plus tard de vivre leur homosexualité, bisexualité ou transidentité au grand jour.

Cela pénalise spécifiquement les personnes non-binaires. La non-binarité étant globalement invisibilisée et peu reconnue, il est difficile pour les personnes concernées d'avoir accès à des représentations et à un vocabulaire pour se décrire – la langue française est par exemple très genrée. C'est pourquoi la revendication d'une identité non-binaire, ou agendre, peut arriver tard, puisque **peu de personnes aujourd'hui adultes ont pu avoir accès à des mots et des concepts pour se qualifier de non-binaires, plus tôt dans leur vie**.

Cette découverte de soi tardive concerne également de nombreuses personnes intersexes. Celles-ci apprennent souvent qu'elles le sont à la puberté ou à l'âge adulte, à la faveur d'un examen médical ou suite



à des problèmes de santé, alors qu'elles ont vécu jusque-là sous une identité dyadique.

B Les attirances, identités et pratiques peuvent évoluer.

Apprendre à se connaître peut prendre toute une vie, y compris quand il est question de genre et de sexualité. Les désirs, la manière de se définir et les pratiques sexuelles peuvent évoluer au cours de la vie en fonction des expériences, des rencontres, de la découverte de possibilités qu'on ne connaissait pas. On parle de **fluidité** pour évoquer ces changements.

C Les personnes queer ne sont pas toujours en position de revendiquer leur appartenance à la communauté LGBTQIA+.

Sortir de la norme cishétérosexuelle est coûteux : cela augmente le risque de subir des discriminations, des violences interindividuelles et/ou systémiques, ou du rejet de la part des réseaux familiaux, amicaux, communautaires. Le sans-abrisme menace davantage les jeunes LGBTQIA+, plus à risque de fuguer ou d'être forcé-es de quitter le domicile familial. Les **LGBTQIA+phobies** ont des impacts très concrets sur la vie des personnes concernées. **Elles constituent des obstacles à s'affirmer comme non-hétéro ou non-cis** et peuvent expliquer que certaines personnes attendent une situation plus favorable (par exemple une stabilité et une indépendance financière) avant de faire leur coming out.

Pour finir, **tout le monde n'ose pas partager ouvertement ses questionnements**, auprès de ses proches, de sa famille, à l'école ou au travail. Une personne peut se sentir plus en sécurité en gardant cela pour elle, et faire en sorte que rien, de l'extérieur, n'indique la présence d'un doute sur son orientation, son identité, son expression.





4

« Être LGBTQIA+, c'est contagieux » !

Autrement dit :

- Le simple fait de parler de ces questions peut rendre homosexuel·le ou trans. En particulier chez les jeunes: il y a un effet de mode.
- Tout·e adulte homosexuel·le ou transgenre travaillant avec des jeunes risque de les « convertir » ou « recruter » à l'homosexualité ou à la transidentité : c'est la théorie de la contagion.
- Les enfants de couples homos vont grandir en étant perturbé·es. Et iels vont probablement devenir queer aussi, par manque de modèles masculins (dans un couple de femmes)/féminins (dans un couple d'hommes).

Norme cis-hétérosexuelle sous-jacente : « Tout le monde est né hétérosexuel et cisgenre et les personnes deviennent queer à cause de facteurs extérieurs. »



Comment se diffuse cette idée ?

Cette crainte de la « contagion » LGBTQIA+ est régulièrement utilisée par les groupes militant contre les droits des personnes homosexuelles ou trans, depuis des décennies. D'ailleurs, beaucoup de discours transphobes d'aujourd'hui ne font que recycler de vieux arguments homophobes. Ce mythe se base sur l'idée fausse que l'hétérosexualité et la cisidentité seraient plus « naturelles » que d'autres attirances sexuelles ou identités de genre (→ #1 Le poids des normes, 1. « Être lesbienne, gay, bi, trans, intersexe..., ce n'est pas normal ! » ; 2. « Être gay, lesbienne ou bi, ce n'est pas naturel ! »), et sur le fait que l'homosexualité ou la transidentité seraient des déviations contagieuses (→ #3 Origines de la queerness, « Être LGBTQIA+, c'est contagieux. »). Les arguments utilisés en 2023 contre les animations EVRAS (Éducation à la Vie Relationnelle, Affective,

et Sexuelle) en Belgique en sont l'illustration et ne sont pas nouveaux: on les retrouve à l'identique dans les années 1920, pour tenter d'interdire *Le Puits de Solitude* de Radclyffe Hall, qui mettait en scène des femmes lesbiennes revendiquant leur « droit à aimer »⁶². Dans les deux cas,

la simple visibilité de relations non-hétéros (ou de personnes trans aujourd'hui) est perçue comme intolérable : une agression faisant courir un risque moral aux personnes hétérosexuelles et cisgenres qui y seraient exposées – en particulier les jeunes.



Impacts

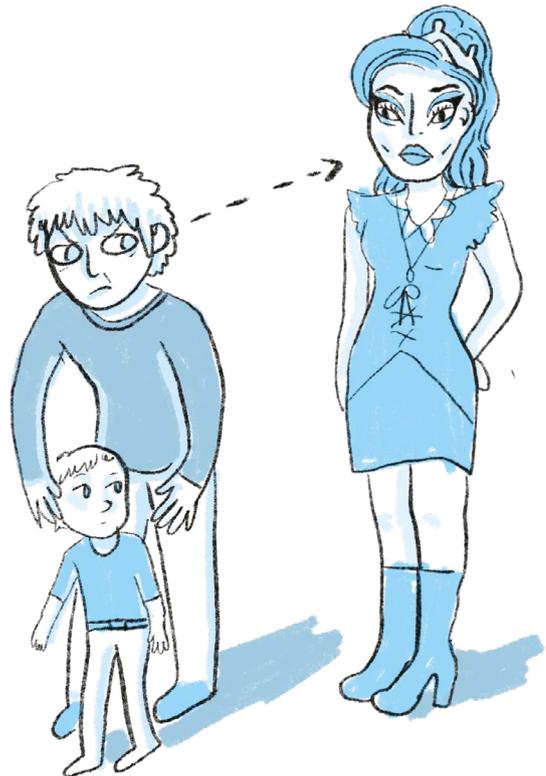
☞ Cette méfiance envers « la contagion homosexuelle/trans » s'est traduite à plusieurs reprises aux 20^{ème} et 21^{ème} siècles dans des **textes législatifs homophobes et transphobes**. Par exemple, au Royaume-Uni de 1988 à 2003, la « promotion de l'homosexualité » par les autorités locales était interdite. Dans les faits, cela a conduit à l'autocensure de nombreuses structures, comme des écoles et des universités, qui n'étaient pourtant pas soumises à cette réglementation mais avaient peur d'être poursuivies. Le texte a également servi de base à des recours contre le financement d'associations LGBTQIA+ ou de prévention VIH/SIDA⁶³.

Plus récemment, aux États-Unis, des groupes de pression ont utilisé la même logique pour exiger le retrait de certains livres des rayons de bibliothèques publiques et scolaires. D'après eux, représenter des personnes LGBTQIA+ serait un danger pour la jeunesse. Ces **tentatives de pression et de censure** explosent depuis 2021⁶⁴.

En Belgique, la campagne de désinformation menée en 2023 par les mouvements anti-EVRAS présentait aussi les thématiques LGBTQIA+ comme trop présentes, et inadaptées pour les enfants⁶⁵.

Ce climat met une **pression énorme sur les personnes qui travaillent dans le secteur éducatif et de la jeunesse** : dans une société LGBTQIA+phobe, le simple fait de vivre son orientation ou son identité queer de manière ouverte peut mener à des accusations de « promotion » car elle constitue déjà une visibilité. Ces législations ont donc également pour effet de **limiter grandement la possibilité pour les personnes LGBTQIA+ « out » de travailler auprès d'enfants**.

☞ **Réduire au silence les personnes LGBTQIA+ en prenant pour prétexte la protection des enfants n'est que le premier pas vers des discriminations dans tous les secteurs**. Ainsi, en Floride, une loi dite « don't say gay » a été adoptée en 2022 afin d'interdire d'aborder l'identité de genre et l'orientation sexuelle à l'école avec les enfants de moins de neuf ans. Une fois adoptée, la législation a rapidement été étendue à toutes les jeunes, y compris ceux du secondaire. Par la suite, un projet de loi similaire a été proposé, visant cette fois les adultes dans tout contexte professionnel⁶⁶.





Déconstruction

A Tout le monde ne naît pas hétérosexuel ou cisgenre.

S'interroger sur le rôle de l'environnement quant au développement de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre pourrait sembler neutre. Pourtant, chercher des liens entre environnement et homosexualité ou transidentité (sans questionner toutes les identités et orientations, y compris cisgenres et hétérosexuelles) est problématique, car cela suppose que chaque personne naîtrait hétérosexuelle et cisgenre et grandirait ainsi en l'absence d'influences extérieures venant « contrecarrer » son destin naturel. On retrouve l'idée que la cisidentité et l'hétérosexualité existeraient par défaut et que les autres identités et attirances seraient donc des déviations. Cela n'a **aucune base scientifique** et est déjà **homophobe, biphobe et transphobe** en soi (→ #1 Le poids des normes, 1. « Être lesbienne, gay, bi, trans, intersexe..., ce n'est pas normal ! » ; 2. « Être gay, lesbienne ou bi, ce n'est pas naturel ! »).

B Les activités ne déterminent pas l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Les stéréotypes de genre sont relatifs et changeants. Rien n'est intrinsèquement féminin dans le rose, ni masculin dans le bleu : l'attribution d'une couleur à un genre ne s'est généralisée qu'à partir des années 1980, dans l'objectif d'augmenter les ventes de vêtements et de jouets pour enfants. Pour les entreprises, ce marketing genré a permis de doubler les ventes, puisqu'il est devenu impensable de transmettre au petit frère les jouets de sa grande sœur. Auparavant, cette séparation n'était pas si répandue, et a même longtemps été inversée lorsqu'elle existait (bleu pour les petites filles, rose pour les petits garçons). Mais **porter telle ou telle couleur, jouer à tel ou tel jeu, n'a ni le pouvoir de donner une orientation sexuelle à quiconque, ni celui d'influer sur l'identité de genre**⁶⁷. D'ailleurs, les pratiques de conversion qui forcent des

enfants à jouer aux jeux « adéquats » (= considérés comme appropriés pour leur genre) pour les « rendre » hétérosexuel·les n'ont aucun effet **si ce n'est de les traumatiser** en leur faisant croire qu'ils sont mauvais·es (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. » - ZOOM). De même que jouer à la poupée ne rendra aucun petit garçon gay ou trans, jouer aux voitures ne le rendra pas hétéro⁶⁸.

C Grandir avec des modèles queer ne « rend » pas queer.

A titre d'exemple, statistiquement, la probabilité pour un·e enfant d'être LGBTQIA+ n'est pas plus importante dans les familles homoparentales que dans les familles hétérosexuelles : **la proportion d'enfants LGBTQIA+ est la même des deux côtés**⁶⁹. Et l'immense majorité des personnes LGBTQIA+ sont nées dans des familles hétéroparentales.

D Parler des personnes LGBTQIA+ aux enfants (et aux adultes) est important.

Le droit à l'information et à l'éducation sur la sexualité et la reproduction est reconnu comme faisant partie des **droits humains fondamentaux** par les institutions internationales et régionales⁷⁰, en adaptant évidemment le contenu à chaque âge. C'est important de ne pas parler que d'hétérosexualité dans les écoles et de ne pas représenter que des personnes hétérosexuelles. Cela permet aux enfants concerné·es de **recevoir des informations complètes** et de comprendre qui iels sont, et cela **favorise l'inclusivité et l'acceptation** de la part des autres enfants. Le vrai pouvoir que donne la visibilité aux personnes LGBTQIA+, c'est donc d'aider d'autres personnes concernées à pouvoir s'identifier et à se construire une communauté qui les comprend et les soutient. Si cette visibilité est valorisée par l'ensemble de la société, cela permet à chacun·e d'être en confiance pour vivre de manière ouverte et épanouie.



5

« Être queer aujourd'hui en Occident, c'est à la mode » !

Autrement dit :

- Tout le monde fait des expériences dans sa jeunesse, mais ça passe.
- Être queer, c'est une « phase » (qui relève de la psychologie individuelle) ou bien une « mode » (qui a un sens plus collectif).
- Aujourd'hui, toutes les jeunes sont un peu queer et toutes les personnes queer sont jeunes.
- Les influenceuses des réseaux sociaux sont responsables des transitions de genre.
- Il y a beaucoup de détransitions, ce qui prouve que ce n'est qu'une phase.
- La non-binarité, les genres autres que binaires, sont une invention de la jeunesse contemporaine.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Toutes les personnes équilibrées grandissent et (re)deviennent hétérosexuelles et cisgenres à l'âge adulte. »



Comment se diffuse cette idée ?

C'est une idée qui revient fréquemment dans les discussions autour des questions LGBTQIA+, autant dans les débats publics que dans les réactions de proches lors d'un coming out. Par exemple, en 2019, un politicien conservateur australien, Bob Katter, a déclaré publiquement : « *De toute ma vie, jusqu'à mes cinquante ans, je n'ai jamais vu ou entendu parler d'une personne homosexuelle. Maintenant, c'est à la mode. C'est juste comme une mode – demain il y en aura une autre. Je ne veux pas perdre de temps avec ça.* » ⁷¹

Selon l'époque, cette même idée a été appliquée à différentes orientations sexuelles ou identités de genre : homosexualité, puis bisexualité. Aujourd'hui ce sont très souvent les transidentités (de personnes transmasculines, transféminines et non-binaires) qui sont attaquées sous cet angle.





Impacts

☞ Qu'il s'agisse de la version individuelle et psychologique (« c'est une phase, ça lui passera ») ou collective et sociétale (« c'est une mode »), soutenir qu'être queer est une mode revient à dire que les relations sexuelles ou romantiques non-hétéros et les identités autres que cisgenres **ne sont pas à prendre au sérieux, qu'elles n'existent pas vraiment**. Elles promeuvent une **indifférence vis-à-vis des problèmes et discriminations** rencontrées par les personnes queer, comme l'illustre la citation de Bob Katter qui « *ne veut pas perdre de temps avec ça* ».

☞ Poussée plus loin, cette démarche de décrédibilisation est **utilisée de manière active contre les personnes queer pour lutter contre leurs droits**. Elle est par exemple largement utilisée contre les mineur-es transgenres souhaitant bénéficier de soins de santé transspécifiques, qu'il s'agisse d'hormones ou de bloqueurs de puberté, ou qui demandent que l'on utilise un prénom ou pronom qui ne correspond pas à l'idée que l'entourage se fait de la personne. Les mineur-es sont souvent considéré-es comme trop jeunes pour savoir qui iels sont, et pas assez matures pour prendre des décisions les concernant. Iels sont également présenté-es comme subissant l'influence des réseaux sociaux, accusés d'être responsables d'une soi-disant augmentation du nombre de transitions parmi les jeunes.



Déconstruction



Être queer n'a rien d'une mode.

Tout d'abord, rappelons qu'une mode est une « *manière passagère de se conduire, de penser, considérée comme de bon ton dans un milieu, à un moment donné* »⁷². Elle a donc deux caractéristiques : sa durée temporaire, et sa relativité à un certain milieu et une certaine époque. Or, si le sigle LGBTQIA+ est récent et culturellement situé, ce n'est pas le cas des réalités qu'il cherche à recouvrir : les travaux historiques ont montré que

les relations gays, lesbiennes et bisexuelles ainsi que les intersexuations sont documentées depuis plusieurs millénaires et sur tous les continents.

De même, les récits sur des personnes adoptant comportements, métiers et vêtements associés à un autre genre, et illustrant des genres exprimés hors d'une binarité existent depuis l'Antiquité (3500-3000 av. J.-C. - 500 après J.-C.) (→#1 Le poids des normes, 1. « Être lesbienne, gay, bi, trans, intersexe..., ce n'est pas normal ! » ; 2. « Être gay, lesbienne ou bi, ce n'est pas naturel ! » ; 3. « L'intersexuation est une anomalie des organes génitaux. »).



Être queer n'est pas un trait de jeunesse.

Pour preuve, il existe des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres ou intersexes de tout âge ! Ce mythe participe à dissimuler l'existence des **personnes queer plus âgées**, rarement représentées publiquement⁷³.



C Personne n'est « rendu » trans par les réseaux sociaux.

Les réseaux sociaux sont aujourd'hui accusés d'être responsables d'une « contagion sociale » (on retrouve ici le champ lexical de la maladie → #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. ») et de pousser les jeunes à transitionner, ou du moins de générer des sentiments de détresse autour de l'identité de genre (qualifiés de « dysphorie de genre » dans le vocabulaire psychiatrique). Cette accusation très répandue s'appuie sur une unique **étude de Lisa Littman (voir ZOOM)**, réalisée aux États-Unis en 2018 et devenue une référence pour les tenants de **la théorie de la contagion**⁷⁴. Cette étude a cependant été remise en question par d'autres chercheuses dès sa sortie, puis par Lisa Littman elle-même qui a publié en 2019 un correctif indiquant

que son étude ne permet pas de valider l'existence d'un diagnostic de « dysphorie de genre d'apparition rapide »⁷⁵.



ZOOM : L'étude de Lisa Littman (2018)

Cette étude a introduit la notion de « **dysphorie de genre d'apparition rapide** », présentée comme une sous-catégorie de dysphorie de genre, dont la caractéristique serait d'apparaître brusquement, sans que rien n'ait pu permettre d'anticiper son émergence chez un-e enfant. À ce jour, **la validité scientifique de ce type de dysphorie n'est pas établie**.

L'article de Lisa Littman se basait exclusivement sur des récits venant de forums de parent-es d'enfants transgenres qui estimaient que leurs enfants avaient manifesté une « dysphorie de genre d'apparition rapide ». Ces discours étaient issus de sites défendant des positions anti-trans ou affichant leur scepticisme vis-à-vis de la transidentité. Ces parent-es rapportaient, entre autres, que leurs enfants avaient davantage utilisé internet et les réseaux sociaux avant de faire leur coming out transgenre. Cette étude n'intégrait ni le point de vue des enfants concerné-es ni celui des professionnel·les de santé les ayant suivi-es. Elle portait donc uniquement sur la perception de parent-es sceptiques quant à la transidentité, et sur leur conviction personnelle que des influences extérieures ont été la cause principale de l'apparition d'une dysphorie de genre chez leur enfant.

Malgré les réserves exprimées par d'autres chercheuses, des professionnel·les de la santé, et l'autrice elle-même, l'étude continue d'être citée comme référence, notamment pour freiner l'accession de mineur-es aux soins transspécifiques.

En 2022, une autre étude portant sur un échantillon d'adolescent-es trans a montré que les réseaux de pair-es en ligne « favorisaient plus qu'ils ne défavorisaient la santé mentale des jeunes trans », et qu'ils « ne favorisaient pas l'apparition plus rapide d'une identité transgenre à l'adolescence ». D'après l'étude citée, **la manifestation de la dysphorie de genre au moment de la puberté est documentée de longue date et n'est pas consécutive à l'apparition des réseaux sociaux**⁷⁶.

D **Les réseaux sociaux peuvent offrir un espace bénéfique pour les jeunes en questionnement.**

Il semble que ce qui a vraiment changé avec les réseaux sociaux, c'est la visibilité de figures LGBTQIA+. Celle-ci a fortement augmenté, ce qui a permis à davantage de jeunes (pas nécessairement LGBTQIA+) d'avoir **accès à des représentations beaucoup plus variées et normalisées** quant aux différentes expressions de genre, identités de genre et orientations existantes.

Cette connaissance plus grande a aussi permis à plus de personnes de **se reconnaître en tant que personnes concernées, et ce plus rapidement**. Julia Serano fait une analogie avec le nombre de gaucher-es dans la population et son évolution en fonction de la stigmatisation qui lui était associée⁷⁷. Elle explique qu'au 20ème siècle, la part de gaucher-es dans la population a augmenté de manière rapide dans différents pays occidentaux, passant d'environ 2-3 % à 12-14 % de la population, à mesure que la stigmatisation autour d'elleux diminuait. Elle explique que ce n'est pas dû à l'augmentation soudaine de gaucher-es mais plutôt à l'augmentation de l'acceptation des gaucher-es. Elle fait ainsi un parallèle avec la transidentité, qui est également plus visible et plus acceptée aujourd'hui, ce qui permet à plus de personnes de vivre leur identité trans de manière ouverte.

E **Les détransitions sont des processus rares, aux raisons souvent complexes.**

Une autre idée fautive souvent utilisée pour dire que les mineur-es trans ne font que suivre une mode est le nombre soi-disant élevé de **détransitions** ou « **re-transitions** » après quelques années, c'est-à-dire le souhait de cesser son parcours de transition et de vivre à nouveau selon le genre assigné à la naissance. En fait, ces détransitions existent mais restent extrêmement rares. Une méta-analyse faite aux États-Unis conclut que **moins de 1 % des personnes ayant entamé une transition médicale font ce choix**⁷⁸.

De plus, une autre étude réalisée aux États-Unis montre que les détransitions sont très souvent **liées à des expériences de transphobie**. En effet, les raisons qui sous-tendent le recours à une détransition (qu'elle soit temporaire ou permanente) sont les suivantes : le harcèlement et la discrimination (31 %), la difficulté à trouver un emploi (29 %) et des pressions venant de parent-es (36 %) ou d'autres membres de la famille (26 %)⁷⁹. De nombreuses personnes font à nouveau le choix d'une transition lorsqu'elles se trouvent dans un environnement plus protecteur ou plus stable. Les personnes qui ne reprennent pas ce parcours soulignent qu'elles ne regrettent pas leur transition, décrite comme une étape importante pour mieux se connaître et définir un rapport à leur genre qui leur correspond mieux. Une détransition n'est donc pas en soi l'expression d'un échec ou d'une erreur.

Une très petite minorité, enfin, exprime des regrets quant à son parcours de transition. Cela invite à rester à l'écoute des souffrances de ces personnes, en respectant leur droit à l'autodétermination, y compris lors d'une détransition. Cependant, cela ne doit pas servir de justification pour s'opposer aux transitions et marginaliser davantage les personnes qui souhaitent y avoir recours.



4 - Être LGBTQIA+, un choix?



Dans cette partie, nous explorons des mythes récurrents autour de l'idée du choix, qui supposent qu'être LGBTQIA+ ne peut être qu'un acte volontaire allant à l'encontre d'un développement « spontané ».



1

« Être queer, c'est forcément un choix » !

Autrement dit :

- Ce sont les membres de la communauté LGBTQIA+ qui ont décidé d'être « différent·es ». Par conséquent, iels pourraient aussi choisir de ne plus en faire partie.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente :
« Tout le monde naît hétérosexuel et cisgenre. »



Comment se diffuse cette idée ?

La stigmatisation ainsi que la discrimination à l'égard des personnes LGBTQIA+ ont contribué à perpétuer ce mythe. Si le fait d'être queer est perçu comme un choix ou un mode de vie, alors les attitudes négatives envers ces communautés peuvent passer pour des opinions parmi d'autres : **elles ne critiquent pas des personnes pour ce qu'elles sont mais pour des choix qu'elles font.**



Impacts

☞ Cette idée du choix posé volontairement par les personnes LGBTQIA+ **sert à défendre des mesures discriminatoires** : en choisissant leur orientation sexuelle ou leur identité de genre, les personnes LGBTQIA+ choisiraient donc de renoncer à certains droits (se marier, avoir des enfants, faire un don de sang...).

☞ L'expression « *love the sinner, hate the sin* » (« aimez le pécheur, haïssez le péché ») est une déclinaison de ce mythe, selon laquelle on ne choisit peut-être pas d'être queer, mais on choisit d'agir comme tel, faisant ainsi croire qu'il est possible de dissocier les deux. Dans les faits, il sera **impossible à la personne visée par cette maxime de se sentir pleinement acceptée et soutenue pour qui elle est**, même si l'intention initiale est de l'aimer « malgré » son homosexualité. Cette théorie place les personnes concernées face à une alternative peu réjouissante : soit ne pas avoir de vie sexuelle et/ou romantique, soit vivre le mensonge d'une vie hétérosexuelle qui ne leur convient pas. Pour les personnes transgenres, c'est le renoncement à leur identité qui leur est ainsi imposé.

☞ Cette idée, qui sous-entend qu'il est possible de décider de ne plus être queer, sert à justifier des violences (psychologiques ou physiques) contre les personnes LGBTQIA+ perpétrées dans le but de contraindre ces personnes à « redevenir » hétérosexuelles et cisgenres. C'est donc un autre fondement des « pratiques de conversion » délétères (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. »).



Déconstruction



A Rien ne prouve que tout le monde est hétérosexuel ou cisgenre par défaut.

Il n'existe aucune donnée scientifique pour soutenir cette idée. Au lieu de dire que l'hétérosexualité est l'orientation sexuelle « par défaut », **il est plus correct de dire que c'est celle qui est la plus représentée dans notre entourage.** Il en va de même pour la cisidentité par rapport à l'identité de genre.



B Les pratiques de conversion ne permettent pas de changer l'orientation sexuelle ni l'identité de genre. (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. » - ZOOM)

Il a été démontré que le seul effet des pratiques de conversion sont des séquelles durables, au niveau physique et psychologique. Les personnes qui y sont contraintes, ou même celles qui disent y avoir eu recours librement, n'en ressortent pas changées au niveau de leur orientation sexuelle ni de leur identité de genre. **L'échec des pratiques de conversion prouve qu'on ne peut pas modifier volontairement les attirances, les désirs, ou l'absence de ceux-ci.**



C On n'a pas besoin de tout « tester » pour savoir qui on est.

Lorsqu'une personne fait son coming out, il arrive souvent que des personnes posent la question suivante: « mais tu n'as pas testé les deux, comment peux-tu être sûr·e ? ». Pourtant, on ne demande jamais aux hétérosexuel·les de s'assurer de leur hétérosexualité en « essayant » l'homosexualité. Cela constituerait une **exigence intrusive et violente.**



D L'orientation sexuelle/romantique et l'identité de genre sont des éléments profondément ancrés.

Les personnes queer vivent de nombreuses discriminations, aussi bien dans des pays perçus comme progressistes et accueillants que dans des pays où des lois ouvertement homophobes et transphobes sont appliquées⁸⁰ (→ #5 Luttres d'aujourd'hui, 1. «Aujourd'hui tout va bien ! Tout le monde est accepté !» et 2. «Aujourd'hui les LGBTQIA+phobies c'est dans des pays lointains.»). Le fait que les personnes queer continuent de s'affirmer et vivre comme telles, même dans des contextes difficiles, démontre que les orientations sexuelles et les identités de genre sont des éléments profondément ancrés et font partie intégrante de l'identité, bien loin d'un simple «choix» ou d'un test.

E L'intersexuation n'est pas non plus un choix.

Les personnes intersexes, en tant que minorité sexuelle, font partie des communautés LGBTQIA+. Elles sont néanmoins régulièrement oubliées lorsque des stéréotypes LGBTQIA+phobes sont énoncés, comme «être LGBTQIA+, c'est un choix!». Dans notre société où la vision binaire des sexes reste dominante, ne pas correspondre à cette binarité (en raison d'une variation génétique, chromosomique, anatomique, gonadique ou hormonale) n'est pas non plus un choix.

ZOOM : « Born this way »

L'expression « *born this way* » (« né-e comme ça ») est souvent utilisée par la communauté LGBTQIA+ et ses alliés pour **contrer l'idée qu'être queer serait un choix**, puisque ce sont des caractéristiques avec lesquelles chacun-e est né-e. L'intention initiale se veut donc positive : revendiquer le fait que l'on ne maîtrise pas son identité de genre ou son orientation sexuelle et **qu'on ne peut pas changer les personnes queer**. Mais cette phrase sous-entend aussi que les orientations sexuelles et les identités de genre sont figées. Pourtant, il est aussi important de rappeler que celles-ci peuvent être fluides et évoluer tout au long de la vie (→ #3 Origines de la queerness, 3. « Les personnes concernées savent très tôt qu'elles sont queer. »).





2

« Les bisexuel·les et pansexuel·les ne sont pas capables de choisir » !

Autrement dit :

- Une personne bisexuelle ou pansexuelle va forcément tromper saon partenaire ou læ quitter pour une autre personne.
- Elle sera forcément insatisfaite avec un·e seul·e partenaire.
- Iels ne sont plus bisexuel·les ou pansexuel·les une fois qu'iels sont en couple (iels ont « choisi »).

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Tout le monde peut être classé en deux catégories : soit hétérosexuelle, soit homosexuelle »



Comment se diffuse cette idée ?

Cette idée découle à la fois du mythe selon lequel on choisit son orientation sexuelle (→ #4 Choisir d'être queer, 1. « Être queer, c'est forcément un choix ! ») et d'une vision binaire qui présente la bisexualité et la pansexualité non comme des attirances à part entière, mais comme un état intermédiaire, à « mi-chemin » entre hétérosexualité et homosexualité.



Impacts

☞ Les personnes bisexuelles ou pansexuelles sont souvent présumées être soit homosexuelles, soit hétérosexuelles, dès lors qu'elles sont en couple. **Leur orientation sexuelle est donc niée et leur existence invisibilisée.**

☞ Les personnes bisexuelles ou pansexuelles sont **doublement discriminées pour leur orientation sexuelle** : d'une part en tant que personnes queer vis-à-vis des personnes hétérosexuelles, et d'autre part au sein même des communautés gays ou lesbiennes car elles ne sont pas toujours perçues comme appartenant à celles-ci.

☞ En particulier, les personnes bisexuelles et pansexuelles peuvent être interrogées sur la réalité de leur orientation sexuelle, et **sommées de prouver leur légitimité**, en montrant qu'elles ont des partenaires de genres différents. Il arrive aussi fréquemment qu'on leur pose des **questions intrusives sur leurs préférences.**



Déconstruction



A Le fait d'être bisexuel·le ou pansexuel·le n'est ni un choix, ni un refus de choisir.

Nous renvoyons ici à la déconstruction du mythe précédent : l'orientation sexuelle n'est pas un choix, que l'on soit bisexuel·le, pansexuel·le, hétéro, homo...



B La bisexualité et la pansexualité sont des orientations sexuelles à part entière.

Comme pour toutes les autres, elles peuvent fluctuer au cours de la vie. Certaines personnes peuvent être bisexuelles ou pansexuelles mais avoir une préférence pour un ou plusieurs genres particuliers : **il s'agit d'un spectre**, qui n'a pas à être réparti à 50-50 pour être réel. Cela peut rester constant tout au long de leur vie, ou changer.



C Une personne reste bisexuelle ou pansexuelle, même lorsqu'elle est en relation monogame.

Les personnes bisexuelles ou pansexuelles peuvent préférer les relations monogames. Dans ce cas, leur relation sera peut-être perçue comme hétérosexuelle ou homosexuelle, mais **cela n'enlève rien à la réalité de leur orientation sexuelle**. Celle-ci reste bisexuelle ou pansexuelle, sauf si la personne elle-même a changé à cet égard.

☞ L'idée selon laquelle les personnes bisexuelles ou pansexuelles ont plus tendance à tromper leur partenaire peut **générer des conflits et un manque de confiance mutuelle dans le cadre d'une relation**. Une étude menée en 2019 aux États-Unis démontre que seule une minorité de personnes se sent à l'aise à l'idée de sortir avec une personne bisexuelle⁸¹ : 43 % chez la génération Y⁸², 37 % chez la génération X⁸³, et 24 % chez les baby boomers⁸⁴. Au niveau des croyances, un sondage de 2023 montre que 13 % des Étatsunien·nes pensent que les personnes bisexuelles sont incapables d'être monogame et que 19 % pensent qu'elles sont plus susceptibles de tromper leur partenaire⁸⁵.

☞ Les points précédents relèvent de ce qu'on qualifie de **biphobie**, et cela a un impact important en termes de santé mentale.

Les personnes bisexuelles sont ainsi plus à risque que les personnes hétérosexuelles, gays ou lesbiennes de souffrir de dépression, d'anxiété, et d'addictions⁸⁶.



3

« Il y a un profil-type LGBTQIA+ : les jeunes qui s'inventent des problèmes/les blanches/les riches/les gens des villes »

Autrement dit :

- Être queer, c'est chercher de l'attention ou s'inventer des problèmes.
- Les questions de sexualités, de genre, ne doivent pas être prises au sérieux.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Les personnes sérieuses et terre-à-terre sont hétérosexuelles et cisgenres. »



Comment se diffuse cette idée ?

Il s'agit d'un autre stéréotype courant : les gens faisant partie de la communauté LGBTQIA+ seraient forcément des personnes privilégiées, puisqu'elles peuvent se permettre de passer autant de temps à s'interroger pour essayer de comprendre qui elles sont ! (→ #3 Origines de la queerness, 5. « Être queer aujourd'hui en Occident, c'est à la mode ! »). Ce stéréotype est renforcé par **les représentations souvent biaisées des personnes queer**. Par exemple, les personnes **homosexuelles** les plus connues des 19^{ème} et 20^{ème} siècles appartenaient toutes à l'élite (culturelle et économique) : Oscar Wilde, Marcel Proust, Colette, Gertrude Stein, Jean Cocteau, Federico Garcia Lorca...

Les médias contemporains ont commencé à donner plus de visibilité à des personnes LGBTQIA+, en particulier dans les séries télévisées. Cependant, **elles sont très souvent blanches, urbaines, valides et de**

classe aisée, ce qui reflète le manque de diversité du secteur des médias lui-même. Quelques contre-exemples ayant fait date : *Sex Education* (2019-2023), *Euphoria* (2019-), *Dear White People* (2017-2021), *Pose* (2018-2021) mettent en scène des personnages queer racisés. La série *Somebody Somewhere* (2022-) et le film *Certain Women* (2016) mettent en scène des personnages queer en milieu rural. Toutefois, ces exemples restent des exceptions méconnues du grand public.



Impacts

☞ Ces représentations génèrent un **sentiment d'isolement des personnes concernées qui ne correspondent pas aux stéréotypes véhiculés**. Il est difficile de s'identifier à « la » communauté LGBTQIA+ dès lors que l'on vient d'un milieu plus précarisé, que l'on habite une zone rurale⁸⁷, que l'on est en situation de handicap, que l'on n'est pas blanc·he. Cela entrave l'accès à des espaces LGBTQIA+ sécurisants où rencontrer des personnes vivant des réalités similaires.

☞ Les difficultés spécifiques rencontrées par des personnes queer ne correspondant pas au stéréotype de la personne blanche, de classe moyenne, valide et habitant en ville, sont souvent moins bien prises en compte y compris au niveau institutionnel.

Les différentes discriminations auxquelles elles doivent faire face se renforcent mutuellement et font apparaître des problématiques uniques :

• **Racisme au sein de la communauté LGBTQIA+ :** celle-ci n'offre pas un refuge évident pour les personnes queer racisées, car le racisme systémique la touche elle aussi. Les discriminations et préjugés liés à l'origine, la religion, ou la couleur de peau des personnes y sont fréquents⁸⁸. Il en résulte que beaucoup de groupes LGBTQIA+ sont composés en majorité de personnes blanches sauf lorsqu'ils sont créés par des personnes racisées sur base de valeurs explicitement antiracistes. De plus, les services de soutien à la communauté queer (associatifs ou institutionnels) manquent parfois des connaissances nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des personnes racisées⁸⁹.

• **Double invisibilisation des personnes queer en situation de handicap :** d'une part, en tant que personnes queer auprès des associations ou institutions liées au handicap dont les revendications n'incluent pas toujours les besoins des personnes queer, et d'autre part, en tant que personnes en situation de handicap dans les milieux LGBTQIA+. Ainsi, les lieux de sociabilisation queer ne sont pas toujours accessibles aux personnes à mobilité diverse⁹⁰.





Déconstruction

A Les rapports de domination qui traversent nos sociétés sont aussi présents au sein de la communauté LGBTQIA+.

Les biais et discriminations systémiques y existent, comme partout, à l'avantage de certaines personnes plutôt que d'autres. Le racisme favorise les personnes blanches sur toutes les autres. Le sexisme explique que les hommes gays ont souvent plus de pouvoir et de visibilité que les lesbiennes dans les institutions LGBTQIA+. Les personnes valides voient plus souvent leurs besoins rencontrés que les personnes en situation de handicap, les personnes plus pauvres et/ou moins éduquées sont moins écoutées, les revendications des travailleuses du sexe moins prioritaires...

C'est pourquoi les personnes LGBTQIA+ qui arrivent à accéder à une plus grande visibilité, à un plus grand pouvoir économique ou politique, sont souvent aussi privilégiées à d'autres égards :

plutôt des hommes, des personnes blanches, cisgenres, aisées, valides...

B Il y a des personnes LGBTQIA+ en zone rurale.

Les villes rassemblent un grand nombre d'habitant-es et donc, en toute logique, un plus grand nombre de personnes queer. Ces dernières peuvent aussi décider de s'y installer, attirées par la possibilité de rencontrer d'autres personnes avec qui partager ce vécu et par la présence de lieux de sociabilité queer déjà existants, ou d'associations/collectifs LGBTQIA+. Cela ne veut pas pour autant dire qu'il n'existe pas de personnes queer en zones rurales. Elles y sont simplement moins visibles.

C Il n'y a pas « une » manière d'être LGBTQIA+.

Il y a des personnes homosexuelles, bisexuelles, transgenres ou intersexes dans toutes les tranches d'âges, toutes les classes sociales, toutes les cultures, et dans toutes les zones géographiques, de la ville à la campagne⁹¹. Les cultures queer remontent à loin et sont très diverses. **Le manque de représentation des personnes racisées, ou en situation de handicap, ou plus pauvres n'empêche pas qu'elles aient toujours été actives et même à l'initiative des luttes LGBTQIA+.** C'était le cas lors des soulèvements de Stonewall aux États-Unis en 1969, commémorés chaque année par les Prides (→ #5 Luttons d'aujourd'hui, 1. « Aujourd'hui tout va bien ! Tout le monde est accepté ! » - ZOOM), qui furent une étape-clé dans l'émergence du mouvement de libération LGBTQIA+. Parmi les figures centrales, on peut citer Marsha P. Johnson, femme trans afro-américaine et travailleuse du sexe.



4

« On ne peut pas être religieux·se et LGBTQIA+ » !

Cette partie a été rédigée avec la contribution de la Maison Arc-en-Ciel de Verviers.

Autrement dit :

- Toutes les personnes religieuses sont LGBTQIA+phobes.
- Les personnes LGBTQIA+ n'ont pas de spiritualité/religion.
- On ne peut pas porter un signe religieux et être LGBTQIA+

Norme cishétérosexuelle sous-jacente :

« Quand on est un·e bon·ne croyant·e, on est forcément cisgenre et hétérosexuel·le. »



Comment se diffuse cette idée ?

Au cours de l'histoire, les trois grandes religions abrahamiques (christianisme, judaïsme, islam) ont porté un regard négatif sur la sexualité, perçue comme une sorte de « mal nécessaire » pour reproduire l'espèce humaine, mais inacceptable lorsque son but est la connexion et le plaisir. Dans les interprétations fondamentalistes, des pratiques comme la masturbation, la contraception, ou l'homosexualité étaient interdites puisqu'elles ne permettent pas la procréation.

Aujourd'hui encore, les institutions incarnant le pouvoir religieux adoptent souvent des positions réactionnaires et des discours LGBTQIA+phobes, promeuvent les pratiques de conversion (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. » - ZOOM), ou s'impliquent politiquement pour empêcher les personnes LGBTQIA+ d'accéder à certains droits (par exemple lors des manifestations

visant à empêcher l'accès au mariage pour les personnes homosexuelles, en France en 2012-2013). Cependant, chaque religion connaît des interprétations variées de ses textes sacrés.



Impacts

☞ Il est souvent très douloureux pour les personnes LGBTQIA+ croyantes de réaliser qu'elles ne sont pas perçues comme appartenant pleinement à leur communauté religieuse, et que les personnes comme elles y sont perçues comme étant dans l'erreur, voire dangereuses et malfaisantes. Elles se trouvent alors écartelées entre deux aspects de leur identité. On parle de « **traumatisme religieux** » lorsque les pressions et les discours LGBTQIA+phobes ont un effet durable sur les personnes y ayant été confrontées : symptômes post-traumatiques (flash-backs, blocages psychologiques durables), augmentation des risques suicidaires, d'anxiété, de dépression et de toxicomanie⁹².

☞ Inversement, les personnes religieuses peuvent être mal accueillies quand elles viennent dans des lieux LGBTQIA+. Là aussi, elles peuvent se sentir **tirillées entre deux identités**, et se sentir obligées de dissimuler leur identité religieuse.



Déconstruction

A Les textes religieux peuvent être interprétés de différentes manières au sein d'une même communauté religieuse, et considérer de manière égalitaire les personnes LGBTQIA+.

Les concepts d'homosexualité ou de transidentité que nous connaissons aujourd'hui sont d'apparition moderne, et ne sont donc pas mentionnés dans les textes religieux fondateurs.

Par conséquent, les propos homophobes ou transphobes présentés comme intrinsèquement religieux sont en fait fondés sur des interprétations des textes et sur des normes culturelles.

Il existe donc des différences d'interprétations des textes au sein de toutes les communautés religieuses, et des personnes (laïques ou religieuses) qui y défendent une vision progressiste et égalitaire vis-à-vis des personnes LGBTQIA+. Par exemple, certaines églises du mouvement chrétien libéral (présent dans le monde entier et issu du protestantisme) bénissent des unions homosexuelles, et plusieurs membres de leur clergé sont ouvertement homosexuel·les ou bisexuel·les. De même, l'imam Ludovic-Mohamed Zahed, ouvertement gay, est à l'origine de la première « mosquée inclusive » de France, qui accueille les personnes LGBTQIA+ musulmanes. Il est également membre fondateur du Réseau International des Musulman·es Inclusif·ves et leurs Allié·es, INIMuslim (<https://www.calem.eu/english2/INIMuslim-international-network-of-inclusive-Muslims-2022.html>), qui compte des membres dans le monde entier.



Il existe de nombreuses associations religieuses LGBTQIA+ dans le monde.

En Belgique, on peut citer :

- la Communauté du Christ Libérateur (<https://ccl-be.net/>), créée par des chrétien·nes LGBTQIA+ ;
- le mouvement Merhaba (<http://rainbowhouse.be/fr/association/merhaba/>), créé par des personnes LGBTQIA+ et/ou en questionnement, issues de l'immigration. Il ne s'agit pas d'un mouvement confessionnel, mais il est notamment porté par (et pour) des personnes musulmanes issues de l'immigration.

En France, on peut citer :

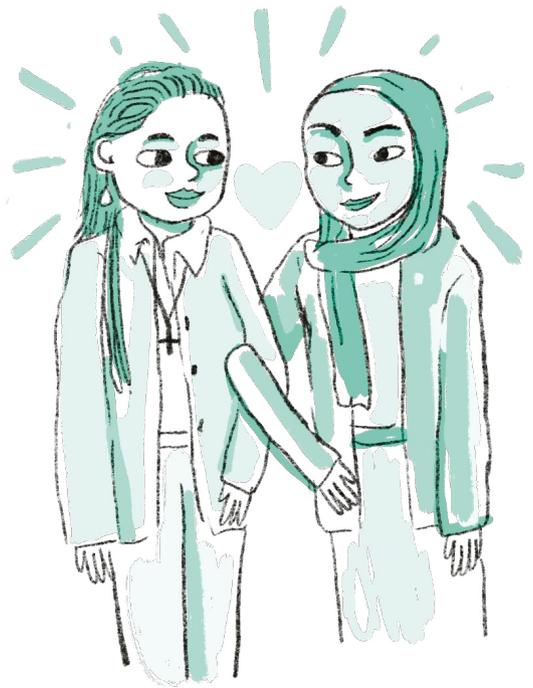
- Homosexuel(le) Musulman(e)s de France ou HM2F ;
- David et Jonathan (chrétien·nes LGBTQIA+) ;
- Beit Haverim (personnes juives LGBTQIA+).

Enfin, les religions originaires de l'Inde ancienne et médiévale, comme le bouddhisme, l'hindouisme ou le sikhisme par exemple ont des visions moins catégoriques des thématiques LGBTQIA+, avec également beaucoup de variations en leur sein. Il en est de même dans les différentes écoles taoïstes (Asie orientale).

B Il existe des personnes queer dans les communautés religieuses et des personnes religieuses dans les milieux queer.

Certains projets visent à les mettre à l'honneur et à valoriser leur parole. Quelques références à explorer :

- le speech de Sarah, « Je suis queer et musulmane » : <https://www.youtube.com/watch?v=eQNXOgRABfs>
- la chaîne « Queer chrétien(ne) » de Floralie Resa : <https://www.youtube.com/c/QueerChrétienne>
- le Queer Muslim Project, qui met en avant des photos et témoignages de personnes musulmanes et queer : <https://www.instagram.com/thequeermuslimproject/> (en anglais)





Les droits LGBTQ+
sont des
droits humains

LOVE IS
LOVE ♡

DROITS LGBTQIA

5 - Luittes d'aujourd'hui



Dans cette partie, nous examinons les grands mythes autour des revendications LGBTQIA+ aujourd'hui, et questionnons le fait que la simple visibilité queer est parfois présentée comme une tentative de s'imposer à autrui.



1

« Aujourd'hui tout va bien :
tout le monde est accepté » !

→ **Autrement dit :**

- L'égalité est réelle car elle est garantie par la loi.
- Il n'y a plus de discriminations contre les personnes LGBTQIA+ : les personnes ouvertement homosexuelles ou trans sont traitées comme tout le monde. La preuve, certaines sont des stars reconnues ou ont un mandat politique.
- Les personnes LGBTQIA+ sont largement représentées dans les médias.
- Les « plaisanteries » LGBTQIA+phobes n'ont pas d'effet négatif : c'est seulement pour rire.

**Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Aujourd'hui, le fait d'être
cisgenre ou hétérosexuel·le ne donne plus de privilège particulier ! »**



Comment se diffuse cette idée ?

Les personnes LGBTQIA+ ont obtenu de nombreux droits ces dernières décennies. Par exemple, aujourd'hui, en Belgique :

- le mariage homosexuel est légal ;
- l'orientation sexuelle et l'identité de genre sont des critères protégés par les lois anti-discrimination ;
- administrativement, on peut changer son genre et son prénom sur simple déclaration ;
- certaines personnalités politiques ou médiatiques belges sont ouvertement homosexuelles, bisexuelles ou trans ;
- les **Prides (voir ZOOM)** sont devenues des événements incontournables auxquels participent de nombreuses associations, formations politiques et entreprises. Beaucoup de personnes hétérosexuelles et cisgenres s'y rendent, et les façades des bâtiments des grandes villes du pays se couvrent de drapeaux

arc-en-ciel pendant le mois des fiertés.



ZOOM : Les *Prides*

Dans les années 1960, la police de New York effectuait régulièrement des descentes dans les bars du quartier de Greenwich Village, pour harceler et arrêter les personnes gays, lesbiennes et transgenres qui s'y retrouvaient. Les arrestations étaient généralement brutales et humiliantes. Le 28 juin 1969, suite à l'une de ces opérations, des affrontements éclatèrent entre la police et la population : **les soulèvements de Stonewall**. Ceux-ci durèrent plusieurs jours et furent une étape très importante dans le militantisme LGBTQIA+ aux États-Unis. De nombreux groupes activistes se constituèrent durant cette période pour s'engager dans la lutte pour les droits LGBTQIA+ et contre les violences policières à leur égard.

Les **Prides** ou **marches des fiertés** se tiennent aujourd'hui annuellement dans de nombreux pays à travers le monde pour commémorer les soulèvements de Stonewall, souvent autour du mois de juin. Elles donnent une visibilité aux personnes LGBTQIA+ dans leur ensemble (c'est pourquoi parler de « gay pride » est trop réducteur) et visent à célébrer l'acceptation de soi, l'acceptation sociale, les droits des membres de sa communauté, et la fierté d'en faire partie.

Il est également beaucoup plus facile aujourd'hui d'avoir accès à du contenu médiatique mettant en scène des personnages non-hétérosexuels, ou transgenres. Les plateformes en ligne proposent des catégories « LGBTQIA+ » qui recensent de nombreux films, séries et jeux vidéo. Cela peut donner l'impression que les personnes queer, les relations queer ou les expressions de genre non-conformes sont omniprésentes, que cela soit considéré comme positif ou non.

Au vu de cette visibilité accrue de la communauté LGBTQIA+ et de certains de ses symboles, **certaines personnes pensent que les luttes et revendications qui ont permis d'en arriver là appartiennent désormais au passé.**





Impacts

☞ Soutenir que « tout va bien » minimise les violences vécues par les victimes de discriminations ou agressions LGBTQIA+phobes. Cela incite à ne pas prendre au sérieux leurs ressentis : ce qu'elles ont vécu est jugé impossible, marginal ou exagéré. **Cela empêche de leur apporter le soutien nécessaire, d'avoir une lecture globale des violences rencontrées et d'y répondre.** L'impact est d'autant plus important pour les personnes qui subissent des oppressions croisées, comme par exemple les personnes queer racisées ou en situation de handicap.

☞ Ce mythe fait croire que les personnes qui continuent de militer pour l'égalité sont des éternel·les insatisfait·es. Cela **invalide leurs revendications**, perçues comme exagérées puisque l'égalité semble déjà atteinte.



Déconstruction

A Les violences persistent malgré les évolutions législatives.

Les législations anti-discrimination offrent des protections et des moyens de se défendre, mais ne font pas disparaître les violences envers les personnes LGBTQIA+. C'est justement pour lutter contre les violences qui perdurent que ces législations existent. Ainsi, en 2023, **Unia (voir ZOOM)** a enregistré **157 dossiers liés à l'orientation sexuelle, un nombre en augmentation par rapport aux années précédentes.** On peut espérer que cette augmentation démontre une plus grande propension des victimes à effectuer un signalement (et donc moins de tolérance pour les violences/discriminations), mais d'autres enquêtes montrent que faire une telle démarche après avoir subi une agression reste minoritaire. Les signalements concernent des discriminations, des actes de haine (coups et blessures ou intimidation) ou des discours de haine (propos homophobes). Dans les dossiers liés à l'orientation sexuelle, **les actes et discours de haine représentent une proportion plus importante des plaintes** que dans les dossiers ayant trait au racisme, à l'âge ou à la religion (où ce sont majoritairement des faits de discrimination qui sont rapportés)⁹³.



ZOOM : Unia

En Belgique, deux institutions se chargent des signalements et dossiers pour discrimination : **Unia** pour **les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle**, mais aussi l'âge, le handicap, l'origine, la couleur de peau, les convictions politiques, religieuses ou philosophiques, la fortune, l'état de santé... **L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH)** a en charge **les discriminations fondées sur le genre**, comme l'expression de genre, l'identité de genre et l'intersexuation. On peut solliciter ces organismes en tant que victimes, mais aussi en tant que témoins d'actes de haine.

Unia est également chargée de produire des analyses et des statistiques. Chaque année, l'institution publie un rapport qui permet de faire le point sur l'état des discriminations en Belgique. Elle réalise également un travail de veille législative, et émet des recommandations pour améliorer la protection contre les discriminations dans le droit belge. Ces différentes publications et avis peuvent être retrouvés sur son site internet : <https://www.unia.be/>

En 2024, l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne a réalisé une vaste enquête portant sur les droits LGBTQIA+ dans l'UE. Parmi les personnes LGBTQIA+ interrogées en Belgique :

- **15 %** ont rapporté avoir subi de la discrimination dans le domaine de l'emploi du fait d'être LGBTQIA+, sur les douze mois précédant l'enquête ;
- **38 %** cachent « souvent » ou « toujours » le fait d'être LGBTQIA+ au travail ;
- **67 %** rapportent avoir été harcelées dans le cadre scolaire du fait d'être LGBTQIA+, sous forme de moqueries, d'insultes, ou de menaces ;
- **15 %** ont vécu une agression physique et/ou sexuelle du fait d'être LGBTQIA+, dans les cinq ans précédant l'enquête ; parmi elleux, seulement **14 %** ont déposé plainte à la police et **14 %** auprès d'une autre organisation⁹⁴.

Aujourd'hui, être hétérosexuel·le et cisgenre continue donc d'apporter un privilège : que ce soit au travail, dans la rue, à l'école, dans la recherche de logement ou avec les proches,

personne n'est discriminé·e ou agressé·e de manière répétée et systémique en raison de son orientation hétérosexuelle ou de son identité cisgenre.



L'humour peut aussi servir de couverture à des propos discriminants.

Plus difficiles à mesurer, les LGBTQIA+phobies quotidiennes sous couvert « d'humour » persistent également. Elles peuvent par exemple prendre la forme de « blagues » reposant sur un stéréotype touchant les personnes LGBTQIA+, ou d'allusions voilées à l'homosexualité, la transidentité ou l'intersexuation (réelles ou supposées) d'une personne. En fait, le ressort comique recherché repose généralement sur l'idée que les personnes qui sortent de la norme sont drôles en soi. **L'humour n'est pas nécessairement la cause de l'apparition du préjugé, mais il révèle l'existence de celui-ci⁹⁵ et contribue à le renforcer.** Lorsque la personne qui l'énonce n'appartient pas au groupe visé, c'est une forme de **rappel à la norme**, qui peut avoir un lourd impact à force de répétition.



C La visibilité n'est pas acquise, et ne représente pas tous les profils de la communauté LGBTQIA+.

La prépondérance des personnes queer dans les médias reflète à peine le pourcentage réel qu'elles représentent dans la société. D'après une étude Ipsos, basée sur des sondages réalisés dans trente pays et publiée en 2023, les personnes LGBTQIA+ représentent 9 % de la population⁹⁶. Or, en 2024, elles représentaient seulement 8,6 % des personnages des séries étasuniennes régulièrement diffusées en première partie de soirée aux USA (et souvent exportées vers d'autres pays)⁹⁷, et ce chiffre est en diminution pour la deuxième année consécutive. Les séries originales diffusées en streaming ont également vu le nombre de personnages queer diminuer en 2024 : il s'élevait à 327 personnages (contre 356 en 2022), en additionnant les huit plus grosses plateformes

de streaming. On observe aussi une baisse au niveau des films sortis en 2023 : seuls 70 films, soit 27,3 %, mettaient en scène au moins un personnage LGBTQIA+, contre 28,5 % en 2022. Cela représente un nombre total de 170 personnages, soit une baisse de 122 personnages par rapport à l'année précédente⁹⁸. On est donc loin de la « vague » de représentation LGBTQIA+ parfois évoquée, et il semble que cette impression soit surtout due à **l'absence quasi-totale de personnages queer dans les films, qui était la norme auparavant**. Enfin, les représentations restent souvent stéréotypées et **ne correspondent pas à la diversité** qui existe au sein de la communauté queer : les personnages asexuels et intersexes sont très rarement représentés par exemple.

ZOOM : Le test Vito Russo

Inspiré du test d'Alison Bechdel (qui vise à mettre en évidence la sur-représentation des personnages masculins dans une œuvre de fiction) et nommé en hommage à l'historien du cinéma et activiste gay Vito Russo, ce test a été créé par GLAAD afin **d'évaluer le niveau d'inclusivité LGBTQIA+ d'un film**. Il invite à se poser quatre questions :

- 1) Le film inclut-il au moins un personnage LGBTQIA+ ?
- 2) Si oui, ce personnage a-t-il d'autres caractéristiques que le fait d'être LGBTQIA+ ?
- 3) Le personnage influence-t-il l'intrigue de manière significative, au point que sa suppression altérerait le déroulé de l'intrigue ?
- 4) Ce personnage échappe-t-il aux stéréotypes les plus offensants concernant les personnes LGBTQIA+ ?

En 2023, l'association a conclu que seuls 71 % des films incluant des personnages LGBTQIA+ passent ce test, et 20 % du total des films diffusés⁹⁹.

D Être visible n'implique pas nécessairement que l'égalité est atteinte.

Le discours néolibéral se focalise sur la diversité et l'«égalité des chances» mais celle-ci ne garantit pas que l'égalité soit réelle, ni au niveau des droits, ni au niveau des conditions matérielles. Par exemple, les studios qui promeuvent des séries avec des personnages queer agissent-ils fermement contre les discriminations en leur sein? Font-ils en sorte que leurs employé-es LGBTQIA+ soient bien traité-es? Les bénéfices recueillis profitent-ils largement aux scénaristes queer qui ont permis au public de se reconnaître et de s'attacher aux personnages? Lorsque ce n'est pas le cas, on parle de **pinkwashing** ou **queerwashing**: les thèmes LGBTQIA+ sont instrumentalisés pour se donner une image progressiste, attirer du public et en tirer un bénéfice (souvent financier), sans aller de pair avec des mesures égalitaires ou anti-discriminatoires.

E Tous les pans de la communauté LGBTQIA+ ne sont pas acceptés de manière équivalente.

Les personnes qui se disent *LGBT-friendly* ne le sont parfois **qu'envers les personnes qui leur ressemblent le plus**: blanc·hes, de classe supérieure, ne bousculant ni les normes du couple ni celles de la sexualité ou de la famille¹⁰⁰. Donc ce n'est pas parce qu'un homme ouvertement homosexuel, cisgenre, blanc et de classe supérieure se retrouve dans une position de pouvoir que cela prouve que «tout va bien», même si c'est la marque d'une tolérance plus grande à l'égard des personnes ayant un profil similaire.



F Ailleurs dans le monde.

Aujourd'hui, impossible de dire que tout va bien quand il existe dans **plus de 60 pays des lois qui érigent en infraction et sanctionnent les relations consensuelles entre les personnes de même sexe**: celles-ci y encourent le risque d'être arrêtées, persécutées, emprisonnées à vie, voire même, dans au moins sept pays, condamnées à la peine de mort¹⁰¹.



2

« Aujourd'hui les LGBTQIA+phobies c'est dans des pays lointains »

Autrement dit :

- Les LGBTQIA+phobies proviennent surtout d'autres cultures et de personnes racisées.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « L'homophobie et la transphobie n'existent pas (ou moins) de la part de personnes blanches, athées et européennes. »



Comment se diffuse cette idée ?

Ce mythe provient d'un imaginaire raciste qui présente les foyers d'intolérance comme extérieurs à l'Europe. De plus, il se nourrit d'une méconnaissance de la situation des personnes LGBTQIA+, à la fois en Belgique (→ #5 Luttres d'aujourd'hui, 1. « Aujourd'hui tout va bien ! Tout le monde est accepté ! ») et dans des pays dont l'histoire, la culture ou la religion sont différentes.



Impacts

☞ Ce mythe **minimise les vécus des personnes qui subissent encore des LGBTQIA+phobies en Belgique ou même en Europe**. Cela tend à les présenter comme des personnes qui exagèrent, puisque la situation ici « n'est pas aussi terrible que dans tel pays étranger » jugé beaucoup plus dangereux, et à ne pas réagir face aux discriminations persistantes en Belgique et dans les pays proches.

☞ Ce mythe **instrumentalise les valeurs de tolérance et d'ouverture** (ici, par rapport aux personnes LGBTQIA+) **pour légitimer le racisme**. Cette récupération des revendications queer à des fins racistes ou xénophobes s'appelle **l'homonationalisme** ; l'homophobie et la transphobie sont repoussées, projetées sur des cultures et/ou des religions perçues comme extérieures à la société dans laquelle on se trouve, et qui sont jugées inférieures.

☞ Ce mythe a aussi un **impact spécifique sur les personnes queer racisées, musulmanes ou étrangères vivant en Belgique**. Lorsqu'elles vivent



Déconstruction



L'homophobie et la transphobie dans les autres pays de l'UE.

Comme vu précédemment, la situation est loin d'être parfaite en Belgique (→ #5 Luttés d'aujourd'hui, 1. « Aujourd'hui tout va bien ! Tout le monde est accepté! »).

Au sein de l'UE, on peut citer :

- En Pologne, 105 « zones libres d'idéologie LGBT » (c'est-à-dire où la visibilité LGBTQIA+ est interdite) ont vu le jour à partir de 2019. Ces zones concernaient jusqu'à 1/3 du pays¹⁰² et ont été établies sous l'impulsion de groupes catholiques ultra-conservateurs dans un contexte gouvernemental favorable à leurs idées. Les textes instituant ce type de zone ont été annulés en justice après une large mobilisation militante et institutionnelle.
- En Hongrie, le parti de droite nationaliste et ultra-conservateur de Viktor Orbán a fait adopter en 2020 une loi qui interdit de modifier son marqueur de genre sur les documents officiels. Les personnes transgenres et intersexes ne peuvent donc plus faire concorder leurs papiers avec leur identité de genre¹⁰³. En 2021, une autre loi a été amendée afin d'interdire la diffusion d'informations « promouvant » l'homosexualité et la transidentité auprès des mineur·es, de restreindre la représentation de personnes LGBTQIA+ dans les médias, et d'interdire la diffusion de campagnes solidaires envers la communauté LGBTQIA+.
- En Italie, en 2023, des procureur·es ont demandé aux maires d'arrêter d'inscrire le nom de la coparente sur les certificats de naissance des enfants issu·es de couples lesbiens suite à une circulaire du gouvernement d'extrême-droite de Giorgia Meloni.

de l'homophobie ou de la transphobie, elles peuvent être réticentes à en parler car elles ne souhaitent pas renforcer la stigmatisation à l'égard de leur communauté culturelle ou religieuse. En outre, elles ne trouvent pas toujours de soutien auprès d'intervenant·es extérieur·es, qui présument que l'homophobie ou transphobie sont intrinsèques à ces communautés et qu'il n'y a pas d'autre solution que de s'en éloigner.

☞ Enfin, ce mythe tend à **diviser les personnes minorisées**, en présentant les personnes queer et racisées comme des dangers les unes pour les autres.

Il permet de faire diversions quant aux violences qui perdurent et sert surtout à désigner des boucs émissaires.



Certain-es ont même cherché à faire modifier de manière rétroactive les certificats émis légalement les années précédentes, ce qui aurait eu pour conséquence de priver les coparents de leurs droits parentaux. Les recours judiciaires introduits par ces familles sont encore en cours.

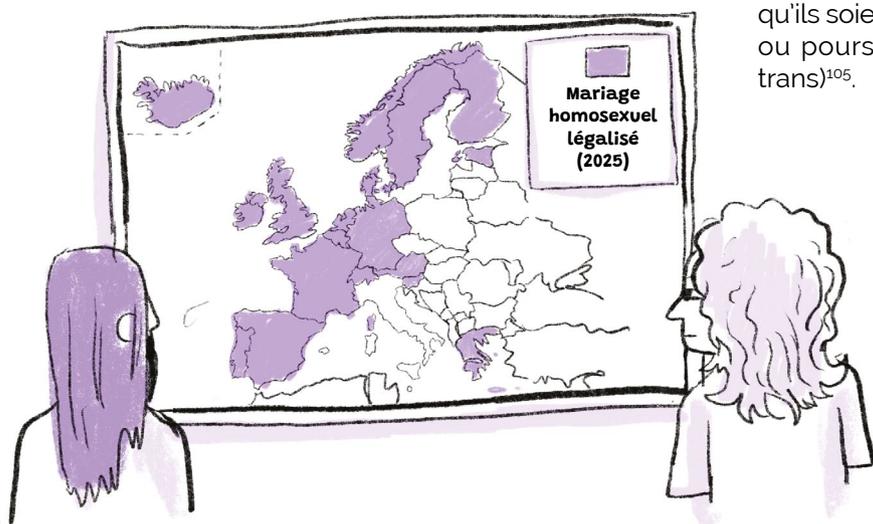
- Sur les vingt-sept pays membres de l'UE, **seuls seize pays reconnaissent le mariage homosexuel**. Il n'est pas reconnu, par exemple, en Italie ou en République tchèque. Et **huit pays ne reconnaissent pas l'adoption au sein des couples homosexuels**, privant ainsi le ou la coparent-e et l'enfant de tous les droits qui découlent de la filiation.

Dans l'UE, un grand nombre d'avancées législatives positives sont très récentes. A titre d'exemple, le mariage homosexuel n'a été reconnu qu'en 2013 en France, en 2015 au Luxembourg et en Irlande, en 2017 en Finlande, à Malte et en Allemagne, en 2019 en Autriche, en 2022 en Slovaquie, en 2024 en Estonie et en Grèce.

B La responsabilité des États colonisateurs.

De nombreuses lois pénalisant les personnes LGBTQIA+ dans le monde ont été implémentées à l'époque de la colonisation par les États colonisateurs occidentaux. **Elles ont été imposées à des populations au sein desquelles existait parfois une diversité de genres et de sexualités**, qui n'étaient pas acceptables aux yeux des colons¹⁰⁴. Citons par exemple :

- dans l'Empire colonial britannique, la section 377 du « Code Pénal Indien » (1860) dont l'objectif était « d'inculquer la moralité européenne aux masses résistantes » et qui a notamment criminalisé l'homosexualité dans les territoires colonisés en Asie (Inde, Pakistan, Bangladesh, Malaisie...), et a inspiré des législations similaires dans les territoires colonisés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique Sud ;
- en République Démocratique du Congo, le Code Pénal adopté en 1940 sous domination coloniale belge criminalise les relations sexuelles entre personnes de même sexe ainsi que les offenses à la modestie et à la pudeur (termes assez vagues pour qu'ils soient aujourd'hui encore utilisés pour intimider ou poursuivre des personnes homosexuelles ou trans)¹⁰⁵.





3 « Iels militent pour des causes qui ne concernent pas grand monde » !

Autrement dit :

- Avant, on ne parlait pas des sexualités ou des orientations sexuelles. Cela relevait de la vie privée. Pourquoi en parler aujourd'hui ?
- Les personnes queer représentent une très petite partie de la population.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Être cisgenre et hétérosexuelle, montrer ou parler d'hétérosexualité, mettre en scène des personnages cisgenres, c'est neutre et universel. Tout le reste relève d'intérêts particuliers. »



Comment se diffuse cette idée ?

Cette idée est dérivée du postulat selon lequel l'hétérosexualité et la cisidentité expriment la « normalité » et relèvent donc de préoccupations et d'intérêts qui concernent la majorité des gens (→ #1 **Le poids des normes**). Selon cette conception universaliste, toutes les autres orientations sexuelles ou identités de genre seront perçues comme des « spécificités » et renvoyées à des particularismes. Ce sont des non-questions, et le simple fait d'avoir besoin de se définir, de trouver d'autres mots pour se décrire, est donc jugé incompréhensible.



Impacts

☞ Ce mythe semble accréditer l'idée que les personnes LGBTQIA+ qui luttent pour leurs droits et leur reconnaissance sont focalisées sur leurs propres besoins uniquement et que cela ne concernerait pas l'ensemble de la société. Il alimente une **indifférence** à l'égard de leurs vécus, voire de **l'hostilité**.





Déconstruction

A Se qualifier de queer, c'est revendiquer son droit à exister en dehors de la norme.

On entend parfois que les personnes LGBTQIA+ « cherchent à se mettre dans des cases », à se distinguer du reste de la population. Pourtant, beaucoup d'entre elles ont d'abord été mises dans des cases sans l'avoir demandé, parce qu'elles ne correspondaient pas aux stéréotypes de leur genre par exemple, et que des personnes ont estimé qu'elles étaient sûrement homosexuelles, ou trans – que ce soit vrai ou non. D'autres ont été considérées comme décalées, bizarres (ce qui est d'ailleurs le sens initial du mot queer en anglais). Dans ce contexte, pouvoir inventer ou se réapproprier des mots pour parler de soi, pour définir son identité ou son ressenti, devient **un acte de résistance et d'affirmation de son droit à exister en dehors de la norme**. Se nommer est une force. À un niveau personnel, cela permet d'**exister pour qui l'on est**. À un niveau collectif, cela permet d'**affirmer son appartenance à une communauté**, et d'y trouver du soutien. Il est donc important de soutenir les personnes qui se nomment et se visibilisent.

B De plus en plus de personnes se définissent comme queer.

D'après une enquête récente en France, **plus d'une femme sur cinq (22,6 %) et un homme sur sept (14,5 %) n'est pas strictement hétérosexuel·le**, dans le sens où iels rapportent soit une attirance, soit des pratiques, soit une identité qui n'est pas hétérosexuelle. Cette évolution est davantage marquée chez les femmes de 18 à 29 ans, dont 37,6 % déclarent ne pas être strictement hétérosexuelles¹⁰⁶. D'autres recherches vont dans le même sens, et montrent que les adolescent·es et jeunes adultes marquent une plus grande réflexivité et fluidité que les générations plus âgées en ce qui concerne leur identité de genre¹⁰⁷.

C'est d'autant plus vrai pour les jeunes LGBTQIA+ : 18 % de ceux âgé·es de moins de 25 ans se disent queer, *genderfluid*, non-binaire ou trans¹⁰⁸.

C Des revendications d'égalité de traitement.

Les revendications portées par les personnes LGBTQIA+ concernent **non pas des droits qu'elles demandent en plus, mais des droits qu'elles ont en moins** par rapport aux personnes hétérosexuelles et cisgenres. Il s'agit donc d'obtenir **une égalité de traitement**. En Belgique, cela a par exemple été le cas pour :

- **l'âge de la majorité sexuelle** : jusqu'en 1985, la majorité sexuelle était fixée à 18 ans pour les rapports homosexuels, contre 16 ans pour les rapports hétérosexuels ;
- **le mariage** : d'abord autorisé uniquement aux couples hétérosexuels, puis aux couples homosexuels en 2003 ;
- **l'adoption conjointe** : d'abord autorisée uniquement aux couples hétérosexuels, puis aux couples homosexuels en 2006 ;
- **l'accès à la procréation médicalement assistée (PMA)** : d'abord autorisée uniquement aux femmes en couple hétérosexuel, et étendue en 2007 aux femmes en couple lesbien ou célibataires ;
- **le don du sang** : d'abord interdit pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), et autorisé depuis 2017 uniquement après une période de quatre mois sans rapports sexuels, qu'ils aient ou non eu de nouveaux partenaires pendant cette période (pour les personnes ayant des rapports hétérosexuels, ou entre femmes, le délai de quatre

mois ne s'applique qu'en cas de nouveau/nouvelle partenaire sexuelle) ;

- le remboursement par les mutuelles de certains **soins de santé généraux dits «sexo-spécifiques» (voir ZOOM)**, inaccessible pour les personnes transgenres et intersexes puisqu'il dépend non pas de l'anatomie d'une personne mais de son genre à l'état civil.

Des revendications qui bénéficient à toutes.

Les pratiques et pensées queer ne bénéficient pas seulement aux personnes LGBTQIA+. Elles constituent un **terreau fertile pour déconstruire des normes qui concernent tout le monde**, et qui peuvent impacter chacun·e au-delà de l'identité de genre, du sexe biologique, de l'orientation sexuelle ou de l'expression de genre. Par exemple, **les parentalités queer** offrent des pistes passionnantes pour inventer de nouveaux modèles familiaux où les rôles parentaux sont moins figés et moins inégalitaires et où d'autres adultes prennent une place importante dans l'éducation de l'enfant¹¹⁰. Les **manières multiples d'exprimer son genre** peuvent être **libératrices**, y compris pour les personnes hétérosexuelles et cisgenres. Les luttes contre les mutilations génitales subies par les personnes intersexes soulignent l'importance d'un plus grand respect des **droits et besoins des patient-es** (en ce compris les mineur-es) par le corps médical, en particulier le droit à l'intégrité physique des enfants¹¹¹.

ZOOM : Les soins de santé «sexo-spécifiques»

Actuellement, en Belgique, le remboursement de certains soins de santé par les mutuelles est conditionné au genre de la personne qui en fait la demande. Par exemple, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) n'est remboursée que pour les personnes dont le marqueur de genre à l'état civil est « F » (et donc pas pour les hommes trans ayant fait modifier cette donnée, bien qu'ils puissent avoir un utérus et être enceints). De même, le dépistage du cancer de la prostate n'est pris en charge par la mutuelle que pour les personnes dont le marqueur est « M » (et donc pas pour les femmes trans ayant fait modifier cette donnée, bien qu'elles puissent avoir une prostate). Cette problématique touche en particulier les personnes intersexes et transgenres mais n'épargne pas les personnes cisgenres, par exemple dans le cas des hommes cisgenres à qui un cancer du sein aurait été diagnostiqué. Les marqueurs de genre administratifs ne correspondent donc pas nécessairement à l'anatomie de la personne et à ses besoins en matière de soins de santé¹⁰⁹.



4

« Il existe un lobby woke qui défend la cause LGBTQIA+ » !

Autrement dit :

- Les LGBTQIA+ sont omniprésentes dans les médias, la rue, la politique... On n'entend plus qu'elles !
- Aujourd'hui, c'est la « *cancel culture* » : on ne peut plus rien dire !

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Aujourd'hui ce sont les personnes cisgenres et hétérosexuelles qui sont discriminées. »



Comment se diffuse cette idée ?

L'idée d'un « lobby » organisé qui défendrait unilatéralement des intérêts LGBTQIA+ n'est pas neuve. Dans les années 1950 par exemple, des commentateurs conservateurs étasuniens ont cherché à établir des liens entre le communisme et une « mafia homosexuelle » imaginaire, accusée de mener une guerre culturelle intérieure contre les États-Unis, au bénéfice de l'URSS. Les notions d'« agenda gay », de « lobby homosexuel » apparaissent régulièrement dans les rhétoriques conservatrices, religieuses ou non, opposées aux droits LGBTQIA+¹¹². Plus récemment, ce sont les notions de « **lobby woke** » (voir ZOOM) ou « **lobby trans** »¹¹³ qui ont commencé à être brandies par certains médias et sur les réseaux sociaux. Tout propos ou acte soutenant les personnes LGBTQIA+ est présenté comme une preuve de leur existence. Dans tous les cas, on retrouve l'idée fantasmée d'un groupe structuré de personnes qui manipuleraient l'opinion et les lois dans le but de défendre leurs intérêts personnels.



ZOOM : « Lobby woke », « wokisme » : d'où viennent ces expressions ?

Le terme « *woke* » (traduction littérale : « réveillé-e ») est issu du milieu militant afro-américain et utilisé depuis les années 1960. Il désigne **les personnes issues de minorités ethniques aux États-Unis ayant pris conscience des discriminations subies en raison du racisme systémique, et se mobilisant contre celles-ci**. C'est donc un terme utilisé par les personnes concernées elles-mêmes pour en inciter d'autres à « se réveiller » à leur tour.

L'usage du terme s'est répandu de manière plus large avec le mouvement Black Lives Matter en 2014. Il est depuis lors utilisé par les personnes conscientisées et en lutte contre les discriminations systémiques et croisées touchant en particulier les personnes racisées, les personnes sexisées, les personnes queer.

En Belgique et en France, le terme demeure peu connu et est rarement utilisé par les personnes militantes elles-mêmes. Il a principalement été utilisé **de manière péjorative** par des personnalités de droite ou d'extrême-droite pour désigner les mouvements revendiquant davantage de justice sociale et d'égalité dans la société. Le terme anglophone utilisé en français devient alors un chiffon rouge pour présenter ces luttes comme des importations de l'étranger¹¹⁴. Le néologisme « wokisme » sert également à discréditer ces revendications en les présentant comme une doctrine idéologique unifiée.



Impacts

☞ Ce mythe alimente la méfiance et la crainte vis-à-vis de populations déjà minorisées et stigmatisées, en leur prêtant un pouvoir immense et organisé.

☞ Il efface les différences d'opinions et de vécus, très importantes, qui existent entre les personnes LGBTQIA+ elles-mêmes.



Déconstruction

A Une visibilité qui reste relative.

Comme on l'a déjà vu ci-dessus (→ #5 Luites d'aujourd'hui, 1. « Aujourd'hui tout va bien ! Tout le monde est accepté ! »), la visibilité de la communauté LGBTQIA+ s'est grandement améliorée ces dernières années mais **ne reflète ni la proportion réelle de personnes LGBTQIA+ dans la population, ni les différents groupes** qui composent cette communauté.

B « Le » lobby LGBTQIA+ n'existe pas.

En fait, il existe **une multitude de personnes concernées ou alliées, de collectifs, d'associations, d'organisations**, qui cherchent à lutter contre les discriminations, la stigmatisation, et pour l'égalité des droits. Le sigle LGBTQIA+ regroupant **un grand nombre de réalités différentes**, les personnes qui s'y identifient ont des vécus très différents et ne subissent pas les discriminations à l'identique.



De plus, d'autres facteurs comme l'origine (réelle ou supposée) ou la classe socio-économique ont un poids très important dans le vécu, parfois plus important que le fait d'être LGBTQIA+.

C Il n'y a pas de « *cancel culture* ».

Ces dernières années, de nombreuses personnalités médiatiques se sont insurgées au sujet d'une prétendue « *cancel culture* » (traduction littérale : « culture de l'annulation ») importée des États-Unis, qui rendrait impossible d'aborder certains sujets au risque d'être censuré-e. Ces accusations ont été portées en particulier à l'encontre de l'enseignement supérieur et de la recherche, soupçonnés de promouvoir des idéologies « communautaristes » notamment sur les questions féministes, antiracistes, et queer¹¹⁵.

Suite à ces propos, des articles et enquêtes ont tenté de mesurer l'impact réel d'une « *cancel culture* » dans le milieu académique. Leurs auteurices se sont par exemple penché-es sur les licenciements de professeur-es étasunien-nés s'estimant censuré-es par la *cancel culture*¹¹⁶ ou ont interrogé des chercheuses suédois-es ayant déclaré s'autocensurer dans leur travail¹¹⁷. Dans le premier cas, le nombre de licenciements s'est révélé extrêmement bas et souvent lié à d'autres problématiques (détournement de fonds, harcèlement...). Dans le deuxième, l'étude conclut que les principales causes d'autocensure des chercheuses suédois-es sont le système de financement et l'ingérence politique, très loin devant une supposée *cancel culture* qui apparaît dans moins de 1 % des réponses.

En réalité, **accuser les personnes minorisées de pratiquer la *cancel culture*, c'est souvent inverser la responsabilité.** Qui pratique réellement la censure ? Selon Gisèle Sapiro, sociologue, directrice de recherche au CNRS et directrice d'études à l'EHESS : « il y a un ensemble de pratiques qui viennent de la part de **groupes dominés qui n'avaient pas la**

***parole dans l'espace public* et qui protestent pour faire réparer ou pour s'indigner contre certains abus, certains événements historiques. Cette diversité de pratiques a été dénoncée par le camp dominant qui, lui, occupe la place centrale dans les médias comme une sorte d'atteinte à la liberté d'expression, une volonté de censure. Mais c'est le fait que ces paroles n'aient pas accès à l'espace public, qui est une forme de censure** »¹¹⁸.





5

« Les personnes trans n'ont pas leur place dans les luittes féministes »

Autrement dit :

- Les femmes trans menacent les droits, la sécurité et les possibilités de réussite des femmes cisgenres.
- Les hommes trans ont acquis une place individuelle plus confortable dans la société en transitionnant et ne peuvent donc plus participer aux luittes féministes.
- Les personnes non-binaires nuisent à une grille d'analyse claire des problèmes d'égalité femmes-hommes, et donc aux luittes féministes.

Norme cishétérosexuelle sous-jacente : « Seules les femmes cisgenres sont concernées par les enjeux féministes, mais les luittes des personnes transgenres ne les concernent pas. »



Comment se diffuse cette idée ?

Ce mythe repose sur l'idée que les femmes transgenres n'auraient pas été socialisées comme femmes, c'est-à-dire qu'elles n'auraient pas intériorisé les injonctions faites aux femmes dans la société patriarcale. Elles n'auraient donc pas leur place dans les mouvements féministes. Quant aux hommes transgenres et aux personnes non-binaires AFAB, iels seraient au fond des femmes déçues de leur positionnement subalterne dans la société, qui chercheraient à échapper à leur condition dominée en transitionnant. Iels seraient donc des sortes de « déserteuses », qui ne seraient plus concerné·es par les discriminations et violences vécues par les femmes cisgenres.

Cette idée est aujourd'hui portée par certains groupes féministes, que leurs opposant·es qualifient de « TERF » (voir ZOOM), qui bénéficient du soutien de quelques personnalités très médiatisées. Les groupes

les plus virulents vont jusqu'à soutenir que les femmes trans sont en réalité des hommes cherchant à agresser des femmes cisgenres. Ce courant a obtenu le soutien de militant·es conservateurices à travers le monde, notamment en France, au Royaume-Uni, au Canada, et aux États-Unis¹¹⁹, ce qui a permis une plus grande diffusion de leurs idées bien qu'elles ne soient pas représentatives de la majorité des mouvements féministes¹²⁰.



ZOOM : Les TERF

L'acronyme « TERF » pour *Trans-Exclusionary Radical Feminists* (en français : féministes radicales excluant les personnes trans) a commencé à être utilisé vers la fin des années 2000 pour qualifier les féministes radicales soutenant l'idée que les personnes trans (en particulier les femmes trans) ne devraient pas avoir de place dans les mouvements féministes. Ce terme a été forgé par les opposant·es à cette position. Son usage s'est élargi ces dernières années pour englober toute personne ayant des opinions excluantes vis-à-vis des personnes trans dans le féminisme. Les personnes qui s'en réclament se présentent aussi sous le nom « *gender-critical* » (« critiques du genre » en français). J.K. Rowling, autrice de la série Harry Potter, ou les militantes françaises Marguerite Stern et Dora Moutot, promeuvent aujourd'hui ces idées et perpétuent des stéréotypes haineux vis-à-vis des personnes trans. Elles bénéficient d'une large couverture médiatique.



Impacts

☞ Le courant TERF ou « critique du genre », bien que minoritaire au sein du mouvement féministe, bénéficie d'une large audience car il se nourrit d'idées transphobes présentes dans la société. Les arguments avancés relèvent souvent de mythes vus ci-dessus : il présente les personnes trans comme malades (→ #1 *Le poids des normes*, 1. « Être lesbienne, gay, bi, trans, intersexe..., ce n'est pas normal ! » ; → #3 *Origines de la queerness*, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. » ; → #2 *Sexualités queer*, 1. « Il existe une sexualité queer et elle est dangereuse. ») et alimente les fantasmes autour d'un « lobby » organisé qui défendrait les droits des personnes trans (→ #5 *Luttes d'aujourd'hui*, 4. « Il existe un lobby woke qui défend la cause LGBTQIA+ »). En présentant les personnes transgenres comme une menace, il participe à **légitimer les violences à leur égard, qu'elles soient institutionnelles** (projets de lois pour restreindre leurs droits) **ou interindividuelles** (agressions verbales ou physiques, harcèlement...).

☞ Des groupes conservateurs ont attaqué des associations ou institutions féministes au motif que celles-ci prenaient en compte les besoins des personnes trans, au lieu de se consacrer uniquement aux besoins des femmes cisgenres. En réalité, cela a fait peser **une menace sur les services proposés à toutes les femmes, cisgenres et transgenres**. Par exemple, en France, des partis de droite et d'extrême-droite ont violemment critiqué une campagne du Planning Familial mettant en avant l'accueil des hommes transgenres enceints, pour réclamer la fin de toute subvention de l'ASBL¹²¹. Cela a donc mis en péril tous les services proposés par cette association : accès à l'information, à la contraception, à l'IVG, à un suivi médical, social, psychologique...



Déconstruction

A Les femmes trans ne sont pas dangereuses.

L'idée de la dangerosité supposée des femmes transgenres envers les femmes cisgenres se base sur un très petit nombre de cas surmédiatisés, en particulier celui de Karen White, femme trans ayant agressé des femmes cisgenres dans une prison d'Angleterre. Ce **cas isolé** (qui est le fait d'une personne au profil d'agresseur) continue d'être systématiquement invoqué pour en faire une généralité (« les personnes transgenres sont des prédatrices »),

passant sous silence le fait que les personnes transgenres sont statistiquement bien davantage victimes de violences, qu'autrices de celles-ci¹²².

De manière similaire, la possibilité pour les personnes trans d'avoir accès à des toilettes ou vestiaires correspondant à leur genre est souvent présentée comme augmentant le risque d'agression contre les femmes cisgenres dans ces lieux. Une étude effectuée aux États-Unis à ce sujet n'a pourtant montré **aucune corrélation** entre ces deux phénomènes¹²³.

Les polémiques sur l'accès des personnes trans à ces espaces taisent ce que les recherches montrent depuis longtemps : **la majorité des violences physiques subies par les femmes cisgenres sont le fait de personnes qu'elles connaissent**, tant pour les violences sexuelles que non-sexuelles¹²⁴, **et ont lieu dans l'espace privé.**

B Les personnes trans sont concernées par les luttes féministes.

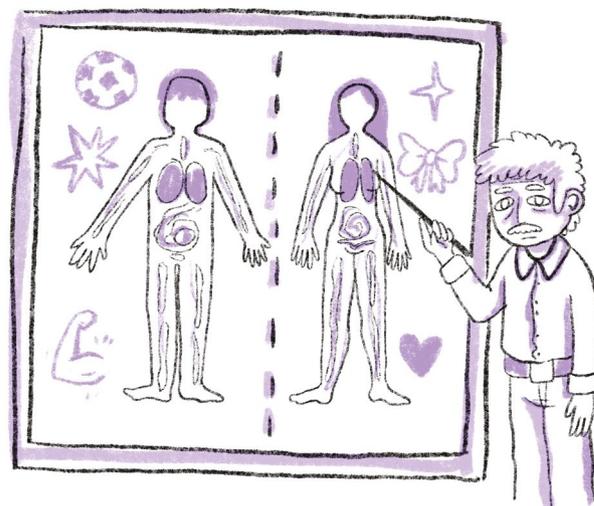
L'idée selon laquelle les personnes trans ne pourraient pas participer aux luttes féministes part du postulat que toutes les femmes cisgenres ont reçu les mêmes messages en grandissant sur ce que la société considère comme acceptable ou non de la part d'une femme, sur ce qui définit la féminité, sur les stéréotypes de genre... Pourtant, **la socialisation de genre est influencée par d'autres facteurs**, comme les stéréotypes et discriminations classistes ou racistes. Ainsi, les injonctions sur ce que l'on doit être en tant que femme ne sont pas les mêmes selon que l'on vient de la classe populaire ou bourgeoise, ou selon que l'on est blanc·he ou noir·e. Le fait même d'établir une division entre personnes cis et trans n'a pas toujours de sens, car les femmes lesbiennes, bisexuelles et pansexuelles transgressent aussi les normes de genre par leur existence même. S'il est illusoire d'imaginer que toutes les femmes cisgenres ont reçu la même socialisation, **il n'existe donc pas une expérience partagée par elles seules dont les femmes trans seraient exclues.**

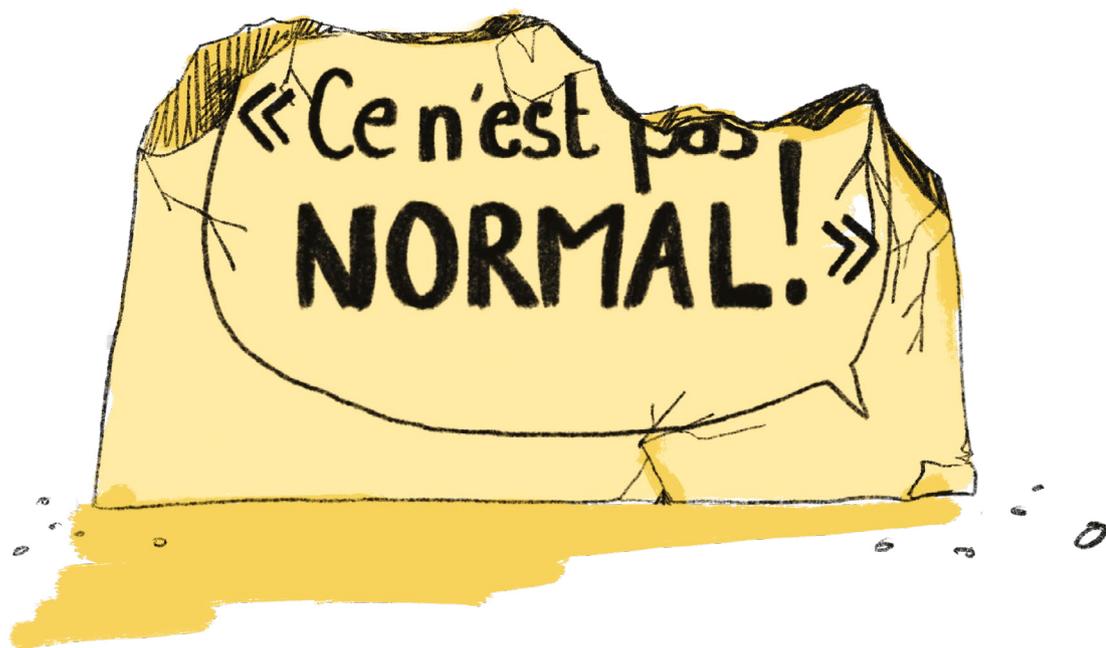




De plus, jusqu'à leur coming out, les personnes trans font un travail émotionnel constant pour ne pas « sortir du cadre » du genre qui leur a été assigné. Les messages normatifs qu'elles reçoivent ne sont pas intégrés comme si elles étaient cisgenres. Les personnes trans s'efforcent de correspondre aux standards attendus du genre qui leur a été assigné à la naissance, mais tout en ne se sentant pas appartenir à ce genre¹²⁵.

Enfin, les luttes des féministes cisgenres et transgenres ne sont pas à opposer. **Beaucoup d'enjeux portés par les personnes transgenres rejoignent des revendications féministes fondamentales**, comme la lutte contre les violences et discriminations sur base du genre (qui touchent aussi bien les personnes cis que trans), l'accès à des soins de santé adéquats, le droit à disposer librement de son corps...





GLOSSAIRE



LGBTQIA+ : lesbiennes, gays, bisexuel·les, trans, queer ou questioning, personnes intersexes, agenes, aromantiques ou asexuelles.

Le + rappelle que cet acronyme est évolutif, et qu'il ne reflète pas la diversité des personnes qui sortent des normes cisgenres et hétérosexuelles.

Ces différents mots sont inclus dans le glossaire ci-dessous.

AFAB/AFAN : acronyme anglophone pour *Assigned Female At Birth* et acronyme francophone pour *Assigné·e Femme À la Naissance*. Ces deux termes sont utilisés comme adjectifs et désignent les personnes auxquelles on a assigné le sexe et genre féminin à la naissance, sur base d'une observation rapide des organes génitaux¹²⁶.

Agene : qui ne s'identifie à aucun genre.

Allié·e : personne qui soutient de manière active une communauté autre que la sienne, tout en laissant cette communauté définir par elle-même ses revendications et besoins (par exemple : « une personne cisgenre, hétérosexuelle et dyadique alliée de la communauté LGBTQIA+ » ; « une lesbienne alliée des personnes trans », etc).

Alloromantique : qui ressent régulièrement de l'attirance romantique envers des personnes.

Allosexuel·le : qui ressent régulièrement de l'attirance sexuelle envers des personnes.

AMAB/AHAN : acronyme anglophone pour *Assigned Male at Birth* et acronyme francophone pour *Assigné·e Homme À la Naissance*. Ces deux termes sont utilisés comme adjectifs et désignent les personnes auxquelles on a assigné le sexe et genre masculin à

la naissance, sur base d'une observation rapide des organes génitaux .

Aromantique : qui ne ressent pas, ou rarement, d'attirance romantique.

Asexuel·le ou ace : qui ne ressent pas, ou rarement, d'attirance sexuelle.

Assigination de genre : processus par lequel un bébé se voit attribuer un genre masculin ou féminin en fonction de l'apparence de ses organes génitaux externes, généralement sur base d'une inspection rapide effectuée par un·e médecin·e ou un·e sage-femme peu de temps après sa naissance¹²⁶.

Attirance romantique ou sexuelle : → Orientation romantique ou sexuelle.

Autodétermination : action de prendre des décisions et de faire des choix par et pour soi-même. Ce principe est issu des mouvements décoloniaux, et a initialement été créé pour revendiquer le droit d'un peuple de choisir librement son statut économique et politique¹²⁷.

Dans un contexte LGBTQIA+, l'autodétermination signifie que chaque personne est la plus à même de déterminer qui elle est, que ce soit au niveau de son identité de genre ou de son orientation romantique, sexuelle, etc¹²⁶.

Biphobie : rejet, peur, haine, méfiance, dégoût, stigmatisation ou mépris envers les personnes et les pratiques bisexuelles. La biphobie peut se manifester à travers des préjugés négatifs, des agressions verbales ou physiques, ou par de la violence psychologique¹²⁶. Si la biphobie a bien ses spécificités, les personnes bisexuelles avec des partenaires du même genre sont souvent perçues comme homosexuelles et subissent aussi de la gayphobie ou de la lesbophobie¹²⁸.

Biromantique : qui éprouve de l'attirance romantique pour plusieurs genres.

Bi-e ou bisexuelle : qui éprouve de l'attirance sexuelle pour plusieurs genres.

Bloqueurs ou inhibiteurs de puberté : médicaments hormonaux utilisés pour retarder la survenue des changements physiques à la puberté. Ils permettent de prendre le temps de la réflexion pour les mineur-es en questionnement de genre.

Cisgenre : adjectif qui désigne une personne dont l'identité de genre correspond à celle qui lui a été assignée à la naissance.

Cishétéronormativité (adjectif : cishétéronormatif) : ensemble des normes qui font apparaître l'hétérosexualité et la cisidentité comme des références « par défaut », naturelles et supérieures. Elle entraîne une discrimination des personnes LGBTQIA+ qui sortent de ces normes.

Cishétéro ou cishétérosexuelle : à la fois cisgenre et hétérosexuelle.

Cisidentité : identité de genre correspondant à celle assignée à la naissance.

Coming out et « être out » : fait d'annoncer son orientation sexuelle, son identité de genre et/ou son intersexuation à son entourage. Un coming out se fait généralement en plusieurs temps et continue toute une vie : on continue de devoir le faire aux nouvelles personnes que l'on rencontre qui vont, généralement, supposer qu'on est cisgenre, hétérosexuelle et dyadique¹²⁶.

On parle aussi aujourd'hui de *coming in*¹²⁹ pour désigner le processus par lequel une personne va prendre conscience de sa propre homosexualité, bisexualité, transidentité ou intersexuation.

Dyadique ou endosex : se dit d'une personne dont

les caractéristiques physiques, chromosomiques et hormonales correspondent aux définitions binaires des corps mâles ou femelles. Les personnes dyadiques sont des personnes non-intersexes¹³⁰.

Dysphorie de genre : terme apparu dans le champ de la psychiatrie, qui désigne une détresse mentale générée par une inadéquation entre le genre assigné à la naissance et l'identité de genre.

Expression de genre : manifestations physiques et comportementales extérieures, conscientes ou non, du genre d'une personne : habillement, coiffure, maquillage, démarche, gestuelle, voix, pilosité, musculature, etc. L'expression de genre peut être androgyne, féminine, masculine...

Gay : se dit d'un homme qui a une attirance romantique et/ou sexuelle pour les hommes ; certaines personnes non-binaires se retrouvent aussi dans ce terme.

Genderfluid : se dit d'une personne dont l'identité et/ou l'expression de genre varient au cours du temps.

Hétéroromantique : qui éprouve de l'attirance romantique pour un seul genre, autre que le sien.

Hétéro ou hétérosexuelle : qui éprouve de l'attirance sexuelle pour un seul genre, autre que le sien.

Homophobie : rejet, peur, haine, méfiance, dégoût, stigmatisation ou mépris envers les personnes et les pratiques homosexuelles. L'homophobie peut se manifester à travers des préjugés négatifs, des agressions verbales ou physiques, ou par de la violence psychologique¹²⁶.

Homoromantique : qui éprouve de l'attirance romantique pour un seul genre, identique au sien.

Homo ou homosexuelle : qui éprouve de l'attirance sexuelle pour un seul genre, identique au sien.



Identité de genre : genre ressenti, vécu d'une personne par rapport à son identité. Par exemple : femme, homme, agendre, non-binaire...

Interphobie ou intersexophobie : rejet, peur, haine, méfiance, dégoût, stigmatisation ou mépris envers les personnes intersexuées et les intersexuations. L'interphobie peut se manifester à travers des préjugés négatifs, des agressions verbales ou physiques, ou par de la violence psychologique¹²⁶.

Intersexuation : série de variations saines chez les personnes dont les caractéristiques sexuées ne correspondent pas exactement à la catégorisation arbitraire binaire mâle/femelle, que ce soit au niveau des parties génitales, des hormones, des chromosomes ou des caractéristiques sexuelles secondaires (pilosité, répartition de la graisse, etc)¹²⁶. On parle de personnes intersexes ou personnes intersexuées.

Lesbienne : se dit d'une femme ayant une attirance romantique et/ou sexuelle pour les femmes ; des personnes non-binaires se retrouvent aussi dans ce terme.

Lesbophobie : rejet, peur, haine, méfiance, dégoût, stigmatisation ou mépris envers les personnes et les pratiques lesbiennes. La lesbophobie peut se manifester à travers des préjugés négatifs, des agressions verbales ou physiques, ou par de la violence psychologique. Elle est souvent empreinte d'autres oppressions subies par les femmes, notamment le sexisme et la misogynie¹²⁶.

LGBT-friendly : se dit d'une personne, d'un lieu ou d'une structure qui se montre tolérante envers les personnes LGBTQIA+, sans être directement concernée.

Non-binarité : identité de genre qui ne se limite pas aux catégories binaires traditionnelles « homme » ou « femme ». Les personnes non-binaires peuvent se

sentir à la fois masculines et féminines, ni masculines ni féminines, ou avoir un rapport au genre qui ne relève pas du spectre masculin/féminin¹²⁶.

Orientation romantique ou attirance romantique : sentiments romantiques et amoureux qu'une personne éprouve envers des personnes d'un même genre qu'elle (→ homoromantique), d'un autre genre qu'elle (→ hétéroromantique), de plusieurs genres (→ biromantique, panromantique) ou d'aucun (→ aromantique)¹²⁶.

Orientation sexuelle ou attirance sexuelle : désir physique, attirance érotique qu'une personne éprouve envers des personnes d'un même genre qu'elle (→ homosexuelle), d'un autre genre qu'elle (→ hétérosexuelle), de plusieurs genres (→ bisexuelle, pansexuelle) ou d'aucun (→ asexuelle)¹²⁶.

Out : → Coming out

Panromantique : qui éprouve de l'attirance romantique indépendamment du genre.

Pansexuel·le : qui éprouve de l'attirance sexuelle indépendamment du genre.

Point de confort : ensemble des caractéristiques mentales, comportementales, vestimentaires ou corporelles qui favorisent le sentiment de bien-être par rapport à son identité de genre¹³¹.

Pratique de conversion : ensemble de pratiques visant à transformer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, et prétendant changer une personne gay, lesbienne ou bisexuelle en une personne hétérosexuelle, ou une personne trans en une personne cisgenre. (→ #3 Origines de la queerness, 1. « Les personnes LGBTQIA+ ne vont pas bien. » - ZOOM).

Queer : insulte anglophone (traduction littérale : bizarre, étrange) que des personnes sortant des

normes hétérosexuelles et cisgenres se sont réappropriées dans une démarche fière et militante à partir des années 1980, pour revendiquer leur refus de ces normes. Aujourd'hui, le terme s'est largement répandu, si bien que son origine politique est parfois méconnue.

Il est parfois simplement utilisé comme synonyme de « LGBTQIA+ » ; c'est le cas dans ce texte, pour plus de facilité de lecture. Mais sa connotation politique et militante reste très importante pour une partie des personnes et groupes qui s'en revendiquent.

Queerness : fait de ne pas se conformer aux normes cishétérosexuelles (→ Queer).

Questioning : qui est en exploration de son identité de genre et/ou de ses attirances sexuelles/romantiques.

Racisée : se dit d'une personne subissant structurellement le racisme.

Sexisée : se dit d'une personne subissant structurellement le sexisme.

Soins transspécifiques : soins spécifiques pour les personnes trans dans le cadre d'une transition de genre, par exemple des consultations, traitements hormonaux ou interventions chirurgicales.

Transfem ou transféminin-e : adjectif qui désigne les personnes qui n'ont pas été assignées femmes à la naissance et dont l'identité de genre est partiellement ou entièrement féminine. Cela inclut les femmes trans et d'autres personnes trans non-AFAB dont le genre est féminin d'une manière ou d'une autre¹³².

Trans ou transgenre : adjectif qui désigne une personne dont l'identité de genre diffère de celle qui lui a été assignée à la naissance.

Transidentité : identité de genre qui diffère de celle assignée à la naissance.

Transinclusif : inclusif envers les personnes trans. Par exemple : féminisme transinclusif.

Transition sociale : changement de la manière dont on exprime son genre vis-à-vis des autres. Cela peut se traduire par l'utilisation d'un nouveau prénom, de nouveaux pronoms, un changement dans l'apparence, ou autre.

Transmasc ou transmasculin-e : adjectif qui désigne les personnes qui n'ont pas été assignées hommes à la naissance et dont l'identité de genre est partiellement ou entièrement masculine. Cela inclut les hommes trans et les personnes trans non-AMAB dont le genre est masculin d'une manière ou d'une autre¹³³.

Transphobie : rejet, peur, haine, méfiance, dégoût, stigmatisation envers les personnes trans, ou les personnes cis qui expriment un genre perçu comme non-conforme. La transphobie peut se manifester à travers des préjugés négatifs, des agressions verbales ou physiques, ou par de la violence psychologique¹³⁴.

Sources

¹ « Effective debunking », consulté le 5/12/2024, <https://mediasmarts.ca/digital-media-literacy/digital-issues/authenticating-information/ethics-sharing-information-online/effective-debunking>

² ILGA World, « Laws on Us : un nouveau rapport global dresse la carte de l'opposition acharnée et des progrès accomplis sur les droits humains des personnes LGBTI », 30/05/2024, <https://ilga.org/fr/news/laws-on-us-rapport-lois-droits-lgbti/>

³ Encyclopédie multimédia de la Shoah, « Les homosexuels sous le régime nazi », consulté le 2/10/24, <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/gay-men-under-the-nazi-regime>

⁴ Adrienne Rich, « La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne » [1980], in *La contrainte à l'hétérosexualité et autres essais*, éd. Mamamélis-Nouvelles Questions Féministes, 2010

⁵ Organisation Mondiale de la Santé, « Définition – santé sexuelle », consulté le 2/10/2024, <https://www.who.int/fr/health-topics/sexual-health>

⁶ Kamau Muiga, « L'homophobie africaine et les racines coloniales du conservatisme africain », 20/06/2019, <https://www.ritimo.org/L-homophobie-africaine-et-les-racines-coloniales-du-conservatisme-africain>

⁷ Alfred Kinsey et autres, *Le Comportement sexuel de l'homme*, éd. du Pavois, 1948 ; *Le Comportement sexuel de la femme*, éd. Amiot-Dumont, 1954

⁸ Lorraine Daston, *Contre-Nature*, éd. Markus Haller, 2024

⁹ Eliot Schrefer, « Queer animals are everywhere. Science is finally catching on », *The Washington Post*, 30/06/2022, <https://www.washingtonpost.com/magazine/2022/06/30/queer-animals-are-everywhere-science-is-finally-catching/>

¹⁰ Robin Tutenges, « L'homosexualité existe-t-elle chez les animaux ? », *Slate.fr*, 3/10/2022, <https://www.slate.fr/societe/lexplication/79-homosexualite-existe-t-elle-chez-animaux-nature-avantage-survie>

¹¹ Pour aller plus loin, voir Leonor Palmeira, Camille Pier, *La Nature contre-nature (tout contre)*, éd. L'arbre

de Diane, 2016 ; et le documentaire *Queerying Nature* d'Aline Magrez et Leonor Palmeira, 2023, *Les Films de la Passerelle*, Belgique.

¹² Définition de Kathleen sur <https://intersexbelgium.be/>

¹³ <https://cia-oiifrance.org/kit-medias/>

¹⁴ Hauts-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations-Unies, « Note d'information : violations des droits humains contre les personnes intersexes », 24/10/2019, <https://www.ohchr.org/fr/documents/tools-and-resources/background-note-human-rights-violations-against-intersex-people>

¹⁵ <https://cia-oiifrance.org/kit-medias/>

¹⁶ Philippe Testard-Vaillant, « Combien y-a-t-il de sexes ? », *Le Journal du CNRS*, 2/08/2016, <https://lejournald.cnrs.fr/articles/combien-y-a-t-il-de-sexes>

¹⁷ Rachel Mulot, « Réguler les athlètes sur leur taux de testostérone ne relève d'aucune preuve scientifique », *Sciences et Avenir*, 26/06/2019, https://www.sciencesetavenir.fr/sante/sexualite/katrina-karkazis-et-pierre-jean-vazel-reguler-les-athletes-sur-leur-taux-de-testosterone-ne-releve-d-aucune-preuve-scientifique_134862

¹⁸ Pablo Maillé, « Sport : et si on abolissait les catégories hommes-femmes ? », *Usbek & Rica*, 23/02/2024, <https://usbeketrica.com/fr/article/sport-et-si-on-abolissait-les-categories-hommes-femmes>

¹⁹ Emmanuelle Bribosia et autres, « Une nouvelle loi pour les personnes transgenres en Belgique », *Journal des Tribunaux*, n°6724, 2018

²⁰ <https://dictionary.cambridge.org/dictionary/english/gatekeeping>

²¹ Genres Pluriels ASBL, *Trans Genres/Identités Plurielle-s*, 2024, <https://www.genrespluriels.be/Brochure-d-information-Trans-de-GPs>

²² Genres Pluriels ASBL, 2024, déjà cité.

²³ Genres Pluriels ASBL, « Atteindre son point de confort ? », 8/09/2018, <https://www.genrespluriels.be/Atteindre-son-point-de-confort>

²⁴ Christopher J. Kuhner et autres, « Demographic and temporal trends in transgender identities and

gender confirming surgery », *Transnational Andrology and Urology*, 27/06/2019, <https://doi.org/10.21037/tau.2019.04.09>

²⁵ Jacques Marquet, « Evolution et déterminants des modèles familiaux », consulté le 11/11/2024, <https://sites.uclouvain.be/actualites/1marquet.pdf>

²⁶ Brigitte Annezo, « La famille contemporaine, quelle histoire ! », *Vie sociale et traitements*, n°111(3), 2011, <https://doi.org/10.3917/vst.111.0125>

²⁷ Sylvie Tissot, *Gayfriendly : acceptation et contrôle de l'homosexualité à Paris et New York*, éd. Raisons d'Agir, 2018

²⁸ Gabrielle Richard, *Faire famille autrement*, éd. Binge Audio, coll. Sur la Table, 2022

²⁹ Bibliothèque Nationale de France, « La structure familiale », BNF – *Les Essentiels*, consulté le 5/11/2024, <https://essentiels.bnf.fr/fr/histoire/moyen-age/ec30294b-fa8d-4bb4-b74e-0475b6dcbbc20-enfant-moyen-age/article/d5ca194f-cd26-4411-bad2-42434ad5977b-structure-familiale>

³⁰ Martine Gross, « L'homoparentalité et la transparence au prisme des sciences sociales : révolution ou pluralisation des formes de parenté ? », *Enfances Familles Générations*, n°23, 2015, <http://journals.openedition.org/efg/287>

³¹ Laura Merla, Jonathan Dedonder, Cirfase, « Configurations familiales post-divorce/séparation en FWB : Le point de vue des adolescent-e-s », *UC Louvain*, 15/11/2019, <https://uclouvain.be/fr/cirfase/configurations-familiales-post-divorce-separation-en-fwb-le-point-de-vue-des-adolescent-e-s>

³² L'article de Martine Gross déjà cité présente de très nombreuses études réalisées, et sert de base à ce paragraphe.

³³ Susan Imrie et autres, « Children with Trans Parents : Parent-Child Relationship Quality and Psychological Well-being », *Parenting: Science and Practice*, 2020, <https://www.doi.org/10.1080/15295192.2020.1792194> ; et Rebecca L. Stotzer et autres, « Transgender parenting : a review of existing research », 2014, <https://williamsinstitute.law.ucla.edu/wp-content/uploads/Trans-Parenting-Review-Oct-2014.pdf>

³⁴ Coraline Delebarre, Clotilde Genon, « L'impact

de l'homophobie sur la santé des jeunes homosexuelles », *Cahiers de l'action*, n° 40(3), 2013, <https://doi.org/10.3917/cact.040.0027>

³⁵ Chacha Henriquez (coord.), *Sexualités et dissidences queers*, éd. du Remue-Ménage, 2024

³⁶ Sciensano, « Surveillance des IST – situation épidémiologique au 31/12/2023 », 2024, https://www.sciensano.be/sites/default/files/sti_2023_fr_final.pdf

³⁷ Fiona Moghaddam, Cécile de Kervasdoué, « Quand des intellectuels français défendaient la pédophilie », *Info – France Culture*, 3/01/2020, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/quand-des-intellectuels-francais-defendaient-la-pedophilie-2026242>

³⁸ Pornhub, « The 2022 Year in Review », consulté le 9/11/24, <https://www.pornhub.com/insights/2022-year-in-review>

³⁹ Coraline Delebarre, Clotilde Genon, 2013, déjà cité.

⁴⁰ Malachi Willis et autres, « Are Women's Orgasms Hindered by Phallocentric Imperatives ? », *Archives of Sexual Behavior*, vol.47, 2018, <https://doi.org/10.1007/s10508-018-1149-z>

⁴¹ Sonia Lech et autres, « Depressive symptoms among individuals identifying as asexual : a cross-sectional study », *Scientific Reports*, vol.14, 12/07/2024, <https://doi.org/10.1038/s41598-024-66900-6>

⁴² Agnès Giard, « Freud était-il homophobe ? », *Liberation.fr*, 2019, https://www.liberation.fr/debats/2019/03/27/freud-etait-il-homophobe_1811245/

⁴³ Pour plus d'exemples de l'histoire du cinéma, voir le documentaire réalisé par Rob Epstein et Jeffrey Friedman, *The Celluloid Closet* (1995)

⁴⁴ Paul Verdeau, « 'Girl', un film qui donne le blues aux trans », *RTBF Actus*, 17/10/2018, <https://www.rtb.be/article/girl-un-film-qui-donne-le-blues-aux-trans-10047271>

⁴⁵ Pour une analyse des médias en Belgique, voir Média Animation ASBL, *LGBTphobies, médias et société*, 2022, https://media-animation.be/IMG/pdf/media_animation_-_prisme_-_rtbf_-_lgbtphobies_medias_societe_-_2022_-_ok.pdf

⁴⁶ Haut-Commissariat des Nations-Unies aux Droits de

l'Homme, « Les « thérapies de conversion » peuvent être assimilées à des actes de torture et devraient être interdites, déclare un expert de l'ONU », 13/07/2020, <https://www.ohchr.org/fr/stories/2020/07/conversion-therapy-can-amount-torture-and-should-be-banned-says-un-expert>

⁴⁷ The Trevor project, 2023 U.S. National Survey on the Mental Health of LGBTQ Young People, 2023, <https://www.thetrevorproject.org/survey-2023/#conversion-therapy>

⁴⁸ Martin Blais et autres, « Sexual orientation and gender identity and expression conversion exposure and their correlates among LGBTQI2+ persons in Québec, Canada », *PLOS ONE*, 2022, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0265580>

⁴⁹ Asher et Lyric Fergusson, « The 203 Worst (& Safest) Countries for LGBTQ+ Travel in 2023 », <https://www.asherfergusson.com/lgbtq-travel-safety/>

⁵⁰ Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation, « Rien à guérir », 2023, <https://www.cpcp.be/wp-content/uploads/2023/12/brochure-conversion-A5-IMP.pdf>

⁵¹ Amnesty International Belgique et SOS Viol, « Sondage sur le viol : chiffres 2020 », <https://www.amnesty.be/campagne/droits-femmes/viol/article/sondage-viol-chiffres-2020>

⁵² Ilan Meyer, « Minority Stress and Mental Health in Gay Men », *Journal of Health and Social Behavior*, vol. 36(1), 1995

⁵³ Dr Maxence Ouafik, « La santé des personnes LGBTI: approche syndémique des disparités de santé dans la communauté LGBTI », présentation disponible sur <https://ensembleautrement.be/> (site de la Maison Arc-en-Ciel de Verviers)

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ Peggy Sastre, « Les hommes gays et bisexuels sont en meilleure santé mentale dans les pays les plus tolérants », *Slate*, 2021, <https://www.slate.fr/story/219024/hommes-gays-bisexuels-meilleure-sante-mentale-pays-tolerants>

⁵⁶ Commission Européenne – Health4LGBTI, « State-of-the-art study focusing on the health inequalities faced by LGBTI people », 2017, [\[ec.europa.eu/system/files/2020-02/stateofart_report_en_0.pdf\]\(https://ec.europa.eu/system/files/2020-02/stateofart_report_en_0.pdf\)](https://health.</p></div><div data-bbox=)

⁵⁷ Julia Temple Newhook et autres, « Teach your parents and providers well : Call for refocus on the health of trans and gender-diverse children », *Canadian Family Physician* 64(5), 2018, <https://www.cfp.ca/content/64/5/332>

⁵⁸ The brain charity, « LGBTQIA+ and neurodiversity: the links between neurodivergence and being LGBTQ+ », 2022, <https://www.thebraincharity.org.uk/lgbtqia-neurodiversity-neurodivergent-lgbtq/>

⁵⁹ SOS Homophobie, « Rapport sur les LGBTIphobies », 2024, https://ressource.sos-homophobie.org/Rapports_annuels/Rapport_LGBTIphobies_2024.pdf et https://www.instagram.com/observatoire_lesbophobie/

⁶⁰ Lucien-Lee C. Strauss, Devin Fava, « The Assumed Relationship Between Asexuality and Trauma », https://www.stvincent.edu/assets/docs/academic-conference/academic-conference-201/PS_Lucian%20Strauss%20Asexuality%20and%20Trauma.pdf

⁶¹ Alexandra Brozowski et autres, « A test of the investment model among asexual individuals : The moderating role of attachment orientation », *Frontiers in Psychology*, vol.13, 2022, <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2022.912978>

⁶² Nancy J. Knauer, « Homosexuality as Contagion: From the Well of Loneliness to the Boy Scouts », *Hofstra Law Review*, vol. 29 (2), 2000, <https://scholarlycommons.law.hofstra.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2118&context=hlr>

⁶³ https://en.wikipedia.org/wiki/Section_28

⁶⁴ American Library Association, « Censorship by the numbers », 2024, <https://www.ala.org/bbooks/censorship-numbers>

⁶⁵ Fanny Declercq, « Derrière les anti-Evras, une panique morale anti-genre », *Le Soir*, 18/09/2023, <https://www.lesoir.be/537861/article/2023-09-18/derriere-les-anti-evras-une-panique-morale-anti-genre>

⁶⁶ Samantha Riedel, « A New Florida Bill Proposes Expanding "Don't Say Gay" to the Workplace », *Them*,

22/11/2023, <https://www.them.us/story/florida-bill-proposes-expanding-dont-say-gay-workplace>

⁶⁷ Voir les chapitres « Jouer à la poupée ne 'rend' pas gay » et « Le rose, c'est aussi pour les garçons » dans Aurélia Blanc, *Tu seras un homme féministe, mon fils!*, éd. Marabout, 2024

⁶⁸ American Psychological Association, « APA resolution on Sexual Orientation change Efforts », 2021, <https://www.apa.org/about/policy/resolution-sexual-orientation-change-efforts.pdf>

⁶⁹ Walter Schumm, Duane Crawford, « Scientific Consensus on Whether LGBTQ Parents Are More Likely (or Not) to Have LGBTQ Children : An Analysis of 72 Social Science Reviews of the Literature Published Between 2001 and 2017 », *Journal of International Women's Studies*, vol.20 (7), 2019, <https://vc.bridgew.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2154&context=jjws>

⁷⁰ Conseil de l'Europe, « La sexualité », <https://www.coe.int/fr/web/gender-matters/sexuality>

⁷¹ Steve Brown, « Homophobic politician claims he didn't see a gay person until he was 50 – despite having a gay brother », *Attitude*, 23/01/2019, <https://www.attitude.co.uk/news/world/homophobic-politician-claims-he-didnt-see-a-gay-person-until-he-was-50-despite-having-a-gay-brother-298075/>

⁷² <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/mode/51911>

⁷³ Voir le film documentaire de Sébastien Lifshitz, *Les Invisibles*, 2012

⁷⁴ Lisa Littman, « Correction : Parent reports of adolescents and young adults perceived to show signs of a rapid onset of gender dysphoria », *PLOS ONE*, 19/03/2019, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0214157>

⁷⁵ Timmy Broderick, « Evidence Undermines 'Rapid Onset Gender Dysphoria' Claims », *Scientific American*, 24/08/2023, <https://www.scientificamerican.com/article/evidence-undermines-rapid-onset-gender-dysphoria-claims/>

⁷⁶ Claire Vandendriessche, « Contre l'interdiction des transitions médicales des mineurs », *Blog Mediapart*, 8/05/2024, <https://blogs.mediapart.fr/claire-vandendriessche/blog/080524/contre-linterdiction->

[des-transitions-medicales-des-mineurs](#)

⁷⁷ Julia Serano, « Transgender Agendas, Social Contagion, Peer Pressure, and Prevalence », *Medium.com*, 27/11/2017, <https://juliaserano.medium.com/transgender-agendas-social-contagion-peer-pressure-and-prevalence-c3694d11ed24>

⁷⁸ Valeria P. Bustos et autres, « Regret after Gender-affirmation Surgery : A Systematic Review and Meta-analysis of Prevalence », *Plastic Reconstruction Surgery Global Open*, 19/03/2021, <https://doi.org/10.1097/GOX.0000000000003477>

⁷⁹ Annie Pullen Sansfaçon et autres, « A nuanced look into youth journeys of gender transition and detransition », *Infant and Child Development*, 17/01/2023, <https://doi.org/10.1002/icd.2402>

⁸⁰ Asher et Lyric Fergusson, 2023, déjà cité.

⁸¹ Jamie Ballard, « Millennials are more open to a bisexual partner than older generations - but not by much », *YouGov.us*, 20/06/2029, <https://today.yougov.com/society/articles/23915-LGBTQ-dating-bisexual-trans-poll-2019>

⁸² Génération Y : les personnes nées entre le début des années 1980 et la fin des années 1990

⁸³ Génération X : les personnes nées entre le début des années 1960 et la fin des années 1970

⁸⁴ Baby boomers : les personnes nées entre 1946 et le début des années 1960.

⁸⁵ « Bi-gnorance : America's Misconceptions About Bisexuality », *Pure Journal*, 10/10/2023, <https://pure.app/content/en/journal/bi-gnorance-america>

⁸⁶ Laure Dasinieres, « Biphobie, des stéréotypes aux conséquences psychologiques », *Slate*, 23/07/2020, <https://www.slate.fr/story/192993/biphobie-stereotypes-genre-consequences-psychologiques-violences-anxiete-depression-suicide>

⁸⁷ Élisabeth Centis, Émilie Salabelle, « Être gay à Paris ou à la campagne, pas la même histoire », *Slate*, 26/09/2018, <https://www.slate.fr/story/167663/ni-vu-ni-connu-etre-gay-en-milieu-rural-campagnes-villes>

⁸⁸ Manel Hamrouni, « Sexualité, religion et ethnicité : les LGBTQIA+ d'origine maghrébine en Belgique », *RTBF - Les Grenades*, 30/09/2022, <https://www.rtbf>

[be/article/sexualite-religion-et-ethnecite-les-lgbtqia-d-origine-maghrebine-en-belgique-11076697](https://www.alterstice.be/article/sexualite-religion-et-ethnecite-les-lgbtqia-d-origine-maghrebine-en-belgique-11076697)

⁸⁹ Habib El-Hage et Edward Jin Lee, « LGBTQ racisés : frontières identitaires et barrières structurelles », *Alterstices*, 2016, <https://www.erudit.org/fr/revues/alterstice/2016-v6-n2-alterstice03141/1040629ar>

⁹⁰ « Une étude sur les homos handicapés, 'minorité dans la minorité' », *Têtu*, 9/11/2011, <https://www.adheos.org/une-etude-sur-les-homos-handicapes-minorite-dans-la-minorite>

⁹¹ Pour des témoignages issus du milieu rural, voir par exemple : Coordination Européenne Via Campesina, « Embrasser la diversité rurale : genre et sexualités dans le monde paysan », 2022, <https://www.eurovia.org/wp-content/uploads/2022/09/fanzine-fr.pdf>

⁹² Spencer Macnaughton, « Religious trauma still haunts millions of LGBTQ Americans », *NBC News*, 28/01/2024, <https://www.nbcnews.com/nbc-out/out-health-and-wellness/millions-lgbtq-americans-religious-trauma-psychiatrists-want-help-rcna135728>.

Plus près de nous, en France, des personnes ont participé, enfants, aux manifestations contre le mariage homosexuel en 2012-2013 et se sont depuis découvertes LGBTQIA+ . Elles témoignent de la souffrance vécue a posteriori, et de la dissonance entre des souvenirs de moments communautaires joyeux, qui promouvaient en réalité leur propre exclusion. Voir le podcast de Nouvelles Écoutes, « Au nom du fils », <https://nouvellesecoutes.fr/podcast/au-nom-du-fils>

⁹³ Communiqué de presse d'Unia, 16/05/2024, <https://www.unia.be/fr/articles/augmentation-dossiers-lgbti-en-2023>

⁹⁴ Agence des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne, « LGBTIQ Equality at a crossroads – Progress and Challenges », 2024, https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2024-lgbtiq-equality_en.pdf ; données belges : https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/lgbtiq_survey-2024-country_sheet-belgium.pdf

⁹⁵ Thomas E. Ford, Kyle Richardson, Whitney Petit, « Disparagement humor and prejudice : Contemporary theory and research », *Humor –*

International Journal of Humor Research, 28(2), 2015, <https://doi.org/10.1515/humor-2015-0017>

⁹⁶ Ipsos, « LGBTQ+ Pride 2023 », 2023, <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2023-06/Ipsos%20Enqu%C3%AAte%20LGBT%2B%20Pride%202023%20Globale.pdf>

⁹⁷ GLAAD Media Institute, « Where we are on TV, 2023-2024 », 2024, <https://glaad.org/whereweareontv23/>

⁹⁸ AFP avec RTBF Culture, « À Hollywood, les films avec des personnages LGBTQ sont en baisse », *RTBF Actus – Cinéma*, 22/09/2024, <https://www.rtbef.be/article/a-hollywood-les-films-avec-des-personnages-lgbtq-sont-en-baisse-11437060>

⁹⁹ GLAAD, « 2024 Studio Responsibility Index – The Vito Russo test », 2024, <https://glaad.org/sri/2024/vito-russo-test/>

¹⁰⁰ Sylvie Tissot, 2018, déjà cité.

¹⁰¹ <https://database.ilga.org/criminalisation-consensual-same-sex-sexual-acts>
¹⁰² <https://atlasnienawisci.pl>

¹⁰³ ILGA Europe, « Hungary rolls back legal protections, puts trans and intersex people at risk », 19/05/2020, <https://www.ilga-europe.org/press-release/hungary-rolls-back-legal-protections-puts-trans-intersex-people-at-risk/>

¹⁰⁴ Human Dignity Trust, « A history of LGBT criminalisation », 27/08/2024, <https://www.humandignitytrust.org/lgbt-the-law/a-history-of-criminalisation>

¹⁰⁵ ILGA World, « The impact of colonial legacies in the lives of LGBTI+ and other ancestral sexual and gender diverse persons », 2023, <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/cfi-subm/2308/subm-colonialism-sexual-orientation-cso-ilga-world-joint-submission-input-2.pdf>

¹⁰⁶ Inserm-ANRS-MIE, chapitre « La diversité des orientations sexuelles », *Premiers résultats de l'enquête Contexte des Sexualités en France – 2023*, 2024, https://presse.inserm.fr/wp-content/uploads/2024/11/rapp_CSF_web.pdf

¹⁰⁷ Arnaud Alessandrin, « Les adolescents et les jeunes adultes face à leur identité de genre », *The Conversation*, 27/11/2023, <https://theconversation>.

[com/les-adolescents-et-les-jeunes-adultes-face-a-leur-identite-de-genre-215752](https://www.lesbianfr.com/les-adolescents-et-les-jeunes-adultes-face-a-leur-identite-de-genre-215752)

¹⁰⁸ RTBF avec AFP, « Les Gen Z sont-ils vraiment les visages de la génération 'genderfluid' ? », *RTBF Actus – Santé Mentale*, 8/03/2022, <https://www.rtbef.be/article/les-gen-z-sont-ils-vraiment-les-visages-de-la-generation-genderfluid-10949650>

¹⁰⁹ Genres Pluriels, « Revendications pour l'élection 2024 – Focus remboursement des soins de santé pour les personnes transgenres », 15/05/2024, <https://www.genrespluriels.be/Revendications-pour-l-election-2024-Focus-remboursement-des-soins-de-sante-pour>

¹¹⁰ Gabrielle Richard, 2022, *déjà cité*.

¹¹¹ « Intersexuation : mutilations condamnées – Communiqué de presse », 28/03/2023, <http://rainbowhouse.be/fr/article/intersexuation-mutilations-comdamnees-communique-presse>

¹¹² https://en.wikipedia.org/wiki/Gay_agenda

¹¹³ Perrine Bontemps et Victor Mottin, « Complotisme et transphobie : l'alliance des haines », *La Déferlante*, n°13, 2/02/2024, <https://revueladeferlante.fr/complotisme-et-transphobie-lalliance-des-haines>

¹¹⁴ « Qu'est-ce que la pensée « woke » ? Quatre questions pour comprendre le terme et les débats qui l'entourent », *Les décodeurs – Le Monde*, 23/09/2021, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/09/23/quatre-questions-pour-cerner-les-debats-autour-du-terme-woke_6095681_4355770.html

¹¹⁵ Par exemple en Belgique, voir : Celine Bouckaert, « Un groupe d'académiciens lance un point de contact pour signaler les « incidents woke », *Le Vif*, 26/01/2023, <https://www.levif.be/societe/un-groupe-dacademiciens-lancent-un-point-de-contact-pour-signaler-les-incidents-woke>

¹¹⁶ Renaud Maes, « La « cancel culture » à l'assaut du débat public », *La Revue Nouvelle*, Juin 2021, <https://revuenouvelle.be/la-cancel-culture-a-l-assaut-du-debat-public>

¹¹⁷ Anne-Françoise Hivert, « En Suède, le mythe de la « cancel culture » dans les universités », *Le Monde*, 16/05/2024, <https://www.lemonde.fr/international/>

[article/2024/05/16/en-suede-le-mythe-de-la-cancel-culture-dans-les-universites_6233678_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2024/05/16/en-suede-le-mythe-de-la-cancel-culture-dans-les-universites_6233678_3210.html)

¹¹⁸ « Les dangers de la cancel culture », podcast *Zoom Zoom Zen – France Inter*, 17/11/2022, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-jeudi-17-novembre-2022-9858232>

¹¹⁹ Perrine Bontemps et Victor Mottin, 2024, *déjà cité*.

¹²⁰ Sur la question de l'alliance avec des mouvements conservateurs, voir la vidéo documentaire « Comment la droite réactionnaire construit une «question trans» ? » sur la chaîne YouTube de XY Media (1/07/2022) : <https://toutesdesfemmes.fr/ressources/comment-la-droite-reactionnaire-construit-une-question-trans>

¹²¹ « Le Planning familial s'alarme des appels à couper ses subventions », *20 Minutes*, 9/11/23, <https://www.20minutes.fr/societe/4061567-20231109-planning-familial-alarme-appels-couper-subventions>

¹²² Belga, « Plus d'une personne transgenre sur deux est victime de violences dans la rue », *RTBF Actus*, 19/11/2021, <https://www.rtbef.be/article/plus-d-une-personne-transgenre-sur-deux-est-victime-de-violence-dans-la-rue-10881721>

¹²³ Amira Hasenbush, Andrew R. Flores, Jody L. Herman, « Gender Identity Nondiscrimination Laws in Public Accommodations : a Review of Evidence Regarding Safety and Privacy in Public Restrooms, Locker Rooms, and Changing Rooms », *Sexuality Research and Social Policy*, 23/07/2018, <https://doi.org/10.1007/s13178-018-0335-z>

¹²⁴ Chloé Janssen, Frédéric Vesentini, « Les violences liées au genre en Belgique. Chiffres clés de l'Enquête européenne sur la violence à l'égard des femmes et d'autres formes de violence interpersonnelle (EU-GBV, 2021-2022) », *Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique*, 2024, <https://www.iweps.be/publication/les-violences-liees-au-genre-en-belgique/>

¹²⁵ Michelle Dietert, Dianne Dentice, « Growing Up Trans : Socialization and the Gender Binary », *Journal of GLBT Family Studies*, vol. 9(1), 19/12/2012, <https://doi.org/10.1080/1550428X.2013.746053>

¹²⁶ Sources pour ces définitions: <https://www.pratiq.be/glossaire>

¹²⁷ « Autodétermination », consulté le 5/12/2024, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/autodetermination/6667>

¹²⁸ « Biphobie », consulté le 5/12/2024, <https://www.sos-homophobie.org/informer/definitions/biphobie>

¹²⁹ Voir le roman graphique d'Elodie Font, *Coming In*, Payot, 2021 et le podcast homonyme, en ligne sur Arte Radio (2017).

¹³⁰ « Dyadique », consulté le 5/12/2024, <https://www.sos-homophobie.org/informer/definitions/dyadique>

¹³¹ <https://www.genrespluriels.be/Atteindre-son-point-de-confort>

¹³² « Transfeminine », consulté le 5/12/2024, <https://lgbtqia.fandom.com/fr/wiki/Transfeminine>

¹³³ « Transmasculin », consulté le 5/12/2024, <https://lgbtqia.fandom.com/fr/wiki/Transmasculin>

¹³⁴ « Transphobie », consulté le 5/12/2024, <https://www.sos-homophobie.org/informer/definitions/transphobie> et <https://www.pratiq.be/glossaire>



La **Coalition Genre** regroupe des associations qui luttent contre les discriminations, et plus spécifiquement celles liées au genre. Ses projets sont réalisés avec le soutien de **l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes**.

Les membres qui la composent sont :

Prisme, Voix de Femmes, La Cible, Intersex Belgium, Asbl Face à Toi Même, Let's Talk about Non-binary, les MAC de Verviers, de Liège et du Luxembourg, Promotion & Culture, ainsi que Crible.

Crible est une Organisation de Jeunesse labellisée Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS) qui travaille sur les thématiques de genre et LGBTQIA+. L'équipe propose des animations auprès des jeunes, des formations auprès des professionnelles, ainsi que des activités de sensibilisation. Elle utilise des méthodes de pédagogie active pour toucher ses différents publics.



« Être LGBTQIA+ ce n'est pas normal! »

« Être queer aujourd'hui en Occident c'est la mode! »

« Dans un couple LGBTQIA+, il y a une personne qui fait l'homme et une qui fait la femme. »

👉 Comment répondre à des propos LGBTQIA+ phobes ?

Ce kit rassemble les idées reçues qui reviennent le plus souvent dans les salles de classe, en animation, en formation ou sur les réseaux sociaux. Il expose leur impact concret sur les personnes LGBTQIA+, et met en lumière que derrière chacun de ces mythes se cachent des raisonnements faussés, sous-tendus par des normes qui voudraient passer pour neutres mais qui ne le sont pas.

Destiné à toute personne qui souhaite questionner les représentations stéréotypées à propos des personnes et communautés LGBTQIA+, et en particulier aux animateurices jeunesse et aux jeunes adultes qui luttent contre les LGBTQIA+phobies et qui souhaitent s'outiller, ce kit propose des pistes de déconstruction dans un format accessible. Il présente des contre-arguments que les lecteurices pourront s'approprier pour soutenir les personnes LGBTQIA+ et remettre en question des normes préjudiciables à toutes.



Avec le soutien financier de :
Financieel ondersteund door: